

cahiers

LEON TROTSKY



AUTOUR DE LA COMMISSION DEWEY

Jacques Michel □ John Dewey : un engagement philosophique pour la vérité □ Gérard Roche □ Les intellectuels américains et la Commission Dewey □ Frédéric Douzet □ Le combat masqué entre Dewey et Trotsky □ Anne Bauduin □ La commission rogatoire française à travers la lunette de l'Histoire

Documents □ L. Sedov et Victor Serge devant la commission rogatoire □ Débat autour de la Commission

42

juillet 1990

Revue trimestrielle □ Institut Léon Trotsky

CAHIERS LEON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *Oeuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Oeuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LEON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière,
Paule Gautier, responsable des *Cahiers*

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Paule Gautier, 63 rue Thiers 38000 Grenoble

ABONNEMENT

Abonnement de soutien 250 F, 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les - de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

France : 4 N^{OS} (1an) 100 F

Particuliers :

France : 4 N^{OS} (1an) 200 F

France : 8 N^{OS} (2ans) 400 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 250 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2ans) 500 FF

Institutions :

France : 4 N^{OS} (1an) 300 F

France : 8 N^{OS} (2 ans) 600 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 350 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2 ans) 650 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de
50 frs pour les abonnés (prix public de 70 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs
français sur une banque française (ou correspondante) ou
par mandat postal international,
sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et
tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal
libellé à l'ordre de GAUTIER - CLT
à adresser aux Cahiers Léon Trotsky - 63 rue Thiers - 38000 Grenoble - France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Paule Gautier

Publié avec le concours du Centre National des Lettres et de
l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 42

Juillet 1990

Autour de la Commission Dewey

Présentation 3

ARTICLES

Gérard Roche — Les intellectuels américains et
la Commission Dewey 5

Jacques Michel — John Dewey :
un engagement philosophique pour la vérité 25

Frédéric Douzet — Le combat masqué entre Dewey et Trotsky 43

Anne Bauduin — La commission rogatoire française
à travers la lunette de l'Histoire 73

DOCUMENTS

L. Sedov et Victor Serge devant la commission rogatoire 79

Débat autour de la Commission 115

Pierre Broué — *En marge de la Commission Dewey,*
L'espion de Staline 121

DEPART

Hippe Oskar (1900-1990) 125

Autour de la Commission Dewey

Les Cahiers Léon Trotsky ont abordé à plusieurs reprises, sous un angle ou sous un autre, la question de la Commission d'enquête sur les procès de Moscou, généralement appelée « Commission Dewey », du nom de son président. Mais, à l'exception de l'excellent article d'Alan Wald dans le N°3 « La Commission Dewey quarante ans après », ces études ne l'abordaient qu'indirectement.

Nous avons essayé ici de combler cette lacune. A la fois en étudiant le contexte, en présentant les hommes et leurs idées, en soumettant son travail à la critique que permettent le recul et une cinquantaine d'années de recherche historique.

Gérard Roche, que nos lecteurs connaissent bien, a replacé la Commission dans le contexte américain qu'ils connaissent mal. Jacques Michel dans une savante étude a présenté les idées de Dewey et leur lien avec son intervention dans l'affaire Trotsky. Nous aurions souhaité présenter aussi le militant anarchiste Carlo Tresca, si profondément différent du professeur de pédagogie. Malheureusement l'auteur pressenti a eu à subir, malgré sa compétence, un irrémédiable fiasco de dernière minute et prie qu'on veuille bien l'excuser.

La jeune génération a chaussé les lunettes de la critique. Frédérick Douzet s'est attachée au conflit lisible en filigrane, dans le compte rendu comme la correspondance de Trotsky, dont l'enjeu était la fameuse filiation bolchevisme-stalinisme, un débat toujours ouvert aujourd'hui et mené par des protagonistes moins sérieux et enrichissants que Léon Trotsky et John Dewey. Anne Bauduin, elle, a scruté le compte rendu de la commission rogatoire de Paris et la déposition de Sedov, y découvrent bien des indices de la défense tactique par Sedov du secret du Bloc des Oppositions.

Nous avons ajouté dans la documentation des extraits d'un débat dans *Common Sense* à l'époque où, déjà, les intellectuels de gauche enterraient le communisme. Surtout nous reproduisons pour la première fois le texte des séances de la Commission rogatoire avec les dépositions de Léon Sedov et Victor Serge.

En marge de la Commission, Pierre Broué a consacré quelques pages à la mort de l'agent de Staline, Mark Zborowski, apparemment passée inaperçue dans la grande presse et même l'autre.

Nous reviendrons certainement sur la question des procès pour examiner le matériel qui aura été livré au public en URSS.

Gérard Roche

Les intellectuels américains et la Commission Dewey

A la suite du deuxième procès de Moscou, Suzanne LaFollette, l'une des principales figures de la Commission Dewey, écrivait à Trotsky que depuis la première guerre mondiale, « rien n'avait autant agité et divisé le monde intellectuel américain que les procès de Moscou ». ¹ De son côté, l'écrivain James T. Farrell constatait dans son journal que les procès de Moscou avait « tiré un trait de sang au milieu de la décennie et au sein de la gauche intellectuelle » ². En effet, depuis octobre 1936, le mouvement ouvrier et les cercles intellectuels en Europe, comme aux Etats-Unis, se trouvent profondément divisés devant la question du droit d'asile pour Trotsky et la campagne pour constituer une commission internationale d'enquête, chargée de l'entendre sur les accusations portées contre lui et son fils Léon Sedov. Les confessions des accusés, aussi invraisemblables que frénétiques, avouant avoir comploté en alliance avec la Gestapo à l'instigation de Trotsky jettent le trouble et le désarroi. Sidney Hook rappelle dans ses mémoires que « l'atmosphère de cette époque dans les milieux libéraux et les cercles intellectuels étaient chargée de tension, de haine et de peur ». ³ Pour un lecteur d'aujourd'hui, témoin de l'écroulement du mur des mensonges et de l'oppression bureaucratique, il est sans doute difficile d'imaginer le formidable effort d'une poignée d'intellectuels et de militants pour établir la vérité sur des procès que l'on croyait alors d'un autre âge. Difficile aussi d'imaginer la violence des conflits et des débats entre partisans et adversaires de la commission internationale d'enquête que devait présider le philosophe John Dewey et qui devait entendre Trotsky comme témoin.

Aux Etats-Unis, depuis 1935, l'URSS jouit d'une sympathie grandissante parmi les cercles libéraux. Cette sympathie repose essentiellement sur les apparents succès économiques de l'URSS et sa politique étrangère de paix. Des propagandistes zélés comme la journaliste Anna Louise Strong ou Corliss La-

1. Suzanne LaFollette à Trotsky, 5 mars 1937, Houghton Library.

2. Alan Wald, *James T. Farrell. The Revolutionary Socialist Years*, N.Y., New York University Press, 1978, p. 58.

3. Sidney Hook, *Out of Steps*, Harper and Row, 1987; p. 219.

mont, le dirigeant de l'Association des Amis de l'URSS, ne manquent pas une occasion de louer les prodiges du plan quinquennal. Des libéraux éloignés du Parti communiste, comme George Soule, un des principaux rédacteurs de *The New Republic*, sont fascinés par la planification soviétique qu'ils voient comme un antidote à la crise économique qui ravage la société américaine. James T. Farrell rappelle qu'ils voyaient dans l'URSS sinon une « économie planifiée du moins ses débuts. Dans l'Amérique capitaliste, au lieu d'un plan, il y avait le chaos. On pensait qu'il n'y avait pas de chômage en Russie, alors que des millions d'Américains étaient sans travail ». ⁴

Dans *Soviet Russia Today* des intellectuels compagnons de route, comme Upton Sinclair, Sherwood Eddy, Malcolm Cowley, Robert Morss Lowett, saluent l'effort de paix de l'URSS et sa défense de la démocratie. En 1936, à la veille des procès, Louis Fischer affirme dans *The Nation* que la nouvelle constitution soviétique montrait que la dictature « abdiquait volontairement » en faveur de la démocratie.

Aux Etats-Unis, la politique de Front populaire du PC attire les intellectuels. Suzanne LaFollette, avec une plume trempée dans du vitriol, fait à Trotsky une description féroce des milieux sympathisants du PC :

« Depuis que la ligne du Front populaire et que la révolution sauvent la démocratie bourgeoise, ils ont attiré vers eux toute la racaille sociale et intellectuelle, à tel point que le pays grouille de "bolcheviks de salons" de petites célébrités appointées qui n'auraient jamais pu aller nulle part sans le vaste détournement du prestige de la révolution d'octobre, prononçant ex-cathedra des jugements de toutes sortes du point de vue du marxisme, duquel il n'ont pas la moindre compréhension. Un vieux socialiste a très bien saisi, l'autre soir, cette phase à la mode lorsqu'il comparait ces fanatiques à ces gogos qui, en 1928, s'éveillaient à l'idée que l'on pouvait devenir riche en achetant des actions à bon marché : " Ils achetèrent la révolution à prix fort! " dit-il, et " maintenant ils commencent à s'apercevoir que le krach de 1929 les a frappés ! " ». ⁵

Les questions soulevées par les procès de Moscou et les purges sanglantes mettaient gravement en question le Front populaire. En effet, si Trotsky n'était pas coupable et si les procès n'étaient que de monstrueuses impostures, l'URSS n'était plus cette démocratie louée par certains libéraux, mais une société privée de libertés civiles et politiques, caractérisée par une terreur de masse. Dans ces conditions, il ne demeurerait plus aucune raison d'inclure l'URSS dans un front anti-fasciste pour défendre la démocratie : doit-on « soutenir à n'importe quel prix l'URSS afin de réaliser un front uni contre le fascisme ? » Doit-on « démasquer et dénoncer le terrorisme officiel même si c'est celui du Kremlin ou bien, devant la menace fasciste, est-il « préférable d'accepter la version officielle des procès sans s'interroger outre mesure ? » Telles étaient les questions préliminaires à un débat entre Upton Sinclair et Eugene Lyons en 1938. ⁶

4. James T. Farrell, « Dewey au Mexique », *Cahiers Léon Trotsky*, n°19, septembre 1984, p. 785.

5. Suzanne LaFollette à Trotsky, 5 mars 1937, Houghton Library.

6. Eugene Lyons, Upton Sinclair, *Terror in Russia*, Richard R. Smith, 1938, p.7.

Si cet état d'esprit était dominant, une partie des libéraux et une minorité d'intellectuels radicaux refusèrent de se laisser enfermer dans ce dilemme. C'est ce qui explique, pour une large part, la violence passionnelle des affrontements autour de la Commission Dewey et de son verdict.

Le Comité américain pour la défense de Léon Trotsky (The American Committee for the Defense of Leon Trotsky)

Le premier procès de Moscou, en août 1936, a atteint Trotsky dans son asile norvégien qui, bientôt, va se refermer sur lui comme un piège et devenir une prison. Le premier secours sérieux et efficace vient des Etats-Unis avec la constitution, en octobre 1936, d'un Comité Provisoire pour la Défense de Léon Trotsky qui lance un appel signé par le philosophe John Dewey, les journalistes Freda Kirchwey, Horace M. Kallen, Joseph Wood Krutch et deux dirigeants du Parti socialiste américain, Norman Thomas et Devere Allen. L'objectif du comité est « d'obtenir pour Trotsky les droits normaux de l'asile » et aider à la « formation d'une Commission internationale d'enquête, laquelle examinera tout témoignage utile et rendra publiques ses conclusions ». Il appelait tous les « amis déclarés des droits démocratiques » à le rejoindre en soulignant que « le soutien à cet appel n'implique pas « nécessairement un lien quelconque avec les vues politiques de Trotsky ». ⁷

Le journaliste Herbert Solow et le philosophe Sidney Hook ont pris une part active dans la collecte des premières signatures. Herbert Solow est un brillant journaliste qui a collaboré dans les années vingt au *Menorah Journal*. Il a rencontré Trotsky à Prinkipo en 1932 et rejoint, pendant un temps, l'organisation oppositionnelle, la Communist League of America (CLA). Il a animé, en 1935-36, le Non Partisan Labor Defence Committee (NPLD) dont le secrétaire était Felix Morrow, un dirigeant de l'organisation trotskyste américaine. Il voue à Trotsky une grande admiration mais c'est un compagnon de route critique. Plusieurs conflits avec les trotskystes — dont il se méfie — ont laissé des traces durables et il tient à préserver jalousement son indépendance. Il sera un travailleur de l'ombre acharné du Comité pour la Défense de Léon Trotsky. ⁸ Sidney Hook a lui aussi des griefs à l'encontre des trotskystes. Il n'a jamais rencontré Trotsky mais a correspondu avec lui. Il a joué un rôle essentiel dans le rapprochement entre la CLA et l'American Workers Party, mais il est resté à l'écart de la fusion. C'est lui également qui a organisé la rencontre entre J.P. Cannon et N. Thomas qui devait permettre l'entrée des trotskystes dans le parti socialiste américain. Il n'a pas hésité à s'engager de nouveau pour le co-

7. Thomas R. Poole, *Counter-Trial*, Thèse dactylographiée, University of Massachusetts, 1974, pp. 223-230. Sur la genèse du Comité, voir Hook, *op. cit.*, pp. 224-225.

8. Sur l'itinéraire de Solow voir l'article d'Alan Wald, « Herbert Solow, portrait d'un intellectuel new yorkais », *Cahiers Léon Trotsky*, n°19, septembre 1984, pp. 41-67.

mité de défense. C'est lui, en particulier, qui a obtenu la signature de Dewey, lequel, à sa surprise, n'a pas offert trop de résistance, contrairement à N. Thomas, irrité par la lutte politique avec la fraction trotskyste au sein de son parti.

Les signatures de Dewey, Freda Kirchwey la rédactrice de *The Nation*, de Joseph Wood Krutch, un autre collaborateur de *The Nation*, représentent un succès pour le comité. Les réactions ne se font d'ailleurs pas attendre du côté du parti communiste. Les signataires sont violemment pris à partie par *New Masses*, la revue culturelle du PC. Un éditorial prudent de *The Nation* mettant en doute la véracité des accusations contre Trotsky et soulignant le mystère des confessions, a provoqué la fureur de *New Masses* pour qui c'était « une préparation délibérée pour le Comité ». N. Thomas était le dirigeant d'un Parti socialiste maintenant « pourri par le cancer trotskyste ». ⁹ Joseph Wood Krutch était « notoirement anti-communiste » et avait permis aux trotskystes d'écrire des comptes rendus de livres communistes dans *The Nation*. Quant à John Dewey, c'était un cas particulier, on ne pouvait mettre en doute sa sincérité, il avait été tout simplement « trompé par certains de ses disciples », allusion évidente à Sidney Hook et à Max Eastman. Il n'y avait aucun « mystère » dans les procès : « la logique des procès de Moscou, les confessions des accusés, les reportages des correspondants étrangers, tout réfute l'abjecte et dangereuse position prise par *The Nation* dans son éditorial du 10 octobre ». Si la revue entend soutenir « les activités criminelles de Trotsky », qu'elle ne prétende plus alors « être l'organe de l'opinion libérale », qu'elle « se déclare ouvertement et franchement un porte parole du trotskysme. Que le public sache que c'est l'organe d'un bande de conspirateurs contre-révolutionnaires et d'assassins ». ¹⁰ La violence de l'attaque et le ton menaçant de *New Masses* aura pour effet d'entraîner la démission de Freda Kirchwey et, surtout, de modifier la ligne éditoriale de *The Nation*.

Les adversaires du comité ou ceux qui cherchent des excuses mettent en cause son titre qui, selon eux, montre son caractère partisan. Même à l'intérieur du comité, des voix s'élèvent et il y a des objections. Solow regrette que le comité n'ait pas un nom plus général car, écrit-il à Trotsky « nous vous défendons pas, ni la révolution, ni une vague sorte de socialisme, mais quelque chose de bien plus élémentaire, nous sommes en train de défendre s'il vous plaît, le véritable sentiment que le progrès humain est possible ». ¹¹ Il pense qu'il est trop tard pour changer le nom du comité car « nous risquons d'avoir des gens qui ne nous comprendront pas et cela pourrait ressembler à une retraite ». Il souhaite que Trotsky écrive à Shachtman et à ses camarades de parti pour leur demander de « mettre en sourdine la note personnelle ». ¹² En fait, comme le rappelle

9. Sidney Hook, *op. cit.*

10. « The Nation and Trotsky », *New Masses*, 10 novembre 1936.

11. Herbert Solow à Trotsky, 2 février 1937, H.L.

12. *Ibid.*

Sidney Hook, le comité ne faisait que reprendre la tradition libérale américaine de la défense des grandes causes judiciaires qui avait fait naître le Comité pour la défense de Sacco et Vanzetti, et le Comité pour la défense de Tom Mooney. ¹³

Cependant, le comité s'est consolidé et, un mois après l'appel des six, regroupe une quarantaine de membres. Les fondateurs sont rejoints par des publicistes, des universitaires, E. A. Ross, Louis Hacker, Paul F. Brissenden, William Kilpatrick, des journalistes, Suzanne LaFollette, John Chamberlain, Benjamin Stolberg, James Rorty, des écrivains, Edmund Wilson, James T. Farrell et un syndicaliste, Vincent R. Dunne.

Le bureau exécutif du comité est composé de Suzanne LaFollette, Ben Stolberg, James Rorty, James Burhnam, Sidney Hook et J. T. Farrell. George Novack, un militant trotskyste, a été nommé secrétaire, assisté par Felix Morrow. Ce dernier a été écarté du poste de secrétaire sur l'insistance de Solow et de Elliot Cohen qui lui reprochent d'avoir liquidé le NPLD au profit du Parti socialiste. ¹⁴ Les tâches administratives sont assurées par deux militantes trotskystes : Pearl Kluger et Viola Robinson. Cependant, l'activité quotidienne du Comité repose aussi sur une équipe qui travaille dans l'ombre, Herbert Solow, Harold Isaacs et Elliot Cohen.

Les deux principaux membres du Comité sont Ben Stolberg et Suzanne LaFollette. Celle-ci est une parente du sénateur Robert M. LaFollette. C'est une journaliste indépendante et critique d'art qui a collaboré à *The Freeman* et *The New Freeman*. Elle est l'auteur d'un ouvrage : *Art in America*. Non marxiste, elle a cependant soutenu l'activité du National Defense Committee for Political Prisoners (NDCPP) jusqu'à sa démission en 1935. Elle a une sincère admiration pour Trotsky, dont elle partage certaines positions, mais elle est loin d'être trotskyste.

Stolberg est un journaliste et écrivain d'origine allemande. Il a fait ses études à Harvard et a obtenu un diplôme de sociologie à l'Université de Chicago. Il est devenu un spécialiste du mouvement ouvrier. Erudit, « impulsif » et « indiscipliné », son ami Louis Adamic le décrit comme un mélange de « Voltaire, Mencken et de Marx ». ¹⁵

James Rorty a été un des fondateurs de *New Masses* et il a joué, en 1932, un rôle important dans le soutien des intellectuels à la candidature communiste de W.Z. Foster et James W. Ford, lors de la campagne présidentielle. Il s'est éloigné du PC et a adhéré à l'AWP, mais n'a pas rejoint la nouvelle organisation née de la fusion avec la CLA. Il collabore à différentes revues et donne à *The Nation* des articles sur la crise économique. *New Masses* le dénonce comme trotskyste mais il est loin d'être un incondicional de Trotsky pour qui cependant il a beaucoup d'estime

13. Sidney Hook, *op. cit.*

14. Alan Wald, *Herbert Solow* p. 58 et *James T. Farrell* pp. 62-63.

15. Louis Adamic, *My America*, Harper and Brother, 1938, p. 75.

C'est en novembre 1936 que James T. Farrell a rejoint le Comité. C'est un écrivain qui jouit d'une certaine notoriété avec sa trilogie romanesque des *Studs Lonigan*. Il a publié une critique de la politique littéraire du PC dans *A Note on literary criticism*. Lié à Novack depuis 1934, il a une connaissance approfondie du marxisme et de l'oeuvre de Trotsky dont il se rapproche à la veille des procès sans pour autant se déclarer trotskyste. Il note même dans son journal qu'il a rejoint le comité exécutif « dans le but de protéger Trotsky des trotskystes ». ¹⁶ Il se montre très actif : dans le *Socialist Call*, il donne un compte-rendu de la brochure de Max Shachtman, *Behind The Moscou Trials*. Avec Novack, il participe à une soirée donnée en l'honneur du dessinateur Art Young, un vétéran de l'ancienne revue *Masses*. Au cours de la soirée il recueille cinq signatures et engage une discussion avec Max Lerner qui refuse de signer en faveur du droit d'asile. Au cours d'un débat un peu animé, il n'hésite pas à envoyer son poing à la figure d'Alexandre Trachtenberg, un permanent du PC. Mary McCarthy a relaté, seize ans plus tard, cette soirée mémorable, décrivant Farrell « au visage creusé de fossettes à l'abondante crinière » allant « d'une personne à l'autre, les sondant méthodiquement » ¹⁷. Lorsque Farrell l'aborde en lui demandant, à brûle pourpoint, si Trotsky avait le droit d'être entendu », elle demeure tout d'abord interdite. Bien que sympathisante du PC, Mary McCarthy était très peu informée. Elle répondit spontanément qu'elle ne voyait pas « qui pourrait prétendre que Trotsky n'a pas le droit d'être entendu ». Elle pensait également que Trotsky devait bénéficier du droit d'asile, persuadée que les Etats-Unis se sentiraient honorés d'accueillir un tel hôte. ¹⁸

Quelle ne fut pas sa surprise de recevoir, peu de temps après, un courrier du Comité pour la Défense de Léon Trotsky et de découvrir sa signature au bas d'une pétition. Sa réaction fut de décider sur le champ une lettre de protestation mais, finalement, elle en différa l'exécution. La pression exercée sur elle par le PC et certains de ses amis la fit changer d'avis : « les événements me rejetèrent immédiatement du côté du comité » écrit-elle dans ses souvenirs. Avec une ironie mordante, elle relate les réactions de ses anciens amis politiques :

« J'ignorais tout de la cause que j'avais embrassée, Je n'avais pas lu un traître mot de Lénine ou Trotsky. De Marx, je ne connaissais rien en dehors du *Manifeste communiste*. Je ne possédais pas la moindre notion sur l'histoire soviétique; les noms même des vieux bolcheviks qui avaient avoué sonnaient à mes oreilles d'une façon étrange, presque barbare. En ce qui concernait Trotsky, la seule preuve que j'avais de son innocence était le curieux comportement des communistes et des sympathisants que l'idée d'une libre enquête faisait sortir de leurs gonds. Dans les cercles staliniens que je fréquentais, j'étais l'objet d'un discret émoi et d'une désapprobation mal déguisée. Des femmes écrivains endiamantées blêmissaient à ma vue et entrechoquaient rageusement leurs bracelets lorsque je faisais mon entrée; de jeunes étoiles montantes du journalisme ou de la publicité tripotaient nerveusement leur cravate quand je les pressais de se ren-

16. Alan Wald, *James T. Farrell...* p. 69.

17. Mary McCarthy, *A Contre-courant*, Stock, 1965, pp. 108-109.

18. *Ibid.*

seigner eux-mêmes sur l'affaire. Au cours des bals dans les night clubs, de grands collégiens recrutés la veille par le parti communiste me seraient contre leur plastron, m'adressant des exhortations : " Ne fais donc pas la sottise, mon chou ". ¹⁹

Le 18 décembre, le jour de l'expiration du visa norvégien de Trotsky, le Comité de défense tient un meeting de masse présidée par Suzanne LaFollette au Center Hotel à New York qui rassemble près de 4000 personnes. Pendant trois heures, se succèdent à la tribune : Norman Thomas, James T. Farrell, Max Shachtman et Herbert Solow. Seul Max Eastman ne recueille pas l'unanimité de l'auditoire lorsqu'il identifie les agissements de la bureaucratie en URSS avec ceux de Hitler et de Mussolini.

A la fin de la réunion, le comité annonce que le Mexique accorde un visa à Trotsky. C'est un premier succès. Une résolution finale, félicitant le président Cárdenas, est votée : « En défendant le droit d'asile pour Trotsky, nous aidons pas seulement un homme, mais nous défendons les droits démocratiques pour tous et partout dans le monde ». Pour Horace M. Kallen, Trotsky était devenu « le symbole de tous les réfugiés politiques contemporains ». ²⁰

« Dix jours qui ébranlèrent le comité »

Libre de ses mouvements sur le sol mexicain, Trotsky est désormais en mesure de déployer toute son énergie pour avancer vers la création d'une commission internationale d'enquête qu'il n'a cessé d'appeler de ses vœux. Il dispose, avec le comité américain et les comités qui se sont constitués en Europe, de solides appuis. Moscou et les partis communistes en ont parfaitement conscience. Déstabiliser le dispositif de défense de Trotsky aux Etats-Unis qui est devenu le centre d'activité pour la formation de la commission internationale d'enquête, devient l'objectif essentiel du Parti communiste et des organisations qu'il contrôle. *Soviet Russia Today*, la revue des Amis de L'URSS, dirigée par Corliss Lamont, donne le ton de la campagne qui se prépare : « Tous les libéraux honnêtes se demandent pourquoi le Comité pour la Défense de Léon Trotsky continue d'exister, maintenant qu'il n'est plus question du droit d'asile ». ²¹

De la fin janvier à la mi-février 1937, le Comité américain va subir une série d'assauts qui prend la forme, selon l'expression de Georges Novack, d'une véritable « guerre des lettres ». La campagne lancée par le PC s'organise autour de quatre accusations à l'encontre du comité :

1 - il est composé de trotskystes,

19. *Ibid.*

20. Thomas R. Poole, *op. cit.*

21. *Soviet Russia Today*, avril 1937.

2 - il est composé de libéraux qui sont des marionnettes dont les trotskystes tirent les ficelles,

3 - Son objectif est de détruire l'Union soviétique,

4 - Sous le couvert d'une agitation pour la justice, il vise à aider objectivement les plans anti-soviétiques de Hitler, Hearst et du Mikado. ²²

La pièce maîtresse de ce dispositif et la lettre de démission adressée par Mauritz Hallgren au Comité et que publie le *Daily Worker*, l'organe du PC. Dans ce document de 14 pages, Hallgren affirme, que lorsqu'il a rejoint le comité, il « croyait et croit toujours au droit d'asile » tâche qu'il estime désormais remplie. Après avoir étudié de près la documentation et les arguments échangés entre les deux parties, ses doutes sur la véracité du premier procès ont fait place, après le procès Piatakov-Radek, à la certitude que les accusés étaient coupables. Se fondant sur ce qu'il appelle une déduction « logique », il affirme que si les accusés du second procès, qui ne pouvaient avoir d'illusion sur leur sort futur, ne pouvant espérer une promesse de vie sauve, ont avoué, c'est donc qu'ils étaient coupables. Le témoignage de l'avocat britannique Pritt, présent au procès, pour qui les accusés avaient été jugés équitablement, était digne de foi. Trotsky n'avait fourni aucune preuve de son innocence. Si ce dernier était innocent et s'il disposait de documents prouvant son innocence, pourquoi ne les produisait-il pas ? Dans tous ses écrits, au cours des dernières années, Trotsky avait soutenu « que pour sauver la révolution, Staline devait être renversé ». Selon la logique particulière de Hallgren, pour atteindre son objectif, Trotsky qui ne pouvait espérer « provoquer une insurrection populaire », ne pouvait que s'appuyer sur « une intervention étrangère », ou sur une conspiration à l'intérieur du gouvernement soviétique, ou bien encore sur « une combinaison des deux ». Il condescend à reconnaître que cela « ne prouve pas en soi » que Trotsky avait comploté avec les accusés de Moscou, mais cependant :

« A l'instant présent, la prépondérance des preuves est du côté du gouvernement soviétique et clairement contre Trotsky » ²³

La lettre se terminait par une attaque contre le comité, qui était une « manoeuvre trotskyste contre l'Union soviétique et contre le socialisme » ²⁴

La lettre de Hallgren est relayée par une seconde offensive conduite par Corliss Lamont et s'appuyant sur une lettre ouverte aux libéraux, signée de 88 noms, publiée par le *Daily Worker* et *Soviet Russia Today*. Parmi les signataires on relève les noms de : Malcolm Cowley, Theodore Dreiser, Louis Fischer, Lillian Hellman, Granville Hicks, Max Lerner, Robert Morss Lowett, Dorothy Parker, Henry Roth, Tess Slesinger, Donald Ogden Stewart, Maxwell

22. *News Bulletin*, n°4, 19 février 1937.

23. Mauritz Hallgren, « Why I Resigned from the Trotsky Defense Committee » 27 janvier 1937. La lettre publiée par le *Daily Worker* et *New Masses* avait fait également l'objet d'une publication par International Publishers, les éditions du PC.

24. *Ibid.*

Stewart, Anna Louise Strong, Paul M. Sweezy, Nathalie West, Arthur Young. ²⁵

Accompagnée d'une introduction de Corliss Lamont, la lettre ouverte interpelle les libéraux du Comité américain, leur posant une série de questions qui ne font que reprendre, dans un jargon encore plus épais, l'argumentation de Hallgren. En s'alliant « avec des trotskystes avérés », les libéraux n'ont-ils pas pris conscience des conséquences des activités du Comité qui apportent un soutien aux forces fascistes, lesquelles « attaquent la démocratie en Espagne et partout dans le monde ? » Un pays comme l'URSS « ne devrait-il pas avoir le droit de décider par lui-même quelles mesures de protection sont nécessaires contre des complots traîtres qui ont pour but d'assassiner ses dirigeants et l'impliquer dans une guerre avec des puissances étrangères » ²⁶. En langage clair, cela voulait dire que les libéraux devaient laisser le GPU faire tranquillement son travail.

Cette campagne générale est doublée par une offensive forcenée en direction de chaque membre du comité, pris individuellement, qui se voit assailli par des lettres, des télégrammes, des appels téléphoniques, le pressant de donner sa démission. Mary McCarthy restitue l'intensité du harcèlement :

« Derrière ces appels on sentait le Parti rassemblant ses forces en formations disciplinées, comme une flotte ou une armée qui manoeuvre. [...] On était bien en présence d'une campagne systématique de coups de téléphone visant à obtenir la démission des membres du Comité. Tous ces appels avaient lieu très tard dans la nuit, parfois au petit jour, surtout si la personne visée était âgée. Les signataires les plus en vue recevaient des messages anonymes et des menaces. » ²⁷

Suzanne LaFollette écrit à Trotsky que Kenneth Durant, le directeur de l'agence Tass, « a été le pire agresseur » dans cette campagne et qu'il a eu « l'effronterie de menacer des membres de notre comité en insinuant des sanctions méritées de la part de L'Union soviétique » ²⁸ Meyer Shapiro fait état d'un appel du même Kenneth Durant, qui lui a demandé s'il était toujours membre du Comité, l'informant de plusieurs démissions et le pressant « en tant qu'ami connu de l'URSS », d'en faire autant. ²⁹ Louis Adamic, que son ami Stolberg avait enrôlé dans le comité sans son accord, renonce à envoyer une lettre où il demandait que son nom soit retiré après avoir subi une pression pour démissionner : « Si je ne démissionnais pas je pourrais éventuellement le regretter. [...] On me fit comprendre que si je désirais me rendre en URSS, je ne pourrais obtenir un visa. Mes livres ne seraient jamais traduits en russe ». ³⁰ James T. Farrell doit se dévouer pour soutenir le moral vacillant de Ferdinand

25. « An Open letter to American Liberals », *Soviet Russia Today*, mars 1937.

26. *Ibid.*

27. Mary McCarthy, *op. cit.*, p.111.2628.

28. Suzanne LaFollette à Trotsky, 5 mars 1937, H.L..

29. Meyer Shapiro au Comité, 8 février 1937, *News Bulletin*, n°4, 19 février 1937.

30. Louis Adamic, *op. cit.*, p. 84.

Lundberg, l'auteur de *America Sixty Families*, qui fait l'objet d'un harcèlement permanent et d'un chantage au sujet de ses livres.³¹

New Masses, qui s'est emparée de la lettre de Hallgren, orchestre la campagne en sollicitant les libéraux et les écrivains. Elle publie avec empressement les lettres de trois démissionnaires, Lewis Ganett, le critique littéraire du *New York Herald Tribune*, Sam Jaffee, un acteur de la Broadway Production et Le Roy Bowman, un professeur de l'Université de Columbia.

La revue annonce également que Jacob Billikopf, un dirigeant de l'Amalgamated Clothing Workers, et Paul Ward un collaborateur de *The Nation* ont également démissionné.³² Les raisons des démissionnaires sont diverses, bien que toutes semblent être le résultat de la campagne de pression du PC.

Le comité ne s'est pas laissé impressionné et a réagit vigoureusement par une série de lettres et de communiqués dont rend compte le *New York Times*. Suzanne LaFollette répond publiquement à Mauritz Hallgren : « Le verdict d'une cour n'est pas nécessairement le verdict de l'histoire, comme l'affaire Dreyfus l'a prouvé ». Dans les esprits d'un grand nombre de personnes, les procès et les exécutions « de vieux révolutionnaires demeureront un sujet de trouble et d'horreur jusqu'à ce que tous les faits [...] n'aient pas été éclaircis et expliqués d'une manière acceptable pour toute intelligence honnête ». ³³ Démontrant l'inconsistance de la « logique » de Hallgren elle plaide pour la tenue d'une commission internationale d'enquête.

Dans une déclaration publique, Horace M. Kallen et John Dewey réaffirment les objectifs du Comité. Cette déclaration contresignée par 22 noms est reproduite dans le *New York Times* et le bulletin du Comité. La pression qui s'est exercée sur eux pour les forcer à démissionner repose sur une incompréhension de leurs motivations : « Nous ne nous occupons nullement des opinions de Trotsky [...] notre seule préoccupation est de lui garantir les droits humains et entiers devant la cour de l'opinion publique » ³⁴

Dans une lettre à Trotsky, George Novack, le secrétaire du comité, dresse le bilan de cette furieuse bataille qui, en fin de compte, est un échec pour le PC :

« Peut-être le savez-vous déjà, les staliniens ont organisé un contre-comité d'intellectuels qui ont publié une déclaration à la presse [...]. Ce comité n'a pas suffisamment de programme positif pour se trouver un nom. [...] Son seul but, est bien entendu, de désorganiser et de détruire notre comité. Au cours des deux dernières semaines, ils ont mené une campagne presque incroyable de persécution contre notre comité collectivement et contre chacun de ses membres. La force et l'étendue de cette campagne, de toute mon expérience, est sans précédent. La soudaine attaque a rendu l'issue de la " guerre des lettres " un peu incertaine. J'aimerais bien avoir le talent littéraire pour vous écrire une description complète de ces " Dix Jours qui ébranlèrent le

31. Alan Wald, J.T. Farrell... p. 67.

32. *New Masses*, 16 février 1937.

33. Suzanne LaFollette aux rédacteurs du *New York Times*, février 1937, New York.

34. *New-York Times*, 8 février 1937.

Comité ». Je suis heureux de vous informer qu'après deux semaines de violents combats, nos troupes ont repoussé toutes les attaques ennemies avec des pertes négligeables et qu'elles prennent maintenant l'offensive contre les staliniens, les faisant battre en retraite. A peine 9 membres ont démissionné du comité, pour diverses raisons, toutes, bien sûr, sous le feu des staliniens. Hallgren faisait évidemment partie, d'un coup délibérément monté par les staliniens pour provoquer une hémorragie dans le comité. Les 9 membres ont été plus que remplacés par de nouveaux adhérents d'une plus grande notoriété. » ³⁵.

Effectivement, le Comité sort renforcé de l'épreuve : de nouvelles adhésions affluent et, en un mois, il passe de 70 membres à plus d'une centaine. ³⁶ On rejoint le Comité : Emmet E. Dorsey et Abraham Harris, professeurs à l'Université de Howard, Franz Boas, anthropologue de renommée mondiale, Sidney Howard, un des plus fameux dramaturges du pays. Suzanne LaFollette annonce à Trotsky l'adhésion du peintre Joan Sloan qui se considère « particulièrement qualifié » pour rejoindre le Comité parce que, écrit-elle, « lorsque vous étiez au Canada en 1917 il fut l'un de ceux qui écrivirent au gouvernement canadien pour demander que vous soyez autorisé à regagner la Russie ». ³⁷

En fait, ce qui a surtout brisé net la campagne de *New Masses* et du PC c'est le succès considérable du meeting du 9 février à l'Hippodrome de New York qui a rassemblé plus de 6000 personnes. Une foule énorme s'était pressée pour venir entendre Trotsky qui devait parler par liaison téléphonique depuis Mexico. Le principal accusé allait-il faire entendre sa voix en plein New York, où la tempête faisait rage autour de son nom ? Toutes les précautions avaient été prises pour que le texte du discours parvienne le jour du meeting, car tout était à craindre. Le suspense dura plusieurs heures. Finalement, le public n'entendra pas la voix de Trotsky : une panne inexplicable, due vraisemblablement à un sabotage, interrompt la communication. L'effet n'en est que plus dramatique, et l'auditoire écoute dans un silence total, le souffle coupé le magistral discours de Trotsky lu par Max Shachtman. Les membres du Comité ont été galvanisés par la force du discours de Trotsky qui lançait un défi aux bourreaux du Kremlin : « Je déclare que si cette commission me trouve coupable [...] je prends à l'avance l'engagement de me livrer aux bourreaux du GPU. » ³⁸ Herbert Solow qualifie « d'historique » ce meeting qui a été « le plus émouvant, le plus dramatique et le plus sincère de toute une génération du mouvement ouvrier à New York ». ³⁹

35. G. Novack à Trotsky, 15 février 1937.

36. *News Bulletin*, n°4.

37. S. LaFollette à Trotsky, 5 mars 1937, *News Bulletin*, n°4.

38. Trotsky, « Discours pour le meeting de New York », *Œuvres*, 12, p. 269.

39. H. Solow à Trotsky, 11 février 1937, H.L.

Des libéraux effrayés.

Si la virulence des attaques de *New Masses* ou de *Soviet Russia Today* ne pouvait guère surprendre, on aurait pu s'attendre à ce que des revues libérales telles que *The Nation* ou *The New Republic* adoptent une position critique vis-à-vis des procès de Moscou et rendent compte plus favorablement des activités du Comité.

Les premières réactions aux procès montrent une orientation tout différente. Après le second procès en janvier 1937, les rédacteurs de *The New Republic*, Bruce Bliven et George Soule, ne voient aucune raison de mettre en question les confessions des accusés. Si la culpabilité de Trotsky n'était pas concluante, en revanche celle des autres accusés ne faisait pas de doute. Ils acceptent sans broncher les articles de Walter Duranty, à qui ils ouvrent les pages de leur revue. Malcolm Cowley, le critique littéraire de *The New Republic*, qui rend compte du Rapport sténographique du procès Piatakov-Radek, montre un cynisme particulier en écrivant que c'est le livre « le plus excitant » qu'il ait lu dans l'année : « un mélange d'histoire de détective véritable et de haute tragédie élisabéthaine, avec des touches comiques ». Pour lui aussi, les « confessions étaient sans le moindre doute sincères »⁴⁰ Pour les rédacteurs de la revue, il est « impossible pour quiconque résidant à New-York d'émettre un jugement de valeur » sur les procès. Ils affirment, tout aussi catégoriquement, que la commission internationale d'enquête réclamée par Trotsky n'a aucune chance de se tenir ou avoir une quelconque utilité, si jamais elle avait lieu. Les 34 accusés des procès étaient « déjà morts ou dans l'ombre de la mort ». Devant la commission, Trotsky serait le seul témoin et ses démentis, dans ces conditions, ne « seraient pas plus convaincants que ceux qu'il a publiés dans la presse ».⁴¹ Les rédacteurs libéraux de *The New Republic* montrent le bout de l'oreille, qu'ils sont très sensibles aux sirènes du Front populaire, lorsqu'ils écrivent que « ceux qui consacraient leur temps et leur énergie à critiquer la politique soviétique » le faisaient au détriment de l'unité nécessaire aux Etats-Unis « pour apporter les mesures » qu'imposait la situation, « mesures » qui n'avaient « aucune relation avec la culpabilité ou l'innocence des hommes condamnés et exécutés à Moscou »⁴².

Les membres du Comité réagissent et cherchent à infléchir l'orientation de la revue qui n'est guère disposée à recevoir leurs communiqués ou leurs articles. James T. Farrell et John Chamberlain expliquent que leur adhésion au Comité repose sur une raison aussi élémentaire qu'un « homme est présumé innocent tant que sa culpabilité n'a pas été prouvée »⁴³. Une dizaine de membres du Comité, tous collaborateurs de *The New Republic*, s'élèvent contre

40. Malcolm Cowley, « The Record of a trial », *The New Republic*, 7 avril 1937.

41. « Another Russian trial », *The New Republic*, 3 février 1937.

42. *Ibid.*

43. J.T. Farrell, J. Chamberlain, *The New Republic*, 24 février 1937.

les prises de position de la rédaction qui juge « futile » la commission d'enquête. Ils s'appuient sur l'exemple du contre-procès qui a suivi l'incendie du Reichstag. La commission d'enquête réunie à Londres était impartiale dans la mesure « ou l'écrasante majorité de ses membres n'étaient ni hitlériens ni communistes ». Dans le cas des procès de Moscou, une commission chargée d'examiner « les accusations, les preuves et contre-preuves est nécessaire »⁴⁴. Dans leur réponse, les rédacteurs de *The New Republic* persistent et et signent : une commission d'enquête serait partielle et engendrerait la confusion. Une commission qui aurait quelque crédibilité devrait avoir le temps nécessaire d'obtenir des preuves et des témoignages en URSS même. Avec une seule partie représentée, le contre-procès « ne servirait que la propagande de Trotsky »⁴⁵.

The Nation, pour sa part, après le premier procès de Moscou, avait émis des doutes : sous « le gant de velours » de la nouvelle constitution il fallait « s'attendre à trouver la main d'acier » du gouvernement ce qui n'empêchait pas les rédacteurs d'emboîter le pas à Louis Fischer qui affirmait qu'en URSS « la dictature est en train de mourir et qu'une nouvelle démocratie est en train de naître ». Dans son éditorial du 10 octobre 1936, la rédaction reconnaissait que l'accusation contre Trotsky « de conspiration avec la Gestapo » était « la plus sérieuse et la moins crédible ». Elle soulignait la minceur des preuves qui toutes reposaient sur le seul témoignage d'Olberg. Ces doutes devaient disparaître après la démission de Freda Kirchwey du comité. En février 1937, la rédaction estime qu'il faudra au moins « un siècle pour connaître la vérité » sur les procès de Moscou. Sur la question de la conspiration avec les pays fascistes « on ne pouvait que suspendre son jugement ».⁴⁶

La nouvelle orientation de *The Nation* est loin de faire l'unanimité au sein de la rédaction qui traverse une crise. Trotsky est très bien informé de la situation par Suzanne LaFollette qui a été, pendant une brève période, une collaboratrice de la revue. Elle fait à Trotsky un rapport détaillé sur l'état d'esprit de la rédaction et des positions respectives de chacun de ses membres :

« Le Parti communiste a ses laquais partout — et souvent dans une position qui leur permet de faire des dégâts. La situation au sein du bureau de *The Nation* est typique. Je connais très bien *The Nation*, j'y ai occupé un poste temporaire l'été dernier. Freda Kirchwey, la rédactrice en chef, est intelligente mais elle est effrayée d'avoir à s'affronter n'importe quel problème. Joseph Wood Krutch est intelligent et il n'a pas peur, mais s'intéresse peu à la ligne politique du journal. Max Lerner est effrayé, inintelligent et pas informé, un lèche-bottes congénital qui vit dans la perpétuelle terreur de ne pas lécher les bonnes bottes. Et par conséquent, la phase actuellement à la mode du PC l'a troublé. Il a déclaré qu'il ne pouvait pas prendre la responsabilité de voir Trotsky

44. « Trotsky and the Russian trials », *The New Republic*, 17 mars 1937. La déclaration était signée par : John Chamberlain, Eleanor Clark, James T. Farrell, Marta Gruening, Louis Hacker, Suzanne LaFollette, Ludwig Lore, James Rorty, Clara Gruening-Stilman, Lionel Trilling.

45. *Ib.*

46. « Behind the Moscow trials », *The Nation*, 6 février 1937.

apparaître comme un collaborateur régulier de *The Nation*. Bien sûr, il pensait aux staliens — car personne n'y verrait d'inconvénient.[...]

Maxwell Stewart, qui est maintenant à temps partiel, est un jeune homme borné et obstiné qui fit des études religieuses et qui ne s'en est jamais remis. Ayant remplacé Dieu par le Parti communiste, il avale tout rond la théorie de l'infaillibilité de Staline. [...]

Margaret Marshall qui est de loin la plus intelligente, la plus honnête et courageuse personne du comité de rédaction mène une lutte constante contre l'influence du stalinisme. »⁴⁷

Elle fait part à Trotsky de son expérience au sein du comité de rédaction et d'une anecdote aussi « amusante » qu'éclairante. Lorsque Louis Fischer a envoyé son article sur la nouvelle constitution soviétique, elle a insisté pour qu'il soit accompagné d'un éditorial critique présentant une longue liste de questions, qui, d'après elle, devaient être posées et dont elle fit un projet. Lerner et Stewart s'y opposèrent. Finalement, l'éditorial fut confié à Stewart qui « écrivit un papier idiot qui engageait *The Nation* dans le point de vue que la nouvelle constitution pourrait-être le premier pas vers « le dépérissement de l'Etat ».

C'est Lerner qui a écrit « l'article dégoûtant sur le deuxième procès » qui a été suivi par « un bombardement de lettres de collaborateurs outrés ». ⁴⁸

Trotsky n'entend pas prolonger plus longtemps ses relations avec une revue qui envisage sa culpabilité. Par l'intermédiaire de l'organisation trotskyste américaine, il envoie à *The Nation* une brève lettre de rupture :

« Dans le passé, de temps à l'autre, vous publiez mes articles. Un d'entre eux a même servi de prétexte à mon internement en Norvège. L'éditorial sur la dernière falsification de Moscou [...] déshonore votre journal. Je vous prie de ne plus me compter parmi vos collaborateurs. »⁴⁹

Trotsky n'aura de cesse de stigmatiser l'attitude honteuse de *The Nation* et de *The New Republic*, ces « bigots » et « laquais » qui « servent d'entremetteurs aux exécuteurs de Staline ». En mars 1938, il reviendra longuement sur ces « prêtres de la demi-vérité » qui n'ont pas d'idées propres. La crise de 29 a surpris ces « libéraux insouciantes » les obligeant à se « cramponner à l'URSS comme à une bouée de sauvetage », popularisant le principe de la planification en « maniant prudemment ce contrepoison de l'anarchie capitaliste ». Sans programme d'action pour les Etats-Unis, ils ont pu « couvrir leur propre vide au moyen d'une image idéalisée de l'URSS »⁵⁰ En fait,

« leur " amitié " avec Moscou a signifié la réconciliation du libéralisme bourgeois avec la bureaucratie qui avait étranglé la révolution d'octobre. »⁵¹

47. S. LaFollette à Trotsky, 5 mars 1937.

48. *Ibid.*

49. Trotsky, 10 février 1937, *OEuvres*, 12, p. 289.

50. Trotsky, « Les prêtres de la demi vérité », 19 mars 1938, *OEuvres*, 16, p. 340.

51. *Ibid.*

Atermoiements et hésitations

Trotsky était loin de se douter que sa lettre de rupture à *The Nation* allait être la cause d'un conflit avec ses propres camarades dans le Comité de défense. Le 11 février, Solow lui annonce que Freda Kirchwey vient de se rendre au Mexique et qu'elle a l'intention de lui rendre visite. Solow semble favorable à ce que Trotsky la recoive en mentionnant qu'au cours des dernières années elle a beaucoup plus été liée au lovestonisme qu'au stalinisme mais que, maintenant, elle subit la pression de Louis Fischer et de Max Lerner « un libéral qui est récemment devenu un ami de l'URSS ». ⁵² Mais le plus surprenant pour lui vient de ce que Novack lui écrit qu'il serait « tactiquement inopportun » d'envoyer la lettre de rupture à *The Nation* avant qu'il n'ait parlé avec Freda Kirchwey et qu'il serait préférable d'écrire une lettre plus approfondie que la revue serait obligée de publier. ⁵³

Harold Isaacs lui apprend que sa lettre a été « retenue » pour les raisons indiquées par Novack mais, surtout, à cause de la crise interne qui s'est développée au sein du comité de rédaction, partagé selon lui en trois fractions. ⁵⁴

Trotsky n'a pas du tout l'intention de recevoir la rédactrice en chef de *The Nation* et il en informe un peu sèchement Solow :

« Je n'ai pas envie de recevoir Freda Kirchwey. Je ne peux pas discuter personnellement avec un homme ou une femme qui a des doutes sur la question de savoir si je ne suis pas un allié de Hitler ou du Mikado. Je lui donne pleine autorisation de subir ces doutes chez elle, pas chez moi.[...]. Je ne peux pas considérer un bourgeois borné comme un super-arbitre sur mon travail et ma vie. A l'avenir, prenez en considération à l'avance ces questions, je vous prie. »⁵⁵

Trotsky se heurte à l'incompréhension de ses amis politiques et des membres du Comité. A Solow qui s'entête et regrette qu'il ne veuille pas discuter avec « ces dames chics qui se demandent s'il a des cornes et une queue » il répond en mettant les choses au point :

« Votre attitude à l'égard de ma lettre à *The Nation* est également fautive. Je ne suis pas un membre du Comité pour la défense de Léon Trotsky, je suis Trotsky. Il n'est pas nécessaire pour moi d'employer votre langage diplomatique avec la misérable rédaction de *The Nation*. »⁵⁶

Avec Harold Isaacs il s'explique sur le fond car il voit dans ce désaccord, comme sur d'autres points, une tendance dangereuse d'adaptation à l'esprit des libéraux :

52. H. Solow à Trotsky, 11 février 1937. H.L..

53. Novack à Trotsky, 15 février 1937. H.L..

54. Harold Isaacs à Trotsky, 20 février 1937, H.L..

55. Trotsky à H. Solow, 18 février 1937, *OEuvres*, 12, pp. 322-323.

56. Trotsky à H. Solow, 26 février 1937, *OEuvres*, 12, p. 373.

« Votre lettre d'explication concernant la question de *The Nation* me montre que le désaccord est plus sérieux que ce que j'avais tenté de croire. Vous citez l'action, ou la préparation de l'action des Krutch, Willard etc. comme preuve qu'il faut que nous restions tranquilles et prudents pour ne pas perturber leur digestion. Si vous vouliez ne pas rester empirique et élever la question à un plan général, vous seriez obligé de dire : pour ne pas gêner les hésitants qui continuent leurs hésitations, les révolutionnaires doivent garder le silence, ou en termes plus sociologiques, on invite les ouvriers révolutionnaires à ne pas se battre avec énergie afin de ne pas repousser les bourgeois libéraux. Vous êtes le seul de mes correspondants américains (et c'est votre mérite) à me donner une explication politique de la "confiscation" de ma lettre. Les autres se contentent d'écrire : pas souhaitable, peu avisé, etc. Mais vos explications, mon cher Isaacs, sont opportunistes. Je crois que notre devoir élémentaire est de dire ce qui est : le comité de rédaction de *The Nation* est malhonnête, et je ne peux un seul instant rester sur la liste des collaborateurs de ce journal. En disant ainsi ce qui est, j'oblige les libéraux vraiment honnêtes de cette équipe à accélérer leur "autodétermination" ». ⁵⁷

Waldo Frank, un compagnon de route du PC, troublé par les procès, mais indécis à eu, lui, la chance d'être reçu par Trotsky le 26 janvier. Mais l'entrevue s'est révélée peu fructueuse et même franchement décevante. Lors d'une seconde entrevue le 2 mars, Waldo Frank a fait une déclaration préliminaire à leur entretien disant reconnaître la nécessité d'une commission d'enquête et s'engageant à son retour à New York à prendre publiquement position en sa faveur. Après une longue discussion portant sur les questions du Comintern, du Front populaire, de l'entrée des trotskystes dans le Parti socialiste et de la critique de la presse réactionnaire, Trotsky se montre plus optimiste. Il presse les membres du Comité à prendre contact avec l'écrivain car il lui a semblé que le résultat de cette discussion générale était prometteur pour l'avenir. Mais l'avenir seul peut décider ». ⁵⁸ L'avenir décidera en effet. A son retour Waldo Frank devait déclarer que Trotsky était un « fou » qui croyait détenir la vérité. Après la tenue de la commission préliminaire d'enquête présidée par Dewey, il prend position dans *The New Republic* pour une commission d'enquête « impartiale » composée de représentants de la IIème et de la IIIème Internationale. ⁵⁹

Mobilisation générale : la formation de la Commission Dewey

Toutes ces discussions ont fait perdre un temps précieux. La préparation de la commission est également retardée par l'élaboration de statuts à laquelle participe Solow qui recherche une commission idéale. Trotsky s'inquiète de

57. Trotsky à H. Isaacs, 5 mars 1937, *Œuvres*, 13, pp. 32-33.

58. Trotsky, lettre à Solow, Novack, Isaacs, Shachtman, 2 mars 1937.

59. Waldo Frank, *The New Republic*, 12 mai 1937.

l'état d'esprit qui règne dans le comité et surtout parmi les trotskystes de New York. Il critique le projet de statuts élaboré par Solow qui lui semble trop orienté « vers les libéraux hésitants qui seraient heureux d'éterniser leur position en tant que super-arbitres » et pas vers les travailleurs qui souhaitaient une réponse claire à la question : « Trotsky est-il un allié du fascisme ou Staline est-il une crapule ». ⁶⁰

Trotsky s'impatiente. Plusieurs initiatives, provenant d'organisations influencées ou contrôlées par les partis communistes, lui font craindre le pire. Elles indiquent que Moscou a peut-être l'intention de couper l'herbe sous les pieds du Comité. Ce dernier a ouvert la porte à une commission d'enquête devant l'opinion mondiale dans laquelle les staliniens risquent de s'engouffrer mettant à profit le retard pris à New York et en Europe. Il en voit les symptômes dans l'initiative du Front des avocats socialistes qui tentent à Mexico de mettre sur pied une commission d'enquête. De même, il interprète le voyage de Malraux aux Etats-Unis, comme une manœuvre pour discréditer la commission, avec peut-être l'aide de *The Nation* et de *The New Republic*. Le danger est grand. Il presse Suzanne LaFollette d'accélérer les préparatifs de la commission et de faire un pas décisif en avant. Il est « utopique » écrit-il de s'attendre à une « commission idéale au-dessus de toute critique et de tout reproche ». ⁶¹ La commission doit gagner son autorité par son travail, se fondant sur les faits, la logique et les documents qui « sont de son côté ». Cette tâche peut être remplie même par une commission modeste au départ. Trotsky est catégorique : « il faut faire le premier pas dans les deux prochaines semaines », le comité « n'a pas le droit de perdre une heure ». ⁶²

A bout de patience, Trotsky envoie une copie de sa lettre à Suzanne LaFollette et à Shachtman et menace ses amis politiques de rompre toute collaboration avec eux.

« Je dois vous dire que le sérieux et l'énergie des camarades dans cette question au cours des prochains jours sont pour moi la condition sine qua non de notre collaboration ultérieure » ⁶³

Le coup de semonce est brutal et a l'effet désiré. Suzanne LaFollette lui écrit :

« Votre lettre a fait l'effet d'une décharge de dynamite et je pense que nous en avons besoin. Bien sûr, vous avez raison, nous ne pouvons pas attendre une commission idéale » ⁶⁴

Deux jours après la lettre de Trotsky, le comité tient une réunion de mobilisation générale et adopte un plan d'action. Les membres du comité se répartissent les personnalités à contacter. Suzanne LaFollette a une longue discussion avec Oswald Garrison Willard, un des plus anciens rédacteurs de *The*

60. Trotsky à H. Solow, 26 février 1937, *Œuvres*, p. 373.

61. Trotsky à Suzanne LaFollette, 15 mars 1937, *Œuvres*, 13, p. 87.

62. *Ibid.*, p. 89.63? Trotsky à Shachtman, 15 mars 1937.

63. *Ibid.* p. 90.

64.S. LaFollette à Trotsky, 18 mars 1937, H.L.

Nation, mais celui-ci a plaidé l'âge, son infirmité et le travail écrasant pour refuser de servir dans la commission. Elle se rend également à Washington pour rencontrer le grand historien Charles Beard. Après de longues heures de discussion, ce dernier refuse également. Ni l'intervention de Norman Thomas ni celle de Dewey ne parviendront à le faire revenir sur sa décision. ⁶⁵ C'est, bien entendu, une grande déception pour les membres du Comité et pour Trotsky, car la présence de Beard aurait incontestablement rehaussé le prestige et l'autorité de la commission.

Le plus important était de décider John Dewey. Sidney Hook, à la grande déception de Morrow et de Solow, avait hésité à le convaincre car, depuis des années, il le pressait de terminer son ouvrage : *Logic : The Theory of Inquiry*. Hook, finalement, arrange une entrevue entre le philosophe et James P. Cannon accompagné de G. Novack. Tout d'abord Dewey refuse catégoriquement en arguant de son grand âge — il avait 78 ans, son ouvrage à terminer — mais aussi les objections de sa famille. Après une heure de discussion, Cannon et Novack emportent sa décision. Dewey a été très impressionné par la lettre de Trotsky à Suzanne LaFollette. A la fin de l'entretien, il déclare à ses visiteurs : « Vous avez rendu possible ce que je ne croyais pas avant votre arrivée. Vous avez fait qu'il est devenu impossible pour moi de ne pas aller à Mexico » ⁶⁶ En fait, la pression et le chantage exercé sur lui et les membres de sa famille par le Parti communiste a sans doute autant pesé dans la balance que les arguments de Cannon. ⁶⁷

Dans un long rapport à Trotsky, Novack dresse le bilan des démarches et de l'intense activité déployée par le Comité. Plus d'une vingtaine de personnalités ont été contactées parmi lesquelles Frank P. Walsh, l'avocat de Tom Mooney et Paul Hays, professeur de droit à l'Université de Columbia.

De son côté, Hook a sollicité Bertrand Russell qui avait donné son nom pour le droit d'asile mais ne veut pas faire partie de la commission. Il a engagé aussi depuis février 1937, une correspondance avec Albert Einstein qui craint qu'une commission unilatérale ne serve que « pour la propagande de la cause de Trotsky » sans la « possibilité de parvenir à un verdict correctement fondé ». Avec Ben Stolberg il lui rend visite à Princeton mais ne parvient pas à le convaincre. A un moment de la discussion, Einstein déclare que de son point de vue, « Staline et Trotsky étaient tous deux des gangsters politiques » ce qui fait sursauter le bouillant Stolberg. Après l'historien, le savant se dérobait. Seul, en fin de compte, le philosophe avait su vaincre l'âge et les pressions morales, y compris celles de ses proches.

James T. Farrell a été pressenti lui aussi pour servir dans la commission mais Suzanne LaFollette et Stolberg s'y sont opposés car l'écrivain avait donné

65. Pierre Broué, « L'historien devant la vie : Charles Beard et l'enquête sur les procès de Moscou », *Cahiers Léon Trotsky*, n°19, septembre 1984.

66. G. Novack à Trotsky, 22 mars 1937, H.L.

67. Hook donne sa version de l'entrevue. Il ironise en écrivant que Dewey ne s'était pas laissé prendre par le « charme » de Cannon et avait été rebuté par « l'outrageuse flatterie » de ce dernier. Hook fait état des pressions exercées sur Dewey et son fils Hook, *op. cit.*, p. 228-229.

trop de témoignages de son accord politique avec Trotsky. Finalement, participent à la commission : John Dewey, Suzanne LaFollette, Ben Stolberg, Otto Rühle, qui vit à Mexico. Un avocat a été choisi, John Finerty, qui avait plaidé pour Sacco et Vanzetti. Au tout dernier moment, Stolberg a sollicité son ami Carleton Beals ignorant visiblement les relations de ce dernier avec Lombardo Toledano le dirigeant syndical mexicain. Beals est une bombe à retardement qui, lorsqu'elle éclatera à Mexico surprendra tout le monde. Le Comité dépêche sur les lieux deux représentants : Charles Walker et Solow, chargés de la préparation technique de la commission.

Le 2 avril, à New York, John Dewey, James T. Farrell et un petit groupe de commissaires montent à bord du train qui les emmène à Mexico, via Saint-Louis. Par ces temps sombres, où régnaient la terreur et les assassinats politiques, le train portait un nom à la fois ironique et prédestiné, *Sunshine Special*.

Avec l'ouverture des sessions de la commission préliminaire d'enquête qui interroge Trotsky du 10 au 17 avril 1937, s'ouvre un nouveau chapitre de l'histoire des intellectuels et de la commission Dewey. ⁶⁸ Le succès remporté par la commission préliminaire et la publication de *The Case of Léon Trotsky*, salué par Edmund Wilson comme l'un des plus grands interviews historiques jamais réalisés » allait susciter bien des réactions. Le troisième procès de Moscou, en mars 1938, comme le verdict final de la commission, relançait « la guerre des lettres » mais, cette fois, l'ardeur des défenseurs de la « justice de Moscou » avait singulièrement faibli. Les convictions de *The Nation*, qui avait qualifié les travaux de la commission de « perte de temps », étaient à leur tour sérieusement ébranlées.

Mais le chapitre final de cette histoire débouche sur une crise générale qui touche les partisans comme les adversaires de la Commission Dewey. Beaucoup d'intellectuels, pour ne pas dire l'écrasante majorité, voient dans les procès de Moscou et les crimes du stalinisme un prolongement naturel du bolchevisme, et même pour certains, comme Edmund Wilson, « un effondrement du marxisme ». Le pacte germano-sovietique allait jeter une brassée de sel sur les plaies ouvertes de l'intelligentsia. Les cohortes des compagnons de route qui s'étaient tenues en rangs serrés derrière Corliss Lamont allaient se désintégrer. Mais, d'un autre côté, une bonne partie des intellectuels qui avaient soutenu le Comité et la commission d'enquête allaient se retrouver dans le Comité pour la Liberté Culturelle (The Committee for Cultural Freedom) fondée à l'initiative de Hook et qui identifiait le fascisme et le communisme. Alors que s'amoncelaient les nuées de la seconde guerre mondiale, seule une petite minorité conservait une ferme conviction dans l'avenir du socialisme.

68. Sur les audiences de la commission préliminaire on lira le remarquable article d'Alan Wald, « La commission Dewey, quarante ans après », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3 septembre 1979.

Jacques Michel

John Dewey : un engagement philosophique pour la vérité

Au lendemain des travaux de la commission d'enquête qu'il présida en 1937 et qui conclut, comme on le sait, à l'imposture des procès staliniens et à l'innocence de Léon Trotsky, John Dewey devait confier à ses amis que sa rencontre avec le vieux révolutionnaire avait été pour lui « une expérience intellectuelle unique », la « plus intéressante de sa vie »¹.

Il convient certainement d'apprécier ce jugement à sa juste valeur, littérale, conceptuelle. Pour Dewey, philosophe de l'éducation, le terme d'**expérience** n'est pas un mot anodin. Il s'agit tout au contraire d'une notion centrale dans sa doctrine, signalant l'intensité d'un événement, la densité d'une relation s'établissant de manière dynamique entre un individu et le monde dans lequel il vit. Nul doute ici que, pour l'homme qui prôna le « learning by doing », se rendre au Mexique fut l'occasion de manifester publiquement et très sincèrement le lien étroit qu'il voulut toujours établir entre la démocratie et la connaissance.

Conformément à ses convictions, Dewey ne pouvait se satisfaire d'une « vérité » reçue de l'extérieur et quasiment subie; il se devait de participer au processus de son élaboration, lui, qui, quelques années plus tard, allait précisément voir dans l'enquête judiciaire l'exemple même de la production d'une certitude². En bref, le « procès » Trotsky fut très certainement pour Dewey l'occasion d'éprouver personnellement le lien intime existant entre **comprendre** et **tenir pour vrai**. C'est dans cette perspective que nous tenterons de rappeler ce qui nous paraît devoir être retenu tant de la philosophie que des propos pédagogiques de l'auteur américain. Notre recherche sera donc celle du

1. Pierre Broué : *Trotsky*, Paris, Fayard, 1988, p 854.

2. John Dewey : *Logique, la théorie de l'enquête* (1939), Paris, P.U.F., 1967, présentation et traduction de G. Deledalle, pp. 120 et 5. (ainsi que la présentation, pp.41 et s.)

lien qui doit bien exister entre les thèses du promoteur de l'éducation progressive et l'acte du président de la commission d'enquête devant laquelle comparut Léon Trotsky. Et puisque nous savons combien John Dewey fut, tout à la fois, impressionné et quelque peu terrifié par la personnalité du vieux révolutionnaire, nous essaierons d'apprécier ce qui, au niveau de leurs conceptions respectives de l'histoire, pouvait séparer les deux hommes.

Mais remarquons tout d'abord, avec Gérard Deledalle, qui est probablement le meilleur spécialiste français de Dewey, combien ce pragmatisme qui caractérise la philosophie américaine est mal connu en Europe³, assimilé très rapidement et cavalièrement à l'affairisme dont il serait le simple reflet. En bref, le vieux continent est, en la matière, assez prompt à juger sans instruction et, il faut bien le reconnaître, avec quelque condescendance, une philosophie qui déclare nettement vouloir être en prise directe avec son environnement social.

Il est d'ailleurs à craindre que ce soit avec la même précipitation que les classements politiques s'opèrent à l'endroit de cette pensée. Dire qui était Dewey, de ce point de vue, est peut-être moins simple qu'il n'y paraît; et les choses, pour nous, se compliquent quand on sait qu'il fut jugé dangereux pour la démocratie par des personnes aussi opposées politiquement que Bertrand Russell et Friedrich von Hayek⁴. La philosophie américaine brouille des cartes qui nous sont familières, là est peut-être ce que nous lui pardonnons le moins. Pour parler comme John Dewey ou William James, disons que lui reconnaître une valeur est, peut-être, ressenti par nous comme trop coûteux car il nous faut sacrifier des points de vue auxquels nous sommes trop attachés⁵. Et ce n'est certainement pas un hasard si, parmi ceux qui surent accorder à Dewey au moins la vertu de déranger, on rencontre tant un Durkheim qu'un Bergson, penseurs pourtant si éloignés quant à leur compréhension des rapports entre l'homme et la société; c'est que, pour ceux-là, il s'agissait avant tout de trouver les voies d'un déplacement du regard qui pourrait permettre de vraies ruptures capables de revitaliser la connaissance et l'action⁶. Peut-être — mais là nous anticipons sur nos conclusions à venir — faut-il voir dans ces rencontres (ou ces convergences problématiques), que l'on pourrait hâtivement tenir pour des indices d'éclectisme, le signe, sinon d'un savoir, du moins d'une sensibilité de qualité anthropologique.

Ceci dit, notre présente étude se bornera à poser quelques jalons. Nous nous permettrons d'emprunter et de renvoyer aux analyses exhaustives de Gérard Deledalle qui ont su, tout à la fois, situer la pensée et l'oeuvre de Dewey

3. G. Deledalle : *La philosophie américaine*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1983, pp. 13-19.

4. *Ibidem*, p. 181 et Hayek : *Droit, Législation et Liberté* (1973-79), Paris, P.U.F., 1983, T.3, p. 162.

5. W. James : *Le pragmatisme* (1907), Paris, Flammarion, 1911, pp.68-69 (trad. E. Le Brun, préface d'Henri Bergson).

6. Pour Bergson, cf. W. James, op. cit. préface; pour Durkheim, cf. le témoignage de Marcel Mauss in *Oeuvres* Paris, Ed. de Minuit, 1969, pp. 476 et 500 (Textes réunis et présentés par V. Karady).

dans le mouvement général du pragmatisme américain et en manifester les caractères propres. Comme nous l'avons dit, le rappel que nous voulons faire ici vise à souligner surtout l'originalité d'une oeuvre qui s'est constituée dans une dimension militante, ce qui conduisit de manière conséquente son auteur à s'impliquer personnellement dans le « cas Trotsky ». C'est sur ces bases que nous envisagerons cette philosophie du devenir où est affirmé le primat de la pratique et de la vie, une philosophie qui se porta en 1937 à Mexico, c'est-à-dire en un lieu déterminé par une histoire en train de se faire, pour manifester que la vérité est processus de mise en question, autrement dit qu'elle est un acte, littéralement dramatique.

Une philosophie du devenir

John Dewey (1859-1952) appartient au courant pragmatiste; avec Charles S. Peirce et William James, qui l'influencèrent fortement sans pour autant déterminer sa pensée, il caractérise cette philosophie américaine nouvelle qui, tout en se réclamant d'une filiation européenne, particulièrement pour ses références à la pensée biologique et évolutionniste du XIX^e siècle, développa des tendances propres à un point tel que ses thèses furent de nature à remettre en cause la signification traditionnelle des catégories philosophiques.

Le terme de **pragmatisme** est cependant inadéquat, tant par excès que par défaut, pour qualifier les positions de John Dewey. S'il a le mérite en effet de situer l'auteur selon le pouvoir de rupture d'un mouvement de pensée, il ne permet pas de préciser la nature et la portée de l'oeuvre. En effet le pragmatisme de Dewey se précise en **instrumentalisme** spécialement pour développer dans une pédagogie originale toutes les conséquences de ses conceptions philosophiques⁷. C'est cette question qu'il nous faut d'abord examiner selon les fondements de l'intention de Dewey.

Ainsi que l'a écrit Gérard Deledalle :

« La pensée de Dewey est la chronique d'un long effort pour réconcilier Darwin et Hegel (et) s'il est vrai que la réconciliation s'est faite au profit de Darwin, Hegel n'en a pas souffert »⁸.

Hegel, Darwin. Deux références qui furent de nature à mettre Dewey à l'abri de tout fixisme et à orienter sa réflexion à partir d'une dénonciation des compréhensions mécanistes des processus de la vie sociale réduisant les résultats à des causalités élémentaires et absorbant le présent dans son propre passé.

7. Sur ce point : Ou Tsuin-Chen : *La doctrine pédagogique de John Dewey*, Paris, Les Presses Modernes, 1931, pp. 42-43, avec en annexe le *Credo pédagogique* de J. Dewey.

8. G. Deledalle, o.c., p. 170.

Deux références qui soulignent la dimension qualitative de toute production sans pour autant se priver des moyens d'en rendre compte. Deux références également qui n'auraient pas été pour déplaire à un Marx et sur lesquelles il nous faut nous arrêter un instant en nous attardant d'abord sur le point d'appui philosophique.

Un rationalisme critique

« S'il m'était possible, écrit Dewey, d'être le fervent de quelque système, je croirais malgré tout qu'il y a chez Hegel une plus grande richesse et une plus grande variété de pénétration que chez n'importe quel autre philosophe simplement systématique », à l'exception de Platon⁹. Dewey pardonne donc à Hegel son système, en raison non pas de sa méthode, mais plus certainement pour l'aspect dynamique de sa posture, pour le caractère vital de son impulsion. Mais, pour lui, l'idéalisme objectif et rationnel « agrandit hors de proportion le rôle de la pensée » et le panlogicisme hégélien s'achève en « un jugement total » comprenant « l'univers comme un tout organique de distinctions mentales en relation les unes avec les autres »¹⁰. En bref, il semble que, pour Dewey, la dialectique reconstitue un point de vue unilatéral, donnant à la raison une expression encore plus dure que le rationalisme classique qui incluait quelque principe d'incertitude comme condition de l'extension de la connaissance. Ce que Dewey conteste c'est la connaissance contemplative, plus exactement une conception de la connaissance qui inclut dans sa définition une représentation métaphysique du savoir vrai et produit par là-même les raisons de son arrêt.

« L'Instrumentalisme, écrit le philosophe américain, donne une fonction positive à la pensée, qui est de reconstituer l'état présent des choses au lieu de les connaître »¹¹. Il faut peut-être accorder ici à Dewey quelque positivisme, certes particulier, et aller jusqu'à dire que cette fonction positive de la pensée que Dewey s'efforce de formuler est pour lui une véritable production de faits : reconstituer l'état des choses, c'est déjà modifier, tandis que connaître, selon une définition classique, c'est prendre le parti de la fixité. La pensée est donc un instrument au sens général du terme, une solution vitale trouvée activement et perfectionnée toujours davantage au fur et à mesure d'une socialisation qui précise son intention, nous le verrons, par la démocratie.

Il est bien clair que les options de Dewey en matière de théorie de la connaissance ne pouvaient cohabiter avec quelque déterminisme explicite (scientiste) ou reconstitué (dialectique). Et l'on sait que sur ce terrain il n'hésita pas à voir dans le « principe d'indéterminisme » de Heisenberg qui, en 1927,

9. George Novack : *Pragmatism versus Marxism* « An appraisal of John Dewey's philosophy », New-York, Pathfinder Press, 1975, p. 62.

10. Dewey : « Le développement du pragmatisme américain » *ibidem*, p. 425, *Revue de métaphysique et de morale*, 1922, p. 426.

11. *Ibidem*, pp. 426-427.

bouleversa catégoriquement les représentations de la phénoménalité physique, un évènement important capable de faire admettre l'identité existant entre connaître et faire¹². Mais le faire de Dewey est conçu selon toutes ses implications matérielles; en ce sens, il peut prétendre dépasser la thèse kantienne qui, pour lui, ne va pas jusqu'au bout d'une conception de la connaissance comme activité. Alors que, pour Kant, penser c'est juger, pour Dewey, penser c'est faire; aussi lorsque le philosophe allemand prétend dépasser le relativisme subjectif par la considération de l'universalité du jugement, Dewey peut-il apprécier comme le rétablissement d'une staticité normativiste l'effort de l'idéalisme transcendantal pour donner aux objets une réalité d'expérience.

Dans son analyse du développement du pragmatisme américain, Dewey a tenté de dissiper les malentendus au sujet de la philosophie américaine. S'appuyant particulièrement sur Peirce, il montre que l'effort de ce mouvement est de redonner à l'action son vrai statut. L'action n'a pas elle-même pour but mais est « l'intermédiaire » par lequel on peut trouver un sens à des concepts. Ainsi est-elle effectivement valorisée comme le seul lieu qui permet l'extension de la raison. La raison est bien, d'une certaine manière, pratique, mais il faut se garder de la concevoir comme la pratique d'une raison entendue a priori, ce serait inverser l'ordre même de sa progression et finalement se priver de tout moyen pour rendre compte de son activité. Tel est le motif de l'insistance de Peirce à distinguer les termes allemands *praktisch* et *pragmatisch* : le premier renvoie à une conception de la raison comme juge stable et quasi externe de la validité des actes, le second comprend la rationalité dans sa liaison intime avec l'expérience, il la rétablit comme une dimension particulière d'une activité¹³. Pour utiliser l'image judiciaire, disons que la raison progresse à l'intérieur du processus d'enquête ou d'instruction et qu'elle n'est pas d'emblée une instance de jugement. En d'autres termes, croire magnifier la raison en la séparant de l'action reviendrait à valider un tribunal qui, d'une part, jugerait sans instruction et qui, d'autre part, oublierait que les règles du droit se sont construites à partir de cas concrets et de problèmes posés.

Il est probable que c'est d'abord chez Hegel que Dewey a trouvé les principes d'une contestation d'un rationalisme abstrait qui, séparant la raison et le réel, se trouve ensuite devant de graves difficultés pour les réunir. Dewey nous semble en effet davantage se rapprocher de celui-ci que de Kant, dans son effort pour dépasser l'opposition de l'empirisme et du rationalisme, spécialement lorsqu'il accorde à la pensée une fonction de réponse efficace et de transformation du milieu en raison même de son caractère téléologique. Si les relations de l'homme à son environnement se caractérisent par le fait qu'il n'y a pas chez lui adaptation au milieu mais adaptation du milieu, donc transformation de celui-ci (ce qui dans un vocabulaire hégélien pourrait être énoncé selon une dialectique de l'identité et de la différence, ou de l'identité et de la contradic-

12. C'est dans son ouvrage *The Quest for Certainty* de 1929 que Dewey aborda cette question; cf. Ou Tsuin-Chen, o.c., pp. 60-61.

13. Dewey, art. cit. 412-413.

tion). C'est, pour Dewey, en vertu de qualités de cet instrument particulier dont l'homme s'est progressivement doté au cours de son évolution et qui est précisément la pensée avec ses capacités à former des idées générales. C'est en suivant ici William James que Dewey peut envisager les fonctions réflexives de l'homme comme « un contrôle prospectif des conditions de l'environnement »¹⁴.

Mais ceci posé, toute hypostase de la raison se trouve rejetée; toute idée, tout jugement, ne trouve sa juste place qu'à l'intérieur de l'action comme proposition de réponse à une situation. Et du fait que la proposition d'action s'avère juste, adaptée, par sa mise en application réussie, la situation initiale, tout comme le sujet, s'en trouvent transformés. « Le pragmatisme, écrit Dewey, se présente comme une extension de l'empirisme historique, avec cette différence fondamentale qu'on n'insiste plus ici sur les phénomènes antécédents, mais sur les phénomènes conséquents; sur les précédents mais sur les possibilités d'action »¹⁵. En bref, pour le philosophe américain, lorsque les divers rationalismes accordent à l'esprit un caractère actif et synthétique, ils ne reconnaissent pas à la synthèse la dimension qualitative qui lui revient, ils en font une sorte de récapitulation de la décomposition analytique ou alors ils accordent à l'esprit une puissance dont il leur est difficile ensuite de rendre compte. Dewey, de manière résolue, prend le point de vue de la synthèse comme aboutissement d'un processus de différenciation qualitative.

Le rejet du réductionnisme marxiste

Le voisinage avec Hegel est ici patent. Mais comme la dialectique est prompte à nier sa propre impulsion pour voir dans le résultat une nécessité elle finit par ne plus se distinguer du raisonnement causal. Le produit, affirmé comme ne pouvant pas ne pas se produire, absorbe la production comme mouvement. Hegel, pour Dewey, a donc failli et il n'est pas sans intérêt de remarquer ici combien sa position est proche de celle de Marx qui fut, on le sait, tout aussi sensible que lui aux paradoxes des conclusions hégéliennes.

Mais une lecture somme toute banale de Marx par Dewey fait qu'il juge l'oeuvre marxienne à peu près dans les mêmes termes que le discours hégélien. De la même manière que Hegel est en quelque sorte taxé de réductionnisme spiritualiste, c'est un réductionnisme économique qui est reproché à Marx. Ainsi écrit-il que « l'isolement marxiste d'un facteur — facteur qui opère seulement en interaction avec un autre — prend la forme d'affirmer que l'état des forces de productivité économique à un moment donné détermine en fin de compte toutes les formes d'activités et de relations sociales, légales, scienti-

14. *Ibidem*, p. 425

15. *Ibidem*, p. 421

fiques, artistiques, religieuses, morales »¹⁶. Dewey reproche à Marx d'avoir légitimé unilatéralement sur l'histoire et d'avoir accentué ce point de vue au fil de ses oeuvres, d'avoir donc éliminé tout élément d'indéterminisme au profit d'une simplification causaliste illégitime dans le champ de la vie sociale. En bref, par une « dérivation » de la métaphysique dialectique de Hegel, Marx a, pour Dewey, simplifié l'explication des phénomènes historiques en en appelant à une nécessité qui finit par expulser l'homme de sa propre histoire et permettre les absolutismes de forme théologique¹⁷.

Il n'entre pas dans notre propos de montrer combien Dewey se trouve sous la coupe d'une interprétation que nous qualifierons, faute de mieux, de « libéralo-stalinienne ». Disons seulement qu'il s'agit là d'une compréhension simplifiée qui oblitère les efforts de Marx pour séparer ce qui relève de l'ordre des causes de ce qui appartient aux conditions, qui méconnaît le caractère finalement vitaliste de l'opposition marxienne à une société dont le caractère mécanique va croissant et qui constitue de ce fait pour les hommes un milieu qui s'impose à eux à la manière du monde physique c'est-à-dire suivant les règles du déterminisme causal. En bref, Dewey accorde à la représentation marxienne un scientisme que Marx, lui, inscrivait dans une société capitaliste et qu'il dénonça précisément par une critique de l'économie politique. Accordons cependant à Dewey la conscience du caractère complexe des analyses marxiennes, mais notons aussi que cela ne l'empêche pas d'apprécier la trajectoire de Marx comme l'amplification d'une simplification économiste aux conséquences dangereuses. Et Dewey ajoute que ce qui fait le marxiste, c'est moins le déterminisme économique qu'il est possible d'accepter que la guerre des classes comme opérateur humain de ce déterminisme.

Ce qui est frappant dans les propos de Dewey c'est l'hésitation, l'ambiguïté. « Le grand mérite, écrit-il, [...] de la simplification marxiste, [...] est le fait qu'elle combine l'idéalisme romantique des anciens révolutionnaires sociaux avec ce qui prétend être une analyse entièrement objective et scientifique »¹⁸. Et si Dewey reconnaît largement les mérites de l'analyse marxienne, c'est pour produire un jugement final d'autant plus sévère : « Pour Marx, conclut-il, le mouvement économique est nécessairement aussi déterminé par

16. Dewey, *Liberté et Culture*, Paris, Aubier 1955, p.87. Dewey ajoute d'ailleurs : « Dans sa formulation originelle, il y avait une importante réserve que les énoncés ultérieurs ont tendu à ignorer. Car il était admis que, lorsque les relations politiques, la science, etc. sont une fois produites, elles opèrent comme causes d'événements subséquents et, dans cette capacité sont capables de modifier à quelque degré l'action des forces qui les avaient originellement produites. L'ignorance subséquente de cette réserve, sa relégation à une note au bas de la page, ne fut pas entièrement accidentelle ». Dewey regrette là l'abandon d'un pluralisme causal et conditionnel. L'allusion à une « relégation en bas de page » vise peut-être la préface à la *Critique de l'Economie politique* de 1859 où Marx distingue « les bouleversements des conditions de production économiques », des « formes juridiques, politiques, etc sous lesquelles les hommes prennent conscience du conflit et le mènent jusqu'au bout (cf. Ed. sociales, 1957, p.4-5). Marx insiste effectivement sur le moment idéal qui reprend activement ses droits sur le milieu matériel.

17. *Ibidem*, pp.89-94.

18. *Ibidem*, pp.88-89.

soi-même vers son but ultime que le mouvement des catégories logiques l'avait été dans le système hégélien. Le marxisme ainsi non seulement laissa tomber le rationalisme idéaliste du système hégélien, et le condamna violemment, mais Marx aussi, au nom de la science, refuse toute force motrice aux évaluations humaines »¹⁹.

Il serait assez simple, comme nous l'avons simplement suggéré plus haut, de montrer qu'il y a là un véritable contresens, contresens cependant relativement explicable, car Dewey, qui alors cherchait à analyser l'économie totalitaire, fut bien aidé dans sa schématisation par les simplismes théoriciens constitutifs des orthodoxies "marxistes". Si l'on devait admettre, ainsi que le pense Dewey, que « le marxisme est daté en ce qui est sa prétention d'être directement scientifique »²⁰, on devrait également reconnaître que l'interprétation qu'il en a ne manque pas d'inscriptions précises dans une époque.

Mais laissons la polémique en remarquant les oeuvres d'un Sidney Hook qui s'est présenté à la fois comme un marxiste et un disciple de Dewey. Elles sont là pour montrer ce qui, en fait, dans les positions deweyennes vis-à-vis de Marx reste étonnant, voire paradoxal, eu égard aux thèses même du philosophe pragmatiste. Et puisque c'est Dewey lui-même qui nous invite à chercher des éléments de datation des oeuvres, il nous faut nous interroger sur le sens de la référence à Darwin qui, comme nous l'avons noté, constitue l'autre influence déterminante de la trajectoire du philosophe américain.

Une philosophie de la vie

C'est dans le cadre d'un jugement sévère vis-à-vis du philosophe pragmatiste que George Novack déclare :

« Dewey prit dans l'hégélianisme tout ce qu'il y trouva d'utilisable pour les positions du pragmatisme, pour les nouvelles découvertes en biologie et en psychologie, et pour les requêtes des Progressistes américains, et de ce fait il lui tourna complètement le dos »²¹.

Si l'on voulait bien suivre cette opinion, il nous faudrait envisager que Dewey a en quelque sorte survitalisé le vivant par l'injection à l'intérieur des thèses évolutionnistes de quelque argumentation finaliste ou téléologique.

19. *Ibidem*, p. 90

20. *Ibidem*, p. 94

21. Novack, *op. cit.* p. 61.

La référence biologique et évolutionniste

Le point est important et nous allons y venir. Mais ce qu'il conviendra d'examiner c'est davantage le fait que, en se fondant sur un modèle biologique, Dewey, de manière relativement classique, fournit une conception psychologique de l'homme apte à être développée en pédagogie. Par là, il se met à bonne distance des modèles économiques plus enclins à engendrer, eux, des points de vue sociologiques. Cette option de Dewey n'est pas sans poser des problèmes quant au sens qu'il faut accorder à ses affirmations réitérées de se placer « du point de vue social ».

Dewey vit dans *L'origine des espèces* de Darwin « le plus grand dissolvant de vieilles questions, le plus grand précipitant de nouvelles méthodes, de nouvelles intentions et de nouveaux problèmes »²². C'est par l'intermédiaire de Thomas Huxley, darwinien dont on doit signaler ici l'intérêt pour l'éducation, qu'il s'intéressa aux problèmes posés par l'évolutionnisme. Comme l'expose clairement Gérard Deledalle, la référence à Darwin permit au philosophe de préciser sa rupture avec tout dualisme au bénéfice d'un principe de continuité. Ce que l'évolutionnisme permet de penser, ce sont les variations et l'apparition de nouvelles formes de vie dans le cadre de situations posant problème; en d'autres termes un résultat est une solution qui ne doit pas faire oublier qu'il y a d'abord eu un problème. Et la forme de l'exposition évolutionniste fournit là un modèle général de compréhension des rapports d'un vivant à son milieu : il s'agit d'un rapport pratique, actif, dont le vivant sort transformé. Dans ce cadre, et ainsi que nous l'avons déjà mentionné, il n'y a plus, d'un côté la matière et d'un autre l'esprit ou la volonté, il s'agit d'un ensemble lié de manière situationnelle. Et les formes de vie les plus complexes et les plus libres doivent être comprises elles-mêmes comme le résultat d'un dynamisme vital. Tel est, nous semble-t-il, le naturalisme de Dewey, qui montre un continuisme dans le mouvement de production sans se priver de la possibilité de rendre compte des variations.

Dans ce cadre, si Dewey a hégélianisé le darwinisme, faut-il le lui reprocher ainsi que le fait Novack ? Ne peut-on pas dire que c'est un souvenir de Hegel qui permet au pragmatisme de servir, selon l'expression de Georges Canguilhem, « d'intermédiaire entre le darwinisme et le behaviorisme par la généralisation et l'extension à la théorie de la connaissance de la notion d'adaptation, et en un autre sens, en mettant l'accent sur le rôle des valeurs dans leurs rapports aux intérêts de l'action »²³. Certes, Dewey ne peut parler d'autoproduction de l'esprit dans le cadre d'une opposition dialectique entre la Nature et l'Esprit, il s'agit pour lui d'une relation dynamique entre un organisme et son milieu. Mais Dewey retourne bien le rapport organisme / milieu

22. Cité par G. Deledalle, *op. cit.*, p. 54.

23. G. Canguilhem : *La connaissance de la vie*, Paris, Vrin, 1985, pp. 142-143.

au bénéfice de l'organisme afin d'échapper à quelque causalisme physique et de laisser place à des solutions vitales ouvertes.

De ce point de vue, Dewey adopte une posture qui n'est pas sans rappeler les conceptions de la science expérimentale et il ne serait peut-être pas outrancier de le rapprocher d'un Claude Bernard ou d'un Durkheim. Ce qui semble caractéristique en effet c'est la volonté de considérer que la vie elle-même se comporte, pour ainsi dire, expérimentalement; autrement dit, elle crée des faits nouveaux, elle « expérience » pour formuler les choses au plus près du sens des thèses de Dewey. Et l'artifice expérimental du laboratoire ne fait jamais que tenter de mimer la forme des processus vitaux.

Mais ce qui est encore plus frappant c'est de voir que Dewey raisonne comme les physiologistes en termes de conditions et non de causes. Du point de vue de l'organisme une situation n'est pas la cause de tel comportement, elle est l'ensemble des conditions dans lesquelles un comportement est trouvé. C'est lorsque la situation joue vis-à-vis d'un organisme comme un système causal externe que le processus vital se trouve contrarié voire empêché. Sur ce plan on a souvent, et à juste titre, souligné la manière dont Dewey s'est inscrit en faux contre une compréhension mécaniste du réflexe et a montré qu'un acte élémentaire est toujours la réponse d'un organisme mobilisé dans son ensemble et vectoriellement²⁴. Même si Dewey a tenu compte des expériences de Watson, il est bien clair qu'il ne put en suivre les conclusions simplificatrices; comme le dit encore Georges Canguilhem: « Dewey devait conduire les behavioristes à regarder comme essentielle la référence des mouvements organiques à l'organisme lui-même »²⁵.

On pourrait sur ce terrain s'étonner à nouveau de l'interprétation de Marx donnée par Dewey. En effet, Marx n'a-t-il pas été l'un de ceux qui ont, dans le champ de l'histoire, refusé que l'homme soit dominé par son environnement et revendiqué, pour lui, la possibilité d'aménager et de transformer ses conditions de vie? Autrement dit, Marx ne s'oppose-t-il pas, comme Dewey, à l'idée que la société pourrait subordonner les hommes à des lois qui lui seraient propres, de la même manière que les lois de la causalité et du déterminisme physiques s'imposent (et encore jamais complètement) aux formes élémentaires de la vie? Là encore les choses restent floues ou indéterminées quant à la position de Dewey et étonnent encore davantage lorsque l'on envisage les développements pédagogiques de sa compréhension de la vie²⁶. Rappelons donc brièvement quelques points de cette pédagogie qui a fait la réputation de son auteur.

24. La préface de M.A. Carroï à Dewey : *Expérience et éducation* (1938), Paris, A. Colin, 1968, pp. 15-17.

25. G. Canguilhem, o.c., p.143.

26. Outre l'ouvrage de Ou Tsui-Chen déjà mentionné, il faut consulter sur cette question : G. Deledalle : *La Pédagogie de John Dewey*, Paris, Ed. du Scarabée, 1965.

Le savoir comme instrument d'action et de signification

« La différence, écrit Dewey, entre une adaptation à un stimulus physique et un acte mental c'est que le dernier inclut sa réponse à la chose selon sa signification le premier ne le fait pas ».[...] « Avoir une idée d'une chose c'est de cette façon non seulement recevoir d'elle certaines sensations; c'est pouvoir répondre à la chose en vue de sa place dans un schème d'action qui l'inclut; c'est prévoir la direction et la conséquence probable de l'action de la chose sur nous et de notre action sur elle »²⁷. Dans les premières pages de *Démocratie et Education*, Dewey reprend donc ses intentions philosophiques : apprendre, c'est reprendre pour son propre compte et, de ce fait, intervenir activement dans un savoir qui ne se tient plus à distance, tel un objet défini une fois pour toutes. L'éducation se fait au présent, un présent vectoriel, elle est présence et non point représentation.

C'est pourquoi Dewey insiste sur le caractère communautaire de l'école qui constitue, avec la famille et la collectivité nationale, l'un des lieux où se développe ce qui, encore une fois dans un vocabulaire hégélien, pourrait être désigné comme un système de la vie éthique. Mais c'est bien sûr, et de manière quasi immédiate, à Rousseau que les propos de Dewey font penser. Comme le fait remarquer Gérard Deledalle, c'est d'ailleurs davantage le Rousseau du *Contrat social* que celui de *L'Emile* qui doit être alors convoqué²⁸.

Présence et non point représentation, avons-nous dit; l'école est celle de citoyens actifs qui ne peuvent exister par procuration. Et le maître, tel que Dewey l'envisage, fait penser au législateur qui, dans le contrat social de Rousseau, est dépourvu de pouvoir tout en étant l'inspirateur de la législation. Sur ce plan, la pédagogie se rapproche de la politique, elle est art et non point véritablement science.

Mais c'est peut-être également du Rousseau du *Discours sur l'origine des langues* qu'il faut rapprocher Dewey et spécialement les premières pages de *Démocratie et Education* où l'auteur insiste sur la dimension communicationnelle et communautaire de l'échange pédagogique. Car une communauté n'est jamais une communauté de savoir, l'accord est toujours au delà dans l'ordre de la signification.

Sur cette question, Dewey rejoint certaines positions durkheimiennes sur les rapports entre la connaissance et le sens, et c'est sur ce terrain qu'on peut mettre ses propos en rapport avec l'anthropologie, cela en suivant l'intuition rousseauiste du *Discours*. En effet la signification a des rapports complexes avec le savoir et si, en tant qu'exigence humaine, elle est à l'origine de celui-ci, elle peut en être aussi le point d'arrêt. Autrement dit, l'esprit a tendance à s'accommoder d'une représentation satisfaisante au niveau du sens et, de ce

27. Dewey : *Democracy and Education* (1916), New-York, The Macmillan Company, p. 35 et 36.

28. G. Deledalle : *La pédagogie de John Dewey*, op. cit. p.25.

fait, risque de prendre celle-ci pour la réalité. Le rationalisme peut toujours se convertir en réalisme, d'où la nécessité de l'insatisfaction qui, dans une société, ne peut provenir que de l'individu et spécialement des plus jeunes. La pédagogie de Dewey qui, d'une certaine manière, reprend le sens dynamique de l'idée que « l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué », fait de l'éducation un lieu de remise en cause, de résistance, bref, un lieu de création démocratique.

Certaines interprétations de l'oeuvre de Dewey ont conclu à son caractère anarchisant. Ce qui est certain c'est qu'il voit la dynamique sociale inscrite au coeur de l'individualité, mais on ne peut en déduire quelque idée d'anarchie, tout au plus s'agit-il d'un libéralisme libertarien. Dewey est bien en accord avec la représentation américaine de la société dont il semble idéaliser les potentialités en en reprenant le point de vue individualiste. Mais cet accord n'est point parfait car le dynamisme que Dewey veut voir dans l'individu n'est pas un mouvement de confirmation de l'état social existant mais le principe de sa modification. Pour Dewey, si la société se continue par l'éducation qu'elle donne à ses citoyens les plus jeunes, cette continuité n'est pas de l'ordre de la reproduction mécanique, c'est une continuité en développement et en croissance qualitative. Pour lui ne se continue que ce qui se modifie. Ce sont ces raisons qui amènent le pragmatiste à valoriser, entre autres, l'enseignement technique et les travaux manuels à l'école, car ils sont des moyens permettant à l'enfant de comprendre que le savoir a pour origine et pour finalité la transformation des choses, ils sont les points d'appui concrets qui lui permettent de retrouver par expérience le but dans lequel le savoir a été conquis, donc de lui accorder un sens. Dans le fond, Dewey fait de toute science une science humaine, à enseigner comme telle, c'est-à-dire selon son intention initiale, en restaurant les éléments d'indétermination qui ont été au principe de sa production. C'est ce qui le rapproche de la posture anthropologique : apprendre, en tant qu'acte concret, est un acte complet mobilisant l'affect comme l'intelligence, l'individu comme la société.

Nous n'insisterons pas davantage sur la pédagogie de Dewey, d'autres l'ont fait mieux que nous ne saurions le faire. Ce qu'il nous faut retenir c'est que le degré de vitalité (ou de démocratie) d'une société se signale par la capacité qu'elle a ou n'a pas à transmettre sa culture, et que transmettre une culture c'est la maintenir comme principe même de son propre développement.

La dimension pédagogique est certainement celle qui a permis à Dewey d'être connu assez largement. Mais on peut se demander s'il n'y a pas là l'une des raisons d'une certaine méconnaissance ou d'une simplification. Comme nous l'avons vu, la pédagogie est, chez notre auteur, un moment synthétique qui est nourri d'une philosophie particulièrement riche. Et Dewey lui-même a pu se plaindre d'une utilisation abstraite de ses propos en la matière²⁹. Car il ne convient pas de trop interpréter la pédagogie de Dewey au prisme des savoirs

29. *Ibidem*, pp. 92-102.

pédagogiques institués qui se présentent trop souvent comme un ensemble de solutions quasi orthopédiques, ne se préoccupant guère que de la forme et ignorant le contenu, bref un recueil de solutions sans les problèmes à mi-chemin entre un romantisme peu coûteux et un scientisme condescendant caractéristique d'un savoir mis en position d'expertise. Par rapport à cela, Dewey est plutôt du côté des problèmes, peut-être du côté d'une physiologie particulière, qui reste résolument sous le contrôle de la philosophie.

La pédagogie est-elle un art ou une science³⁰ ? Dewey semble avoir ouvert un délicat débat. Car, s'il s'agit d'un art, elle s'acquiert par l'expérience concrète, se transmet et se montre plus qu'elle ne s'enseigne, en bref, elle se prouve. S'il s'agit par contre d'une science isolable faite par un corps de spécialistes, on peut se demander si la manière dont elle se constitue n'entre pas en contradiction avec ce qu'elle prétend avoir à dire. N'y a-t-il pas quelque aporie dans l'idée d'un enseignement de la pédagogie ? Quoi qu'il en soit, Dewey a bien refusé les orientations scientistes, conscient qu'il était qu'une telle dérive pourrait engager la pédagogie vers la seule considération de l'utile.

Ainsi que l'a fait remarquer Ou Tsuin-Chen, Dewey a toujours veillé à considérer la philosophie comme la première source de la pédagogie³¹. C'était là être conscient qu'une référence trop marquée aux seules sciences humaines risquait de mettre en péril la pédagogie elle-même par une objectivation excessive et appauvrissante de la vie sociale. C'est sur ce point que les positions du philosophe de l'éducation prennent une portée politique et sociale qui permet de comprendre la portée de sa présence au procès de Léon Trotsky.

La dimension politique

Nous l'avons dit, la référence biologique sert souvent une compréhension psychologique. Dewey, comme nombre de penseurs de son temps, est sous la dépendance de cette représentation biologique et raisonne par référence au milieu, notion centrale dans ses argumentations. Et son naturalisme ne l'empêche nullement de voir dans l'évolution l'histoire du triomphe de l'homme sur ses conditions d'existence; de ce fait l'adaptation, transportée dans le champ de la connaissance, est celle du milieu aux projets de l'homme social. « La science, écrit Dewey, est, parmi les préoccupations humaines, celle qui vise à la conquête du milieu, et, par là, à une vie plus libre, plus sûre, plus riche »³².

30. *Ibidem*, passim.

31. *Op. cit.*, pp. 127-135.

32. Dewey : « L'éducation au point de vue social », in *L'année pédagogique - 1913*, Paris, Alcan, 1914, p. 41.

L'éducation, moyen privilégié de réforme sociale

La « reconstruction radicale des principes pédagogiques » que Dewey entend mettre en oeuvre prend immédiatement une dimension politique. Symptomatique est ici sa volonté de revalorisation de l'enseignement technique qu'il se défend de promouvoir dans une perspective utilitariste visant à mettre chaque individu à sa place. Bien au contraire Dewey voit dans les « travaux manuels » et dans « l'éducation industrielle » un des moyens de remettre en cause, par le biais de la culture, une structure sociale inégalitaire. Car le dédain souvent manifesté envers l'enseignement technique, opposé en cela aux cultures nobles à base littéraire et scientifique, n'est que le reflet d'un « dualisme social » fondé sur « la distinction entre les classes aisées et les classes laborieuses »³³. Dewey accorde là à la technique un statut particulier. L'objet technique est véritablement le lieu de dévoilement de la science en tant que connaissance humaine, il rétablit, par ses qualités propres la signification sociale globale des efforts des hommes pour s'arracher au déterminisme du milieu. « On a enseigné la science, écrit-il, comme si elle constituait un ensemble de faits et de vérités exprimant une action réciproque entre l'esprit pur, hors du temps et de l'espace, et un monde strictement objectif, dans lequel personne ne vit si ce n'est accidentellement, sans aucun lien avec les aspirations et l'activité sociale »³⁴.

La tonalité du discours de Dewey fait ici penser à certains thèmes qui furent ceux de Saint-Simon³⁵; ce qui est valorisé c'est l'ingénieur et la dimension sociale de son travail comme constituant la clé de lecture et le point de vérité de la morphologie et de la physiologie sociales. A quelques corrections près, qui sont nécessaires à Dewey pour parler de l'intérieur du système éducatif, la structure de classes de la société est perçue au travers d'une psychologie caractérisant les groupes sociaux et inscrite dans les mentalités par l'enseignement traditionnel. Sur ces bases, Dewey peut concevoir une « révolution » pédagogique consistant à détruire les cloisonnements classiques, destruction qu'il pense apte à fournir aux individus le maximum de chances d'exprimer socialement leurs potentialités particulières intrinsèques. De la même manière que chez Saint-Simon, l'ingénieur trouve une place politique éminente et décisive, le pédagogue chez Dewey reçoit la mission de permettre aux individus une insertion sociale libre parce que pratique. Et, pour le philosophe américain, le terrain offert par les États-Unis est le plus propice à la réalisation d'un tel programme.

C'est dire que l'éducation est une tâche politique au sens le plus classique du terme. Dewey sur ce point exige de l'Etat une intervention, non point pour

33. *Ibidem*, p.40.

34. *Ibidem*.

35. G. Deledalle citant Dewey qui pratique la métaphore des bourdons et des parasites s'opposant aux travailleurs, in *La pédagogie de J. Dewey*, o.c., p. 69.

que l'école soit dirigée par l'Etat, mais pour que celui-ci permette à chacun de ne pas subir les handicaps des inégalités sociales³⁶.

Le « point de vue social » de Dewey est davantage un point de vue psychologique que sociologique, c'est au fond par le biais d'une psychologie sociale et individuelle que la question sociale est elle-même abordée. Dewey a construit sa pédagogie sur les bases scientifiques qui convenaient à l'élaboration de cette nouvelle discipline et, de ce fait, opta pour des positions réformistes. Comme le fait remarquer George Novack, Dewey « ni dans ses écrits politiques, ni dans sa théorie de l'éducation ne voulut admettre que les différences entre le capital et le travail sont irrémédiables »³⁷. Là encore le rapprochement avec Saint-Simon pourrait être pratiqué : l'ingénieur et le banquier se complètent. Dewey fait de l'éducation le point sensible des réformes sociales, là est peut-être sa part d'utopie, mais il semble que ses positions voient cette utopie comme un principe régulateur de l'action et de la revendication, auquel cas il s'agit d'une exigence qui ne préjuge en rien des formes de l'organisation sociale qui permettraient de les réaliser.

Aussi reconnaissons à Dewey une tolérance et une curiosité exceptionnelles. Son psychologisme, que l'on pourrait interpréter comme une esquivance des problèmes sociaux, lui permet de voir en l'individu un point de vérité inestimable. Une société ne vaut qu'en raison de l'initiative qu'elle laisse, organise même, pour l'individu en sa particularité. Et il est probable que c'est ce critère qui a conduit Dewey à s'impliquer de manière particulièrement courageuse dans le « cas Trotsky », implication qui devrait de manière définitive ranger dans la catégorie des procès d'intention les jugements hâtifs le concernant en matière politique.

Le « cas » Trotsky

Dewey est un penseur américain. Cette observation banale, d'ailleurs revendiquée par l'auteur, nous amène à considérer son intervention dans le cas Trotsky de manière particulière et en liaison avec ses positions philosophiques générales

Dans une conception anglo-saxonne la justice est toujours particulière. Elle est constamment en rapport avec l'équité. Juger, ce n'est pas trouver dans un cas une occasion de confirmer la règle, c'est se situer à l'intérieur même du processus de production de la règle elle-même. La conception jurisprudentielle du droit se trouve dès lors en opposition avec une représentation rationaliste : un cas est, par nature, un moyen concret de vérification de la validité des règles en vigueur. Un cas, est, essentiellement, une contestation; comme dans une configuration expérimentale un procès surgit selon sa dimension particulière

36. Dewey : *Democracy and Education* o.c., p. 114.

37. G. Novack, o.c., p. 240

propre à affecter les représentations existantes. Ce qui fait la richesse du cas c'est son irréductible particularité. Ainsi que Trotsky soit, pour Dewey, un cas, doit être compris à la lettre : c'est l'exception qui fait la règle.

On sait que lorsque Dewey se rendit au Mexique pour se saisir du cas Trotsky, il interrompit la rédaction d'un ouvrage intitulé *Logique* et qui eut pour sous-titre « La théorie de l'enquête ». La question traitée par Dewey est celle de la vérité et le problème posé est de savoir si la vérité est une question plus vaste que celle de la connaissance. Dans l'affaire Trotsky, le point de vérité semble bien être l'individu Trotsky. Et, dans le fond, on a le sentiment que la position de Dewey est très précaire puisqu'elle ne se fonde pas autant sur des représentations que sur des faits objectifs.

Il est en effet assez remarquable que les rares questions posées par Dewey au révolutionnaire concernent ses convictions propres, convictions que l'on sait par ailleurs non partagées par Dewey³⁸. Comme si ce qui importait à Dewey était l'authenticité subjective de Trotsky tout autant qu'une exactitude factuelle qui aurait en fait marginalisé l'homme par rapport à ses propres convictions. Dans le « cas » Trotsky, Dewey semble attentif à la correspondance entre le subjectif et l'objectif, il semble veiller à la correspondance humaine entre des circonstances historiques et les idéaux d'un individu.

Nous l'avons signalé précédemment, Dewey a vu dans le procès judiciaire un exemple parfait de l'enquête comme reconstruction d'une signification. Et il ne nous semble pas excessif de considérer qu'il a apprécié la personnalité de Trotsky en fonction de son authenticité plus qu'en fonction d'une vérité qu'on peut toujours disputer.

La question de la vérité est chez Dewey délicate. Elle demanderait à elle seule une étude particulière qui d'ailleurs situerait l'auteur de plain-pied avec des questions contemporaines. Nous nous permettons de renvoyer sur ce point à l'introduction faite par Gérard Deledalle à la *Logique* de notre auteur. Mais il nous semble que, sur le cas Trotsky, Dewey semble plus enclin à se porter du côté d'une subjectivité témoignant (preuves à l'appui) de sa sincérité. Ce qui fait la vérité, c'est moins la correspondance avec des faits que la cohérence subjective du témoin. Le sens est le point de vérité de la situation. Comme le montre Dewey, une enquête progresse de l'indétermination vers la détermination et la vérité est moins une cohérence mentale qu'une cohérence situationnelle. En réalité, la vérité se signale par sa capacité à réorganiser les faits selon une signification partagée; aussi ce qui fait la faiblesse des arguments staliens, c'est tout autant leur incapacité à se prouver comme des faits que leur défaillance à signifier quelque chose qui puisse être accepté par rapport à leur propre légitimation. Sur la question qui nous occupe, l'individu Trotsky donne

38. *The case of Léon Trotsky* « Report of hearings on the charges made against him in the Moscow trials », New-York/London, Harper & Brothers Publishers, 1937, pp. 418 et s. spécialement.

du sens à ses actes en raison de ses convictions, tandis que l'accusation manque de crédibilité par rapport à son propre système de légitimation. Autrement dit, les idées de Trotsky prennent sens grâce à ses actes, tandis que les actions de ses accusateurs n'ont pas de support. Ce qui fait la force de Trotsky, son authenticité, c'est qu'il y a correspondance entre les faits et les idées qui permettent de les interpréter, précisément parce que ces faits sont la mise en oeuvre de ces idées. Et c'est sous ce signe de l'interprétation que peut se dérouler le processus de l'enquête. En bref, les assertions de Trotsky rendent claire une situation, tandis que celles de ses accusateurs l'obscurcissent. Les positions de Trotsky, quel que soit par ailleurs l'assentiment qu'on lui accorde, sont compréhensibles alors que le doute demeure quant à la version de ses détracteurs. C'est dans ce cadre synthétique qu'une enquête sur les faits peut se dérouler. Il y a continuité chez Dewey entre instruire au sens judiciaire du terme et instruire au sens pédagogique. A chaque fois, il s'agit d'une implication personnelle et vivante qui vaut par le sens trouvé pour la poursuite d'une action davantage lucide

La conception de Dewey concernant la vérité a été souvent critiquée. On lui a reproché d'identifier le vrai et l'utile. Il est indéniable que le philosophe américain a parfois insisté, de manière presque provocatrice, sur ce point, afin de signifier la présence et l'implication de l'homme dans le monde, pour signaler le caractère obligatoire de l'action. Mais Dewey ne peut être assimilé trop vite à quelque utilitarisme. Nous n'en voulons pour preuve que son attachement à l'individu. On pourra toujours lui reprocher une certaine naïveté, une croyance idéaliste en un individu détachable de ses conditions d'existence. Mais, quoi qu'il en soit, on devra finalement apprécier la valeur de ce que l'on peut lui reprocher. Dewey a vu dans l'individu la preuve concrète de la justice sociale; il s'est courageusement porté sur tous les lieux où l'individualité était menacée, qu'il s'agisse de Trotsky dont il ne partageait pas les idées, ou de Bertrand Russell qui pourtant l'avait attaqué durement³⁹.

Dewey ne pouvait comprendre Trotsky, ce « personnage tragique, (cette) intelligence naturelle, si brillante, enfermée dans des absolus »⁴⁰. Trotsky était probablement pour le philosophe américain un exemple de rationalisme rétrospectif piégé par la vérité de la dialectique. Mais quoi qu'il en soit des reproches qu'on peut toujours lui faire, des contestations qu'on peut formuler à l'endroit de ses idéaux, l'oeuvre de Dewey doit être considérée comme majeure : une contribution essentielle à la conscience sociale de notre temps; il s'agit d'un homme engagé dont les travaux méritent étude et les actes respect.

39. G. Deledalle : *La philosophie américaine* o.c., p. 182.

40. James T. Farrell : « Dewey au Mexique, in *Cahiers Léon Trotsky* 1984, n°19, p. 97.

LA BOUTIQUE DE L' HISTOIRE

est une librairie spécialisée en histoire, au service du chercheur et de l'étudiant. Animée par des passionnés d'histoire, située au cœur du quartier latin de Paris, elle vous offre un fonds exceptionnel constitué de 10.000 livres d'histoire en français et en anglais.

Nous expédions en France et à l'étranger.

Vous pouvez commander :

- par téléphone au (1) 46.34.03.36
- par courrier au 24, rue des Ecoles
75005 Paris
- par Minitel 36.15 code LHISTOIRE

ou nous rendre visite le lundi de 14 à 19 heures
et du mardi au samedi de 9 à 19 heures.

24, rue des Ecoles 75005 Paris
Tél (1) 46.34.03.36

Frédéric Douzet

Le combat masqué entre Dewey et Trotsky

Au lendemain des procès de Moscou, il plane dans l'intelligentsia new-yorkaise une onde de malaise, forgeant là des divisions, soudant ici les solidarités, pour une cause exceptionnelle, le démantèlement d'une des plus grandes impostures de l'histoire. Etoiles des intellectuels parées de prestige, penseurs à aura internationale, deux des plus grands se sont unis pour lutter contre le mensonge. Faisant converger leurs forces, décidés à établir la vérité, John Dewey et Léon Trotsky se sont liés pour toujours par la création de la Commission d'enquête sur le procès de Moscou.

Alors que Staline inculpa, lors du procès, la quasi totalité des dirigeants de la Révolution russe, alors que ceux-ci confessaient leur culpabilité, alors que Trotsky était accusé de toutes les trahisons et infamies, bien qu'il représentât l'espoir d'une révolution internationale dont les libéraux américains ne voulaient pas, le grand John Dewey, éminent libéral américain, incarnation de l'intégrité et de la morale, descendit à l'âge de 78 ans des hautes sphères de sa réflexion pour entrer de plein corps dans la politique et le jeu peu gratifiant des réalités politiques. Pourquoi ? Pourquoi un homme tel que Dewey, à l'abri des critiques et bassesses de la politique, descendit-il de son piédestal pour défendre son principal adversaire ? Pourquoi a-t-il accepté ce rôle écrasant dont il n'avait rien à attendre ?

Les réponses ne manquèrent pas, à l'époque. Cependant, un homme de la dimension intellectuelle du vieux libéral ne peut s'engager en dehors de motivations profondes. En étudiant le cadre de ces procès et contre-procès, ne peut-on distinguer une volonté qui allait plus loin que celle d'établir simplement la vérité ? Qu'était-il jugé au juste ? La réponse se trouve, semble-t-il, pour part dans le compte rendu des audiences de Coyoacán ainsi que dans les textes écrits à la suite de la Commission où chacun des deux a exposé ses conclusions du procès.

Des hommes et des idées

Les contre-procès de Moscou mirent face à face deux géants de la pensée politique : Dewey et Trotsky. Avant de comprendre comment ces deux hommes en sont arrivés à se trouver réunis pour un même objectif, il faut saisir non seulement la réalité des procès de Moscou mais le contexte de crise et de confusion qu'ils engendrèrent dans l'intelligentsia américaine.

L'année 1936 fut une année riche en événements historiques. Dans les années précédentes, la conjonction entre la montée du nazisme et la crise économique que connaissent les pays capitalistes dans leur ensemble, désorienta nombre d'intellectuels. Beaucoup se tournèrent vers l'URSS où ils croient voir un modèle. La crise de 1929 ne fut qu'un catalyseur à ce regain d'intérêt pour la révolution russe et une partie des intellectuels vira à gauche. Le modèle soviétique avec son économie planifiée, sans chômage, s'oppose au chaos qui règne aux Etats-Unis. Moscou apparaît comme la nouvelle « Terre promise ». L'intelligentsia tire du désastre un certain confort. Edmund Wilson écrit :

« Ces années ne sont pas déprimantes mais stimulantes [et] donnent un nouveau sens de la liberté »¹.

T.R. Poole résumera dans une belle formule :

« L'espoir d'un nouveau monde surgit des cendres de la civilisation-business calcinée »².

Des intellectuels cherchent à « prendre le communisme aux communistes ». Arthur Koestler assure : « Ils sont l'avenir, nous le passé ». On pense que les dirigeants soviétiques sont en train de substituer une mentalité sociale et collective à la mentalité individualiste de l'ère bourgeoise.

Aussi la montée de l'Allemagne hitlérienne ne fait-elle qu'approfondir l'investissement émotionnel dans l'URSS. Les ennemis de l'URSS en Amérique et sur la scène internationale étaient également les ennemis des libéraux.

Lorsqu'éclate en 1936 la guerre civile espagnole, Norman Thomas et d'autres intellectuels assurent qu'« aider l'Espagne loyaliste n'est pas un acte de générosité, c'est une dette d'honneur »³. Conjugué avec le premier procès de Moscou qui se déroule du 19 au 24 août 1936, cet événement pose une question grave aux libéraux.

L'URSS de 1936 dérange : la famine de 1932-33, l'internement dans les camps de travail, l'affaire Kirov, sont autant de faits qui restent en travers de la gorge des libéraux. « L'un des pires inconvénients à être staliniste, à l'heure

1. Edmund Wilson, « The Literary Consequences of the Crash », *The Shores of Light*, 1952, p. 207.

2. T.R. Poole, *Counter-Trials: Leon Trotsky on the Soviet Purge*, p. 206.

3. Cité par Warren, *Liberals and Communists*, p. 142.

actuelle, est que vous avez à défendre tant de mensonges » souligne E. Wilson⁴. Or tous ne veulent pas défendre ces mensonges. Même si pour beaucoup, en 1937, les procès n'avaient guère d'importance, même si les circonstances faisaient que la recherche de la vérité n'était pas la cause la plus populaire du milieu des années trente, une bataille s'engagea. La solidarité de la gauche ne fut certes pas détruite mais les procès l'ébranlèrent fortement et la divisèrent en camps férocelement opposés. Les « progressistes » étaient forcés d'honorer ou d'ignorer les principes libéraux comme l'asile politique ou le droit de tout accusé à être entendu pour sa défense. La complexité du choix résidait dans ce dilemme mortel exposé par Waldo Frank à Trotsky : « J'ai peine à croire que vous soyez allié aux fascistes, mais j'ai aussi de la peine à comprendre que Staline ait commis un faux aussi monstrueux »⁵. A en juger par le nombre d'intellectuels qui eurent conscience de ce dilemme, on peut penser avec Philip Rahv que le procès n'était plus celui que Staline avait fait contre des révolutionnaires mais bien véritablement « le procès de l'esprit et de la conscience humaine »⁶.

Les intellectuels qui étaient attachés à la tradition et aux principes libéraux du droit d'asile et de la défense des libertés se divisèrent ainsi en deux camps. Les réactions au procès de Zinoviev et Kamenev furent diverses au sein de la presse new-yorkaise, révélatrices de l'état des intellectuels. *New Masses*, approuva le verdict et titra « Le cloaque de Trotsky »⁷ : les crimes de Staline auraient été la réponse à une action contre-révolutionnaire. Le journal des partisans de Trotsky, le *Socialist Appeal*, définit l'objectif du procès comme la volonté de discréditer Trotsky. Quant aux organes libéraux, *The Nation* et *The New Republic*, ils affichèrent angoisse et confusion. Louis Fischer émit l'espoir que la nouvelle constitution, « la plus démocratique du monde », inaugure une période de Loi. Le démenti ne tarda pas à suivre et déjà les libéraux avaient des doutes quant à l'intégrité des procès.

Le procès Zinoviev-Kamenev provoqua doute et confusion au sein de l'intelligentsia. Plus que le désir d'examiner des accusations ou de rechercher des explications, il invita à un regard nouveau sur la possibilité d'intégrer l'URSS dans le front anti-fasciste. Les organes libéraux, répartissant équitablement la culpabilité entre Staline et Trotsky, ne dépassèrent jamais le stade du juste milieu qui les préservait de l'engagement. Cette attitude, loin d'être constructive, n'eut pour effet que de saper les efforts de Dewey dans sa recherche de la vérité.

C'est contre le fascisme que l'intelligentsia s'engagea, créant un moment de solidarité sans critique pour la cause sacrée. L'importance que pouvaient alors revêtir les procès était, sans nul doute, largement sous-estimée.

4. E. Wilson, « American Critics, Left and Right », *Shores of Light*, p. 648.

5. Cité par George Novack, « Radical Intellectuals in the 30's », *International Socialist Review*, mars avril 1963, p. 29.

6. P. Rahv, « Trials of the Mind », *Partisan Review*, IV, avril 1938, p. 4.

7. « The Trotsky Cesspool », *New Masses*, 1er septembre 1936, pp. 10-11.

Le conflit Trotsky / Staline offrait effectivement un vrai choix politique, sinon moral. Trotsky était à la fois « la plus impressionnante défaite politique de l'époque », « le renégat tombé ». Selon Frederick Schuman, « l'Occident démocratique doit sècher ses larmes pour les héros tombés et accepter la main tendue de Moscou ». Alors, « martyr ou renégat » ? La réputation de Trotsky exacerbe les divisions et *New Republic* se plaît à rappeler qu'il est l'homme de la révolution communiste, dans tous les pays, dès que possible.

Mais Trotsky est aussi le brillant intellectuel internationalement reconnu et il bénéficie d'un grand prestige dans les milieux intellectuels américains. A l'instar de John Reed avant sa mort prématurée, des Raymond Robins, Max Eastman, Louis Hacker, John dos Passos voient en lui l'union de la pensée et de l'action. Le personnage controversé de Trotsky contribue à la paralysie des intellectuels des années trente vis-à-vis du problème des procès de Moscou.

L'un des premiers facteurs de confusion et d'inaction fut l'existence d'une sympathie pour l'URSS au milieu et à la fin des années trente. Malcolm Cowley l'avouera, « c'est toujours une tentation de croire le meilleur à propos de nos alliés »⁹. Une autre raison du silence pesant des Américains est, d'après Alan Wald, le fait que certains penseurs libéraux ont travaillé à rendre tolérables les procédures antidémocratiques qu'ils n'auraient jamais acceptées aux Etats-Unis. Walter Duranty et Louis Fischer auront recours comme justification aux vieilles théories racistes de l'âme slave.¹⁰

Mais le facteur le plus démobilisateur peut-être fut la peur de rencontrer une vérité dérangeante, dans une situation où James T. Farrell mettait le doigt sur la portée de l'affaire :

« Si le verdict officiel des procès se révélait vrai, les collaborateurs de Lénine et les dirigeants de la Révolution russe devraient être considérés comme l'une des pires bandes de vauriens de l'histoire ; si les procès étaient un coup monté, alors les dirigeants de la Russie soviétique auraient perpétré l'un des plus monstrueux coups montés de toute l'histoire »¹¹.

Un moment, la foi démocratique avait pris chez les libéraux la forme d'une foi dans les promesses des dirigeants soviétiques. La terreur des procès épouvanta nombre de ces esprits empreints d'humanité et sema panique et confusion dans leurs rangs.

C'est finalement John Dewey qui eut la réaction la plus simple et la plus courageuse : chercher la vérité.

8. Frederick L. Schuman, « L. Trotsky, Martyr or Renegade? », *Southern Review*, 3, 1937.

9. M. Cowley, *And I worked at the Writer's Trade: Chapters of a Literary History 1918-1978*, pp. 50-51.

10. Cité par Aaron, *Writers on the Left*, p. 173.

11. James T. Farrell, « Dewey in Mexico », *Reflection at Fifty*, p. 104.

John Dewey, éminent libéral

John Dewey, à soixante dix-huit ans, est considéré aux Etats-Unis comme le paterfamilias du libéralisme, la « conscience libérale des Etats-Unis »¹². Il est le libéral américain le plus éminent. Chef d'oeuvre d'intégrité, sa vertu est inattaquable et son prestige immaculé.

Dewey a consacré son existence au libéralisme, la philosophie, l'enseignement et la pédagogie. Intellectuel de grande dimension, il arrive à la fin de sa vie en bénéficiant d'une aura incontestée et se voit de plein droit accorder la sagesse d'un repos bien mérité.

C'est précisément de son aura que Dewey entend se servir lorsqu'il décide, à la surprise générale, envers et contre tous, de descendre de sa chaire vénérée au risque de voir endommager sa légendaire intégrité. Un tel acte politique, dans de telles conditions, est avant tout personnel. Quelles furent ses motivations ? C'est au regard de la conception de la révolution russe et de ses dirigeants, et des convictions libérales profondes de Dewey et de la conjoncture, que nous pourrions tenter de les faire apparaître.

Dewey, la Révolution russe et ses dirigeants

Dewey avait eu d'abord à l'égard de la Révolution russe une attitude favorable. Il la vivait comme une grande expérience sociale. Grand pédagogue passionné, le chercheur libéral aborda l'événement sous cet angle et porta à l'évolution de la situation une grande attention.

Dewey adopta en partie le point de vue des libéraux sur l'Union Soviétique. Suite à une visite du pays en compagnie d'éducateurs, il publia, en 1928-1929, des impressions plutôt positives.

L'avenir de la Russie se révélait à travers l'oeuvre immense qui s'y accomplissait. Un laboratoire pédagogique d'une telle dimension ne pouvait que faire vibrer la fibre investigatrice de ce spécialiste libéral. Dewey préférerait certes voir l'expérience se dérouler outre-océan plutôt que dans son propre pays. Cela ne l'empêchait pas de penser que les leçons à tirer de l'étude de la révolution russe pouvaient être profitables. En produisant autre chose qu'une culture à usage privé, le nouveau système éducatif soviétique serait un véritable pionnier. La propagande dans l'éducation n'est certes pas du goût du grand pédagogue mais celui-ci place une confiance immense dans l'énergie virile, l'intelligence et le niveau de conscience sociale toujours croissant du peuple russe.

Dewey n'est cependant pas marxiste à l'heure où éclatent les procès. Sa longue admiration pour l'URSS va surtout, nous l'avons dit, au domaine de l'éducation qu'il connaît bien pour avoir effectué plusieurs voyages, au cours desquels il a pu s'entretenir notamment avec Kroupskaia, la femme de Lénine.

12. Poole, *op.cit.*, p. 302.

Une des différences fondamentales qui le sépare des marxistes est que la société qu'il revendique serait différente de la société qu'appelle la formule marxiste orthodoxe. Envisageant l'évolution vers une telle société dans son propre pays, c'est pour la réforme qu'opte Dewey, pour qui les Etats-Unis ont besoin d'un but social basé sur le plan industriel. Partisan du planning social, il se refuse à utiliser la force coercitive pour y parvenir. Par sa conception de la relation entre la fin et les moyens, il se détache des idéologues soviétiques, qu'ils se nomment Staline ou Trotsky.

Dewey expliqua la différence fondamentale qui existait selon lui entre les Communistes et les communistes. Ainsi explicite-il pourquoi il n'était pas un « Communiste »¹³. Le communisme avec un « c » minuscule n'est pas le même que le Communisme officiel. Le « c » minuscule est réservé à l'usage des puristes, de ceux qui parlent de l'idéologie à sa source : les marxistes. Cela diffère fortement de l'idéologie officielle véhiculée par les maîtres de la Révolution russe. Dewey s'en prend à la volonté de révolution internationale et plus particulièrement d'importation aux Etats-Unis d'une idéologie en provenance de l'Est.

« Cela ne manquait pas de fantastique que de transférer l'idéologie du Communisme russe à un pays si profondément différent dans son économie, sa politique et sa culture historique ».

Beaucoup de traits, de caractéristiques de l'Union soviétique relèvent de conditions purement locales et particulières. C'est le cas de la domination du parti soviétique dans tous les champs de la culture, de l'extermination impitoyable des minorités d'opinion, de la « glorification verbale des masses », du « culte » du dirigeant infallible...

Dewey semble reconnaître la lutte des classes. Mais il s'oppose aux marxistes en ce qu'il pense qu'elle ne peut être le moyen de parvenir à la société attendue. La lutte des classes dans une société industrielle hautement développée, avec une forte classe moyenne, serait noyée dans le sang ou serait une victoire pyrrhique. « Les deux côtés en viendraient à détruire le pays et eux-mêmes ».

De plus, Dewey déplore le ton émotionnel qu'il trouve « extrêmement ré pugnant » dans les disputes de ses partisans. Pour lui, « fair play » et honnêteté sont des bases élémentaires. Enfin, avec d'autres anti-communistes libéraux, il s'indigna des exécutions qui suivirent l'affaire Kirov.

Dewey redoutait que le bolchevisme ne vienne infecter les Etats-Unis et ne détruise les traditions. Cela justifie-t-il son engagement aux côtés de Trotsky ? Jusqu'au moment des procès, Dewey avait toujours pensé que la ligne de Staline était plus sensée que celle de Trotsky. Cependant il était seulement enclin à préférer le pragmatique Staline au dogmatique Trotsky. La

13. Dewey, « Why I am not a Communist », *Modern Quarterly*, avril 1934.

question centrale pour Dewey, en 1936, est plus l'engagement politique de Trotsky que le combat personnel entre Trotsky et Staline. Avant les auditions de Coyoacán, il assure :

« Personnellement, j'ai toujours été en désaccord avec les idées et les théories de Trotsky et je suis en désaccord avec lui maintenant, si possible plus que jamais »¹⁴.

Alors pourquoi l'avoir défendu aux yeux de l'opinion publique internationale ?

Dewey, les idéaux américains et les motifs de son engagement.

Dewey se convainquit peu à peu convaincu de l'utilité, la nécessité de la commission. Les raisons qui peuvent pousser un homme à prendre une décision d'une telle importance ne peuvent être que profondes. De l'univers insondable du processus décisionnel d'un intellectuel de la pointure de Dewey, nous pouvons cependant dessiner quelques traits.

Un des catalyseurs importants souvent présenté comme *la* raison est l'attitude du P.C.. Bien qu'il fût loin d'influencer Dewey, on peut penser qu'il a joué un rôle important. A peine de retour du Mexique, Dewey ne dénonçait-il pas, à Mecca Temple, « les efforts systématiques et organisés pour empêcher l'enquête qui prend maintenant place avec succès » ?¹⁵

Le P.C. exerça la plus grande pression sur Dewey. Dans un premier temps une campagne de diffamation le présenta comme un vieillard naïf et sénile, influencé par ses deux anciens élèves trotskystes Hook et Eastman. Avant de l'attaquer directement, le P.C. tenta de le corrompre. Dewey se vit proposer un voyage officiel gratuit en URSS suivant une formule qui pouvait être un voyage d'étude. Dewey refusa. Puis il décida de prendre des risques. Il décréta vouloir faire le voyage pour Mexico.

Sa décision plongea le parti communiste dans une panique totale. Il orchestra une campagne redoublée de diffamation et de critiques. L'entourage de Dewey, sa famille et ses proches, effrayés, tentèrent de le retenir et le supplèrent de renoncer.

La décision de Dewey ne fut cependant pas basée sur des pressions négatives. Des raisons intellectuelles la sous-tendaient. Dewey avait parfaitement conscience de la noblesse et de la grandeur de sa tâche. N'allait-il pas donner à Trotsky la chance que Robespierre n'avait pas eue ? Il était le Zola des temps modernes et avec lui, la commission disposait de la personnification de l'intégrité. Qu'avait-il en outre à attendre de cette action sinon des éclabous-

14. A. Meyer, « Significance of the Trotsky Trial: Interview with John Dewey », *International Conciliation*, p. 38.

15. Cité par Wald, *The New York Intellectuals*, p. 131.

sures ? C'est au nom de sa foi démocratique que Dewey est descendu dans l'arène. Il avait à défendre une cause qui l'emportait sur toutes les autres, y compris sa réputation et sa santé, celle de la vérité et de l'équité.

Le but de Dewey n'était pas de défendre Trotsky mais de défendre les idéaux américains. Il fallait permettre à Trotsky de présenter sa défense devant l'opinion publique mondiale et obtenir le droit d'asile pour l'exilé sans visa. Il s'engagea sur le point précis de découvrir si les charges portées contre Trotsky étaient vraies ou fausses.

Il ne s'agissait bien sûr que de la vérité selon Dewey. Et pourtant celui-ci occupait une position délicate. Il aurait pu détruire Trotsky aux yeux de l'opinion. Conformément à son sens de l'honneur, il fit vœu de ne pas abuser de sa position.

L'a-t-il respecté ? Les conclusions de la commission sont certes à l'honneur du libéral et d'une impartialité indiscutable. Mais on peut aller plus loin et voir dans les procès ou les leçons qui en ont été tirées, la recherche d'une autre vérité. Il y avait dans les motivations profondes de Dewey la volonté secrète de démontrer que le stalinisme n'était rien d'autre que l'enfant naturel du bolchevisme, et que le trotskysme ne représentait rien de bien différent.

Cette motivation cachée n'a pas échappé à Trotsky qui, lui, afficha d'emblée sa ferme intention de démontrer le contraire.

Trotsky, à la recherche d'une reconnaissance

Trotsky était un intellectuel de la plus grande envergure. Orateur de talent, pamphlétaire de génie, historien au souffle puissant, il avait l'art de manier les foules, les mots et les idées. Quoique l'on puisse penser de ces dernières et du personnage en général, on peut dire justement de Trotsky, avec James T. Farrell, qu'il était un grand homme.

Or Dewey l'était également. D'où l'ampleur du contraste gigantesque et sublime entre ces deux personnages. Loin de la concurrence, ce sont simplement deux modèles d'hommes qui sont opposés et dont chacun est un modèle de sa tendance. Trotsky considère la pensée de Dewey comme la traduction américaine, empirique et pragmatique, de la philosophie britannique traditionnelle. L'admiration que pouvait éprouver le révolutionnaire pour le philosophe ne prit véritablement forme qu'après les contre-procès où Dewey avait pu permettre à Trotsky de jauger à sa stature intellectuelle.

Plus généralement, les sentiments de Trotsky à l'égard des libéraux n'étaient pas particulièrement tendres. Si, dans l'immédiat, ses critiques vont à ses proches afin d'obtenir une réaction et la mise en place des contre-procès, ses attaques contre les libéraux n'en furent que plus virulentes par la suite. Dès le début Trotsky adjura ses camarades de ne pas les suivre dans tous leurs rai-

sonnements, de revendiquer et défendre leur position de révolutionnaires. Mais ce n'est qu'après les procès que son jugement apparaîtra le plus rude. Trotsky respectait néanmoins le grand homme, le philosophe pédagogue intègre qui osait faire le pas courageux vers l'aventure de la quête de la vérité.

Le départ pour la conquête de la vérité et la justice fut cependant long à se faire et, pendant plusieurs mois, le grand révolutionnaire « tournait comme un lion en cage » selon l'expression de sa femme Natalia. Après des mois terribles d'exil à la suite du procès de 1936, deux livres parurent. Ce fut tout d'abord le résultat de l'enquête du fils de Trotsky, Léon Sedov, qui fut exposé dans *Le Livre rouge sur les procès de Moscou*. Ce livre fut l'une des bases de l'enquête menée plus tard. L'année 1936 vit également paraître un travail similaire de Max Shachtman, *Behind the Moscow Trial*. Mais Trotsky ne pouvait agir du fin fond de la Norvège où il était en exil en résidence surveillée. La deuxième lueur fut pour lui la nouvelle inespérée que le Mexique lui accordait l'hospitalité. En préparant son départ pour le Mexique, il écrivit "Honte !" et, pendant le voyage, les meilleures pages des *Crimes de Staline*. Le vieux lion s'appretait à affronter l'opinion internationale afin de défendre son action, ses camarades, la révolution russe, la vérité et l'avenir.

Aussi lui a-t-il fallu « faire presque un effort physique » pour arracher ses pensées « aux combinaisons cauchemardesques du GPU » et les diriger sur cette question : comment et pourquoi tout cela a-t-il été possible ?.

Cette question, il aurait aimé que les militants trotskystes américains, membres du parti socialiste, se la posent et ses critiques à leur égard seront acerbes et quelque peu stimulantes. Leur réaction est en effet un peu longue à se faire sentir. Si la critique est sévère, c'est que la motivation est profonde. S'érigeant en nouveau Dreyfus ou Calas, selon l'expression même de Dewey, Trotsky faisait de la vérité son cheval de bataille : « La question à l'ordre du jour n'est pas de savoir si la théorie de la révolution permanente est bonne ou mauvaise mais si oui ou non, Trotsky est lié à Hitler et au Mikado »¹⁶. Avant la défense de la révolution, qui ne tarda cependant pas à apparaître, la vérité sur les charges portées contre les accusés du procès du « centre terroriste trotskyste-zinovieviste » est la priorité absolue.

« Ma tâche aujourd'hui est de dévoiler le vice fondamental initial des procès de Moscou, de montrer les forces motrices de l'imposture, ses buts politiques, la psychologie de ses participants et de ses victimes »¹⁷.

C'est là un pas vers la défense de ses propres théories, facilité, ne l'oublions pas, par le fait que Trotsky n'a pas à chercher la vérité : il la connaît ! Cela lui laisse plus de champ pour élargir la recherche aux motiva-

16. Trotsky, « Le Piège de la prétendue Impartialité », *Œuvres*, 13, p. 135.

17. Trotsky, « Discours pour le meeting de New York », *ib.* 12. p. 270.

tions et finalités de l'imposture. « Nous essaierons de comprendre ! »¹⁸. Et comme il l'écrit à Suzanne LaFollette, le 15 mars 1937 :

« Du fait de l'objectivité de ses buts, les résultats de sa recherche contribueront énormément à la compréhension de la dialectique du processus historique en général, et de celle de la Révolution en particulier »¹⁹.

Les buts sont clairs et dépassent ceux — avoués — de John Dewey. Plus loin encore, Trotsky voit dans cette commission la possibilité d'envisager, de préparer sérieusement l'avenir. En mai 1937 il invite ses camarades à se tenir prêts à reprendre leur indépendance à l'automne — quitter le P.S. — à la fin même des travaux de la commission.

Déjà bien avant, dans ses motivations premières, Trotsky envisageait l'avenir, les conséquences que l'on pourrait considérer comme les bases riches de sa motivation. Il s'empresse de faire accélérer la mise en place de la commission pour préparer l'avenir :

« Le comité a ouvert la porte à une commission d'enquête devant l'opinion publique mondiale. Si le comité remet à plus tard son action, les staliniens vont s'engouffrer par cette porte »²⁰.

Mais la motivation principale de Trotsky se résume dans le texte écrit pour le meeting de New York où il devait intervenir par téléphone le 9 février 1937, ce qui ne put se faire :

« La lutte à soutenir dépasse de loin en importance les personnes, les fractions et les partis. Il s'agit de la lutte pour l'avenir de l'humanité. Elle sera dure. Elle sera longue. Que ceux qui cherchent la sécurité matérielle et le confort moral s'écartent de nous. Aux époques de réaction, il est certes plus commode de s'appuyer sur la bureaucratie que sur la vérité. Mais, à ceux pour qui le socialisme n'est pas un vain mot, pour qui c'est le contenu même de leur vie morale, en avant ! Ni les menaces, ni les persécutions, ni les violences ne nous arrêteront. Ce sera peut-être sur nos ossements que la vérité triomphera. Nous lui ouvrons un chemin. Elle vaincra. Et, sous les coups implacables du sort, je me sentirai heureux comme aux meilleurs jours de ma jeunesse si je peux, avec vous, contribuer à sa victoire. Car le plus haut bonheur humain n'est pas dans l'exploitation du présent, mais dans la préparation de l'avenir ! »²¹

Si l'enjeu principal de ces procès est souvent apparu comme l'établissement de la vérité, on peut penser qu'il est de bien plus grande ampleur. Dewey, en s'attachant à l'impartialité et livrant son intégrité tout entière à la cause ne risque-t-il pas de cautionner non seulement la bonne foi de Trotsky mais le marxisme, le trotskysme lui-même ? Trotsky, en s'en remettant

18. *ibidem*, p. 281.

19. « Il faut créer la commission d'enquête », *Oeuvres 13*, p. 89.

20. *Ib.* p.87.

21. *Discours cit. 13*, pp. 284-285.

entièrement aux mains de la commission et se plaçant corps et âme sous le jugement d'un grand libéral, ne prend-il pas le risque de compromettre la Révolution ?

Trotsky répond à l'objection par la nécessité de crever l'abcès et Dewey invoque son impartialité. Et pourtant il semble bien que ce soit la Révolution russe qui soit l'enjeu de ces contre-procès, en même temps traversés par un combat d'idées.

Le cadre du combat d'idées entre les deux grands se mit en place en plusieurs étapes. La création du Comité américain pour la Défense de Léon Trotsky fut la première. Dewey, en y adhérant, en fixa le cadre principal par sa Déclaration de Principes, à la fois appréciée et critiquée par le principal intéressé. Enfin, sous l'impulsion conjointe de Dewey et Trotsky, naquit la commission d'enquête sur les procès de Moscou également appelée commission Dewey.

Il ne semble pas nécessaire de revenir ici sur le processus de création du comité de défense américain. Ce que nous retiendrons de l'aspect historique de cette gestation est l'immense difficulté à trouver des bonnes volontés prêtes à dépasser leur intérêt personnel pour se lancer dans cette entreprise risquée.

Des historiens comme Charles Beard ou Carl Becker se réfugièrent derrière l'impossibilité de prouver le négatif et l'irréparable partialité qu'impliquait une telle action²². Pourtant un certain nombre d'intellectuels firent le pas et créèrent le comité américain pour la défense de Léon Trotsky. Le secrétaire national en était George Novack.

Deux tâches principales furent fixées par ce comité : obtenir l'asile politique pour Trotsky et mettre en place une commission internationale d'enquête sur les contre-procès de Moscou.

Une cause et des principes

Le cadre principal de ces contre-procès fut évoqué à maintes reprises dans la période de gestation de la commission. Dewey se réserva le droit de le définir clairement en deux occasions. La première lors d'une déclaration de principes en mai 1937, prélude à la mise en place et en activité de la commission d'enquête. La deuxième fut le discours de l'ouverture officielle des audiences mexicaines, à Coyoacán. La réponse de Trotsky à ces déclarations se trouve dans les lettres de critiques et directives envoyées à ses camarades actifs dans le comité et la commission.

C'est John Dewey qui insista pour une déclaration principielle des objectifs du comité. Rapprochant l'affaire Trotsky des affaires Dreyfus et Sacco-

22. P. Broué, « L'Historien devant la Vie », *Cahiers Léon Trotsky*, 19, 1984, pp.68-77.

Vanzetti, il insista sur le fait que le comité n'aurait de sens qu'avec une commission d'enquête ²³.

Dans son appel pour une déclaration de principes, il insista sur le fait que, si le comité voulait signifier quelque chose, il lui fallait une commission d'enquête. Mais cela nécessitait un soutien public. Ainsi, le comité devait convaincre les commissions futures « de [leur] sincérité dans leurs buts et de l'honnêteté et l'intégrité des plans de procédure suggérés à la commission de manière à ce qu'elle accomplisse effectivement sa tâche ». La déclaration de principes fut adoptée. ²⁴

Elle avait le mérite de constituer un texte écrit d'engagement à des valeurs, des buts, et, par là même, garant d'une certaine impartialité, thème itératif, et de la crédibilité de la commission. Ce fut l'occasion de rappeler que l'on servait ici une grande cause, la vérité, la liberté, qu'on ne chercherait pas à établir la culpabilité ou l'innocence de Trotsky mais à vérifier la validité des charges portées contre lui. Dewey souligna le fait que Trotsky s'en était remis totalement à la commission et à son jugement.

Il fallait donc faire tout ce qui était en leur pouvoir pour mettre en place cette commission rapidement.

En ces heures personne ne pouvait les contredire. Le programme était assez vaste et fidèle aux valeurs humanitaires et d'équité du public pour satisfaire tout le monde. Quant à créer la commission, il eût fallu commencer à définir des éléments et principes plus concrets. Ces nobles principes faisaient abstraction de tous les problèmes matériels que pouvait rencontrer la commission et, comme le soulignait Trotsky, n'étaient pas ce qu'il y avait de plus urgent à définir. Il est relativement aisé d'adhérer aux principes de Dewey, qu'« aucun homme accusé d'un crime ne doit être condamné comme un paria face contre terre sans qu'on lui ait donné la possibilité entière, loyale, de présenter sa réponse à ses accusateurs ». Le problème réel est de savoir, comme le souligne T. R. Poole, si c'était bien là une chance « full and fair » offerte à Trotsky ²⁵. C'est à juste titre que *New Masses* posait le problème de savoir « quel organisme est compétent pour soutenir une commission d'enquête et établir la justice ? » ²⁶.

D'autres questions n'avaient pas été évoquées, comme celle de savoir si Trotsky serait le seul témoin à son procès ou s'il y aurait confrontation.

Une déclaration de principes avait été adoptée. Tout restait à faire.

23. J.T. Farrell, « Dewey au Mexique », *Cahiers Léon Trotsky* n°19, 1984, p. 88.

24. Texte dans *News Bulletin* de l'ACDLT, 16 mars 1937.

25. Poole, *op.cit.*, p.282.

26. « Roundabout Roads to Trotskyism », *New Masses*, 23 février 1937.

Les audiences du Mexique

Le discours d'ouverture des audiences mexicaines fut très proche de la déclaration de principes, peut-être un peu plus pragmatique.

A l'ouverture de la session, Dewey a défini simplement la question : Trotsky a-t-il le droit d'être entendu ?

Réponse : « Notre commission croit qu'aucun homme ne doit être condamné sans avoir une chance de se défendre ». Et par conséquent, « le fait que Trotsky ait été condamné sans avoir la possibilité d'être entendu concerne au plus haut point la commission et la conscience du monde entier ». Le seul regret de Dewey, est qu'on n'ait pu trouver un président plus expérimenté que lui.

« Si j'ai finalement accepté le poste de responsabilité que j'occupe à cet instant, c'est parce que je me suis aperçu qu'en agissant autrement, je n'aurais pas été fidèle au travail de ma vie » ²⁷.

Un des points intéressants soulevé dans ces déclarations est le fait que l'enquête était couronnée par des faits objectifs et par des problèmes politiques. Les faits donc, pas la théorie. Or c'est justement à partir de cette enquête et des audiences de Mexico que Trotsky comme Dewey développeront une théorie concernant la relation entre la fin et les moyens. Si le sujet est familier à Trotsky, il semble que ce soit à travers l'enquête que Dewey ait élaboré son raisonnement sur le sujet. Toujours est-il que c'est de faits qu'il est question et c'est à leur propos que Trotsky sera déclaré coupable ou non.

Dewey fut également clair sur les enjeux, plus que lors de sa déclaration de principes. Si Trotsky était trouvé coupable, « aucune condamnation ne serait assez sévère ». S'il était trouvé innocent, le régime soviétique serait accusé de « persécution et falsification systématique délibérée » ²⁸. Insistant une dernière fois sur l'impartialité totale de la commission, Dewey conclut ainsi :

« Les lignes ont été tracées entre la dévotion à la justice et l'adhésion à une faction, entre fair play et amour de l'obscurité réactionnaire dans ses efforts, quelle que soit la bannière qui flotte » ²⁹.

Citant Zola à propos de Dreyfus, il proclame que « la vérité est en marche et rien ne l'arrêtera » ³⁰.

Dewey est certes allé à Mexico pour réaffirmer les principes américains. Mais il cherche avant tout la vérité. Or Trotsky lui sait, connaît cette vérité

27. *The Case of Leon Trotsky*, pp. 3-5.

28. Dewey, *Truth is on the March*, 9 mai 1937.

29. *Ibidem*, p. 15

30. *Ibidem*.

énigmatique et déconcertante qui, que Dewey le veuille ou non, sera une arme dans le combat dialectique et non un idéal en soi pour Trotsky.

Trotsky se permettra de critiquer la notion d'impartialité totale, et de regretter la forme trop abstraite du discours. Dans l'immédiat, il ne s'étendra pas plus sur l'analyse du texte des déclarations pour s'orienter vers une action beaucoup plus pragmatique. En fait il ne dit jamais clairement ce qu'il reprochait à Dewey dans sa déclaration de principes. Il ne s'intéressa que peu à la déclaration elle-même. Par contre, il regretta amèrement que ses camarades, eux dont c'était le rôle, ne soient pas intervenus avec leur propre déclaration.

Après son arrivée au Mexique, Trotsky est pressé de voir se constituer la commission d'enquête qui lui permettrait de plaider sa cause. Aussi le fait que, deux mois après son arrivée, il n'y ait toujours pas de commission l'exaspère profondément. Ses reproches ne s'adressent pas à Dewey, qu'il estime pour être venu soutenir sa cause, mais à ses camarades, à qui il reproche leurs hésitations et leur tendance à se comporter, face au grand Dewey, comme des petits garçons. Dans des lettres à Shachtman et Cannon, il parle de manque d'énergie et de sérieux, de ligne générale dangereuse.

A travers ces reproches, on devine le rapport de force. Puisque Dewey semble vouloir faire passer ses principes libéraux à travers la commission, Trotsky pense que ses camarades doivent répondre et agir, avoir leur position propre et non calquée sur les libéraux. Dans deux lettres importantes, Trotsky définit ce que doit être la ligne générale de ses camarades, et en tout cas, ce qu'elle ne doit pas être, ainsi que l'attitude à adopter face aux libéraux.

Dans la première (17 mars 1937), Trotsky assure que « la ligne générale de [ses] camarades dans le comité n'est pas juste ». Il critique férocement la « faiblesse » voire l'« absence totale » de politique qui paralyse l'activité du comité et risque de les mener dans l'impasse. La discussion est centrée ici sur la nécessité de créer la commission tout de suite, en ne se laissant pas freiner par l'attaque des staliniens ou un sentiment de faiblesse. Trotsky reproche à ses camarades leurs attitudes en plusieurs circonstances. Il attaque leur état d'esprit, leur expectative, leur adaptation aux libéraux, qui relèvent, selon lui, d'un manque total de combativité, excluant toute possibilité de victoire. Les statuts, qui sont une chose en soi, « ou moyen de gagner du temps dans l'espoir qu'une commission idéale pourrait naître de bons statuts », sont une conception purement formelle et resteront stériles si une commission n'est pas créée tout de suite.

Autre point d'attaque fondamental :

« J'ai hautement apprécié la participation au comité de M. Dewey. Je comprends qu'il ne puisse pas agir autrement qu'il ne le fait. Il n'est ni pour Staline, ni pour Trotsky. Il veut établir la vérité. Mais votre position n'est pas celle-là. Vous connaissez la vérité ».

Aussi Trotsky demande-t-il à ses camarades de conserver leur identité politique, au même titre que les libéraux conservent la leur. Si Trotsky n'a pas vraiment attaqué la déclaration de principes de Dewey, il estime qu'ils sont

« obligés de faire une déclaration particulière » car « la déclaration sur les principes et les objectifs doit refléter la présence des deux partis au sein du comité ».

« Une telle déclaration, qui vous était dictée par la situation aurait été pour vous d'une valeur inestimable - en tout cas plus importante que la déclaration abstraite de Dewey ».³¹

La deuxième lettre de Trotsky insista plus sur ce deuxième point, évoquant là « le piège de l'impartialité » qui réduit en fait ses camarades à s'aligner sur les positions des libéraux sans exprimer la vérité qu'ils ont l'avantage de connaître. Malgré l'attaque qu'il adresse indirectement ici à Dewey, Trotsky lui rend hommage :

« Les amis libéraux et social-démocrates se sont montrés des couards et ont préféré rester de côté. Un seul homme des cercles libéraux a montré qu'il était un homme véritable, le vieux Dewey ».

Le problème est que tout repose sur son travail. Trotsky note que la commission cherche des gens totalement impartiaux ce qui lui semble ne pas exister. Il préfère parler de gens actifs, passionnés, fermes, capables de résister à tous les obstacles pour mener à bien leur tâche, fidèlement à leurs principes. « Des gens absolument impartiaux ne peuvent être que des idiots, mais ils n'ont pas le moindre intérêt pour le comité ». Et Trotsky pense que tous les gens qui sont intelligents, pensants, actifs, ont des sympathies pour un camp ou pour l'autre. C'est donc la commission dans son ensemble qui doit être impartiale. Si 99% du temps n'avait pas été ainsi passé à flirter avec les libéraux, mais à mobiliser les masses, selon Trotsky, il y aurait déjà une commission.

Revenant sur le thème du principe de l'impartialité, Trotsky attaque sans ménagement Waldo Frank, qu'il connaît, parce qu'il le tient pour un « compagnon de route », qu'il faut chasser. C'est lui qui a exigé l'impartialité. Or Trotsky ne veut pas de ce critère dicté par le GPU, ou encore par les libéraux :

« Nous sommes trop disposés à permettre à un libéral ou à un Waldo Frank de dicter ses "conditions" »³².

Trotsky s'affiche comme partisan. Il est clair que chacun a l'intention de défendre ses positions et ses principes, sans pour cela mettre en cause l'objectivité de l'enquête.

Et ceci parce qu'au fond Dewey et Trotsky ont le même but : la commission d'enquête. La différence réside dans le fait, comme l'explique Poole, que les libéraux cherchent les faits et défendent ainsi certains principes chers à leur

31. Trotsky, « Le Travail dans le Comité de Défense », *Œuvres*, 13, p. 102.

32. Trotsky, « Le Piège de la prétendue Impartialité », *Œuvres*, 13, p. 135.

coeur, alors que les trotskystes connaissent les faits et veulent les prouver pour des raisons politiques³³.

Le comité de défense finit par abandonner le débat sur les principes généraux et investir son énergie dans la création de la commission d'enquête.

Le déroulement des audiences

L'organisation de la commission fut ralentie par les tentatives de déstabilisation de la part des ennemis du comité de défense, le PC au premier chef, mais Dewey maintint sa décision. Le train arriva le jeudi 6 avril 1937 et Dewey fut accueilli par Frida Kahlo et Max Shachtman.

Le 10 avril eut lieu l'ouverture officielle des audiences.

« C'est un spectacle à voir, un spectacle rare en histoire. Imaginez Robespierre ou Cromwell dans de telles circonstances », écrit James T. Farrell³⁴.

« La commission d'enquête avait une aura de grand drame qu'un poète socialement conscient, un auteur ou un romancier devraient inventer, ou auquel un historien imaginaire doit rêver » assure A. Wald³⁵.

Les auditions de Coyoacán s'ouvrirent donc le 10 avril 1937 à dix heures dans la villa de Diego Rivera sur l'Avenida Londres. Trotsky ne semblait pas réellement soucieux, n'agissait pas comme un homme traqué mais était cependant plus tendu que Dewey.

Les questions posées au cours des audiences ne furent jamais vraiment de nature à mettre en évidence les points de conflit aigus qui pouvaient opposer les deux penseurs. Cependant les différences étaient visibles. Une ou deux fois, comme le relate Farrell, quand les déclarations de Trotsky s'opposaient clairement aux idées démocratiques de Dewey, s'opérait un léger changement de ton, juste perceptible. L'indépendance d'esprit de Dewey face à Trotsky était indéniabla. A tel point qu'il semble qu'il ait posé une série de questions délicatement amenées, auxquelles il fut donné des réponses significatives et politiquement très lourdes. Ces réponses seront exploitées plus tard dans l'élaboration de la théorie de Dewey. Aussi quand Dewey contre-interroge Trotsky, il pose des questions très pertinentes qui sont « les maillons de la chaîne d'un raisonnement logique qui menait à un fait ou une idée précis et significatifs »³⁶. Dans la thèse de Thomas Ray Poole, il apparaît ainsi clairement que sur des points comme le centralisme démocratique ou la question du Testament de Lénine, la pensée de Dewey et autres libéraux de l'assistance se trouvait loin du marxisme.

Citons quelques exemples sur lesquels Dewey semble s'être basé pour déclarer au *Washington Post* le 19 décembre 1937 dans un entretien accordé à

33. Poole, *op.cit.*, p. 289.

34. Farrell, « Dewey », p. 84.

35. A. Wald, *The New York Intellectuals*, p. 131.

36. Farrell, « Dewey », p. 89.

Agnès E. Meyer que « la grande leçon qu'il faut tirer de ces extraordinaires révélations, c'est l'effondrement complet du marxisme révolutionnaire »³⁷. Voici quelques-unes des questions-réponses très significatives de ce désaccord et de l'existence d'un débat sous-jacent au cours des audiences :

— Dewey interrogea Trotsky sur le bloc d'août (1912) des révolutionnaires, pour savoir si les mencheviks qui y appartenaient étaient comme l'avait dit Lénine des « laquais du capitalisme ». Réponse :

« C'est une question d'appréciation politique et non d'intention criminelle ».

— On demanda à Trotsky quelle était la position occupée par Zinoviev-Kamenev pendant la maladie de Lénine. Réponse :

« Ils étaient tous deux au Politburo et un membre du Politburo est incomparablement plus important que le ministre le plus haut placé ».

— A propos des soviets, on demanda si « le parti avait la suprématie sur les commissaires ». Réponse : « Oui ». Dewey demanda alors s'il existait, à part la discussion et la critique, une procédure de contrôle du parti par les travailleurs. Réponse :

« Le droit de transformer et de contrôler le parti n'appartient qu'à ses membres »³⁸.

Le débat s'avança alors beaucoup. Dewey revint à la charge plus tard en demandant :

« Dans ces conditions comment pouvez-vous dire que le régime était démocratique ? ».

Et Trotsky de répondre :

« Je n'ai pas parlé de démocratie absolue. Pour moi la démocratie n'est pas une abstraction mathématique, mais une expérience vivante du peuple ».

Plus loin encore dans le débat, Trotsky devait reconnaître, que c'était un « contrôle démocratique dans la mesure où il était compatible avec la dictature révolutionnaire », déclaration nuancée plus tard par la précision qu'il existait une différence entre une dictature où l'OGPU était du côté du peuple et une dictature où elle était contre lui.

Dewey alla jusqu'à demander, citant un passage de *La Révolution trahie*, si la dictature était une « nécessité ». Réponse :

37. *Washington Post*, 19 décembre 1937.

38. Farrell, pp. 95-96.

« Jusqu'à un certain point, et non de façon absolue, c'est une nécessité historique ».

Le débat avait donc bien lieu, de façon tacite, latente. Pourtant tout se passa sans la moindre remise en cause de l'impartialité, sans incident, sauf un : l'attitude de Carleton Beals. On aurait pu penser que cet auteur de plusieurs livres sur l'Amérique latine avait été réellement gêné par un manque d'objectivité dans la commission. Mais son attitude relevait d'un tout autre problème. Sa volonté de déprécier le travail de la commission était trop forte pour être honnête. Elle fit par la suite couler beaucoup d'encre.

Demier arrivé à la commission, Beals afficha d'entrée une certaine indépendance vis-à-vis de ses collègues puis se mit à fréquenter des hommes notablement hostiles à la commission. Il posa à diverses reprises des questions qui apparaissaient déplacées et provocatrices. Le 6 avril, il demanda à Trotsky s'il avait cherché en 1919 à fomenter un mouvement révolutionnaire au Mexique comme Borodine le lui aurait assuré. La question, provocatrice à souhait, visait ouvertement à remettre en cause l'asile de Trotsky au Mexique. Beals se déroba lorsque la majorité de la commission lui demanda des explications et lança dans la presse une campagne de dénigrement des travaux et de la commission. Rivera et Trotsky l'accusèrent d'être un agent du GPU. Il est vrai que Beals jouait en quelque sorte le jeu des stalinien en lançant des questions dérangeantes, complètement partiales. Les commissaires tinrent à se distinguer nettement de lui et furent peut-être par la suite inhibés devant certaines questions. Il est possible que cet effet ait joué en faveur de Trotsky. Etant donné l'envergure intellectuelle du philosophe Dewey, Trotsky n'aurait pas forcément gagné une bataille ouverte de haute voltige intellectuelle. D'un autre côté, Beals a empêché Trotsky de discuter sur certains points et de développer une argumentation en faveur de la Révolution. Mais l'impartialité n'aurait-elle pas souffert de tels développements ?

Les audiences se déroulèrent tout de même avec une certaine sérénité et lors de la treizième et dernière séance, le 17 avril, Trotsky fit une déclaration finale où il affirma sa foi en la Révolution. Dewey fut, paraît-il, très ému de cette déclaration.

Quelque temps après, en décembre, furent rendues publiques les conclusions de l'enquête. Trotsky et Sedov furent déclarés non coupables de la totalité des accusations portées contre eux. L'ensemble des témoignages furent publiés dans deux ouvrages : *The Case of Leon Trotsky* (1937) et *Not Guilty* (1938). L'impact culturel fut relativement important.

Pourtant, quand bien même ces procès confirmaient l'analyse de Trotsky sur la dégénérescence de l'Internationale communiste, ils furent terriblement démobilisateurs. La confiance des militants qui espéraient construire ou reconstruire un mouvement révolutionnaire socialiste fut sapée et leur isolement s'accrut. Aux Etats-Unis, l'un des signes de cette crise fut la publication de « Means and Ends » par John Dewey et l'écho qu'il rencontra.

Le bilan

Le malaise qui régnait au lendemain des contre-procès de Moscou dans les milieux intellectuels se traduisit par le tournant à droite d'un certain nombre d'intellectuels. Sans vouloir s'étendre sur la nature de ce mouvement ni le décrire, ce qu'a parfaitement réalisé Alan Wald dans son ouvrage *The New-York Intellectuals*, notons tout de même que nombreux anti-staliniens qui avaient été proches de Trotsky se sont ralliés à l'idée que le communisme lui-même était amoral. C'est le cas de Solow, Walker, Harrison. Le retournement le plus complet est certainement celui de Max Eastman à la fin des années 1930.

Ces idées de morale, de genèse du stalinisme par le bolchevisme, sont au centre du pamphlet que Trotsky écrivit au début de 1938. Attaquant les libéraux et autres anti-communistes sous toutes les angles, il ne fit pas non plus de quartier à Dewey et entreprit une démonstration sur le thème « la fin justifie les moyens », sur lequel il n'avait pas eu les moyens de répondre à volonté lors des audiences. Peu après, Dewey écrivit une réponse sur ce point précis du pamphlet.

Avant d'entrer dans le vif du sujet avec l'article de John Dewey, il serait intéressant, à double titre, de s'arrêter un peu sur les réactions des libéraux. Tout d'abord parce que, bien que de façon moins élaborée et objective, ils analysent les résultats de l'enquête de la même manière que Dewey. Ensuite parce que Trotsky, dans *Leur Morale et la Nôtre*, s'attaque directement à ce groupe d'intellectuels qu'il qualifie de « snobs réactionnaires », et s'en prend parfois à eux pour ne pas prendre à partie Dewey directement.

Cette mouvance d'intellectuels a exposé ses conclusions notamment dans la revue libérale *Common Sense*³⁹. L'article de base est celui de Selden Rodman, sur lequel chacun expose ses accords et désaccords. Dewey développe des nuances mais se dit a priori d'accord avec l'essentiel. Tout en exprimant des réserves à l'égard des outrances de Rodman, Max Eastman et Sidney Hook s'alignent sur Dewey.

Cette virulence soudaine de ces intellectuels à l'égard de celui qu'ils s'étaient engagés à peine quelques mois auparavant à défendre contre vents et marées, s'explique par l'ensemble de la situation. Nous nous contenterons de noter que Trotsky l'accueille de façon très belliqueuse. Dans une lettre à Rae Spiegel du 29 juin 1938, il écrit :

« Joe (Hansen) m'a communiqué l'information de votre lettre suivant laquelle mon article sur la morale a provoqué un vif mécontentement chez MM. Dewey, Sidney Hook

39. *Common Sense*, décembre 1937-janvier 1939, dont nous citons de larges extraits par ailleurs.

et autres, et qu'ils avaient l'intention d'écraser ma mauvaise philosophie. Je suis très content d'entendre cela » 40.

La guerre est ouverte !

Mais c'est indéniablement dans l'article relativement court, de Dewey, « Means and Ends » 41, que l'on trouve les développements les plus intéressants et les moins passionnels.

« Means and Ends »

L'enquête avait renforcé Dewey dans sa suspicion à l'égard du bolchevisme, qu'il soit de Lénine, Trotsky ou Staline. Il semble qu'il se soit retenu d'attaquer directement la théorie du socialisme. On dirait que c'est le système soviétique qui est ici jugé, un jugement du stalinisme, qui est aussi celui de toute forme d'idéologie et plus particulièrement de l'idéologie marxiste.

Les procès furent pour Dewey une expérience intellectuelle avant tout. Dans une lettre ultérieure à Max Eastman, il a exprimé son enthousiasme :

« Vous aviez raison sur un point - si ce ne fut pas exactement du "bon temps", ce fut la plus intéressante expérience intellectuelle de ma vie » 42.

Politiquement, il dit avoir eu, après ces révélations, une amère désillusion. Il résuma ses conclusions sur le « laboratoire social » qu'avait été l'URSS à ses yeux, dans un entretien accordé à A. Meyer. Il eut également l'occasion de s'exprimer à son retour du Mexique par deux discours, l'un du 9 mai 1937 au Mecca Temple, et l'autre du 12 décembre 1937 à l'hôtel Mecca où il annonça le verdict.

Dans son discours à l'hôtel Mecca, Dewey fait l'amalgame entre les méthodes du PC et des fascistes. Il affirme aussi, plus important, que « les seules fins sont les conséquences », prélude à l'élaboration de sa théorie 43. C'est ce qu'il entend démontrer dans « Means and Ends » 44.

Dewey commence en expliquant que le courant staliniste est défendu dans plusieurs pays du monde par des adhérents qui estiment nécessaires les purges et les falsifications. Soulignant que certains ont utilisé les mesures de la bureaucratie stalinienne pour condamner le marxisme, il rappelle que cette doctrine soutient que « la fin justifie les moyens ». Reprenant l'attaque lancée par Rodman et les autres contre Trotsky, il relève que certains critiques assurent qu'étant donné que Trotsky était marxiste, il aurait eu la même politique que

40. Trotsky, *Œuvres*, 18, p. 115.

41. J. Dewey, « Means and End », *New International*, août 1938.

42. Cité par Wald, *op.cit.*, p. 311.

43. Farrell, p.98.

44. Nous renvoyons ici à la reproduction de l'article dans *Their Morals and Ours*.

Staline. Dewey pose ainsi en guise d'introduction les vrais problèmes auxquels il ne s'était, eu égard à sa position, pas permis de répondre jusque là, mais dont le travail d'enquête avait, selon lui, mis à jour les éléments de réponse. Dewey se propose de discuter, à la lumière de l'exposé de Trotsky, de la question de l'interdépendance dialectique entre la fin et les moyens.

Le point de départ du philosophe est la thèse selon laquelle « la fin, dans le sens des conséquences, produit la seule base pour des idées morales et une action, et donne la seule justification possible pour les moyens employés » 45.

Dewey expose en premier lieu la thèse trotskyste de cette interdépendance dialectique qui veut que la Fin soit l'accroissement du pouvoir de l'homme sur la nature et l'abolition du pouvoir de l'homme sur l'homme. Il estime que cette fin est « la fin qui n'a pas besoin d'être justifiée mais qui est la justification des fins autour desquelles tourment les moyens ». Il opère une distinction entre la fin et les fins, considérant ainsi que certains moyens pour atteindre la fin se sont changés en fins multiples qui justifient les moyens. La fin exprime, selon lui, les intérêts moraux de la société dans son ensemble et pas purement et simplement ceux du prolétariat. Il y a donc une « fin finale justifiante » et des « fins qui sont elles-même des moyens pour la fin finale » 46. Si l'on va donc au bout du raisonnement, les fins ne représenteraient pas les intérêts moraux de toute la société mais trop souvent exclusivement ceux du prolétariat.

Le deuxième point d'attaque de Dewey est celui de la justification des moyens. Trotsky explique que le fait que la fin justifie les moyens ne veut pas dire que tous les moyens sont bons, mais « seuls ceux qui tendent réellement à la libération de l'esprit humain » 47. Il faut donc les examiner scrupuleusement afin de savoir s'ils correspondent à cette fin. C'est là que la théorie sur la double signification des fins prend son importance dans l'analyse de Dewey. « La fin en vue devient un moyen de diriger l'action pour atteindre la fin » 48. Ainsi il n'est plus nécessaire d'examiner les conséquences réelles de l'utilisation des moyens choisis. Ceux-ci ne sont que le moyen d'atteindre une fin qui elle-même est le moyen d'en atteindre une autre. Or la question réelle ne réside pas en une croyance personnelle mais en des conséquences bien réelles que vont produire ces objectifs. Quand Trotsky assure qu'il n'y a pas de dualisme entre la fin et les moyens, l'interprétation naturelle que l'on peut en faire est qu'il va recommander l'usage de moyens pour conduire à la libération de l'homme comme une conséquence objective. CQFD.

A propos de cette justification des moyens, Dewey reprend la thèse de Trotsky et en déduit que l'on pourrait attendre que chaque moyen soit examiné,

45. *Ibidem* p. 68.

46. *Ibidem*.

47. *Ibidem*, p. 69.

48. *Ibidem*, p. 69.

que tous ces effets potentiels soient pesés, sans préjugés, pour arriver à la libération de l'homme. C'est là que les deux points sensibles mis en exergue par Dewey se rejoignent. Les moyens pour atteindre la fin finale étant devenus des fins auxquelles il faut parvenir par tous les moyens, ces fins consistent donc en des préjugés dont tous les effets n'ont pas été examinés, pesés objectivement. Or Trotsky justement explique que la fin et les moyens changent sans cesse de place.

Dewey relève une citation de Trotsky sur la lutte des classes. Selon Dewey, l'interdépendance entre la fin et les moyens a ici disparu ou au moins été submergée. Trotsky aurait déduit « d'une source indépendante la loi de toutes les lois du développement social »⁴⁹. A la place de l'interdépendance, on a donc la fin qui est dépendante des moyens, et les moyens ne sont pas dérivés de la fin. Par conséquent, « la libération de l'esprit de l'homme est ici subordonnée à la lutte des classes comme le moyen par lesquels on peut y arriver »⁵⁰. Ainsi n'est-il pas besoin d'examiner scrupuleusement la lutte des classes comme on devrait le faire pour tous les moyens. La négligence des autres moyens, puisqu'ils devraient être comparés afin qu'on puisse choisir le meilleur pour accéder à la fin finale, est ici automatiquement justifiée.

Ceci amène Dewey à penser que les « moyens ont été déduits d'une loi supposée scientifique au lieu d'être recherchés et adoptés sur la base de leur rapport à la fin morale de libération de l'esprit humain »⁵¹. Mais la loi scientifique n'est-elle pas elle-même déduite de cette fin morale comme tend à le démontrer Trotsky ?

Dewey, par ces gymnastiques de raisonnement, pensait avoir décelé là quelques-unes des contradictions principales de la pensée de Trotsky. La contradiction est-elle à ce point vive dans les théories élaborées par Trotsky ? Chacune des parties, comme il arrive souvent à une telle échelle intellectuelle, présente un raisonnement conséquent et relativement cohérent. Il est donc intéressant d'étudier maintenant dans l'œuvre de Trotsky, non seulement son point de vue sur cette question précise, car en politicien et penseur averti, il connaissait ses points sensibles et anticipait les attaques, mais surtout le sentiment de défaite ou de victoire qu'il a ressenti à l'égard des libéraux en 1938, un an à peine après les audiences, quelques mois seulement après le verdict. A en juger par la virulence du pamphlet, il est indéniable que Trotsky ne s'avouait pas vaincu.

Trotsky : Leur Morale et la Nôtre

Alors que la plupart des intellectuels progressistes suivaient Staline dans une politique que Trotsky avait comparée à celle du Thermidor de la Révolu-

49. *Ibidem*, p. 70.

50. *Ibidem*, p. 70

51. *Ibidem*, p 72.

tion française, alors que nombre d'intellectuels, écrivains, hommes politiques connaissaient les machinations mais utilisaient les procès pour engager contre le bolchevisme un réquisitoire au nom de la morale, alors que Sidney Hook et Max Eastman eux-mêmes prenaient le chemin qui allait plus tard les conduire au maccarthysme, Trotsky décida de répondre sur le plan même où tous ces hommes menaient le débat. Cette réponse s'adressait également pour une large mesure à Dewey. Elle prit deux formes. Trotsky écrivit *Leur Morale et la Nôtre* au début de 1938⁵². Il répondit également indirectement à Dewey et directement à ses amis dans de nombreuses lettres et articles où il leur adressait de vives critiques, aussi bien sur le fond, plus développé dans son pamphlet, que sur leur attitude au moment de la commission. Il est intéressant de relever que, plus le temps passait, plus Trotsky devenait agressif à l'égard de celui et ceux qui avaient pris sa défense. Au fil des mois s'étoffaient l'exposé et la critique des propos et attitudes de Dewey contre le bolchevisme au cours des audiences. Trotsky lui-même, peut-être comme auto-justification, s'attribua d'ailleurs plus de déclarations qu'il n'en fit réellement : la reconnaissance de l'homme a ses limites.

Dans une lettre à Jan Frankel, le 26 janvier 1938, il écrit :

« Il n'était pas très loyal, de la part du "vieux", de vociférer ses propres opinions politiques au nom de la commission. Doublement déloyal parce que je lui avait confié la lecture de mon câble qui, malheureusement, s'abstenait de toute affirmation politique »⁵³.

A Herbert Solow, 22 mars 1938, il écrit que ses « camarades ont tout le temps été trop tolérants », alors que l'attitude des libéraux, Dewey compris, a été « provocante »⁵⁴.

Il écrit le 29 juin 1938 à Rae Spiegel qu'une polémique ouverte était nécessaire avec les libéraux et qu'elle « rétablira les choses dans leurs proportions et rapports naturels ».

« Il nous faut absolument nous délimiter de ces "amis" »⁵⁵

Dans une lettre à la direction du SWP (Socialist Workers Party), le 28 novembre 1939, il fait une sorte de bilan sur ce plan :

« Dewey a fait tout son possible pour compromettre le bolchevisme en général, sur la base du travail de la commission. Nous le savions d'avance mais nous savions aussi que les avantages que nous tirerions de l'enquête seraient incomparablement plus importants que les désavantages des objectifs politiques de Dewey. »⁵⁶

52. Nous renvoyons ici à l'édition JJ Pauvert.

53. *OEuvres*, 16, p. 116.

54. *OEuvres*, 17, p. 67.

55. *OEuvres*, 18, p. 115.

56. *OEuvres*, 22, p. 169.

La réponse théorique, non moins virulente, fut donnée dans *Leur Morale et la Nôtre*. Dans ce pamphlet, Trotsky s'en prend à de nombreuses critiques, idées reçues mais aussi façons de penser. Au milieu d'attaques plus larges adressées à des groupes et intellectuels divers, Trotsky répond point par point à la controverse qui l'oppose à Dewey. On voit ainsi apparaître le problème de conception de la morale, approche éthique du pragmatisme : Trotsky s'en prend aux vérités éternelles, la fin et les moyens dans la morale, le rôle de la lutte des classes, l'interdépendance entre la fin et les moyens.

Trotsky attaque tout d'abord les démocrates et social-démocrates au début de son ouvrage en les accusant de secréter de la morale en période de réaction. Et les critiques s'adressent plus, comme il le précise, « aux révolutionnaires traqués qu'aux réactionnaires »⁵⁷. Le seul moyen d'éviter la réaction serait en fait un « effort intérieur », une « reconnaissance morale »⁵⁸. Ce fut justement le problème de ces années-là, si l'on se place du point de vue de Trotsky. Beaucoup d'intellectuels se réfugièrent sur leur droite quand l'illusion de la terre promise qu'était l'URSS s'évanouit. Le verdict de Dewey, sans en être à lui seul, loin de là, le responsable, fut néanmoins pour beaucoup le catalyseur de ce mouvement.

« Ce n'est qu'à partir de ce moment que les "amis" résolurent de replacer les vérités éternelles de la morale dans le monde de Dieu, c'est à dire de se replier sur leur deuxième ligne de tranchées », écrivait Trotsky⁵⁹.

Pour achever sa démonstration, Trotsky se servit d'un sujet d'actualité. L'idée à la mode selon laquelle Staline et Trotsky seraient « au fond identiques » réunit, nous explique-il, « les libéraux, les démocrates, les idéalistes, les pragmatistes, les anarchistes et les fascistes »⁶⁰. Astucieux retournement qui permet de mettre dans le même sac les libéraux et les fascistes, au même titre que ceux-là s'étaient permis d'associer Trotsky à Staline. Quant aux traits communs entre le fascisme et le bolchevisme, « le développement de l'espèce humaine n'est [pas] épuisé et il arrive que des classes différentes usent à des fins différentes de moyens analogues »⁶¹. Ce n'est donc pas parce que les crimes qui ont accompagné la montée des fascistes au pouvoir font penser à ceux qui ont maculé la Révolution russe, que bolchevisme égale fascisme.

Si les moralistes souhaitaient que « l'histoire les laisse en paix, ce n'est pas le cas ». Elle leur pose au contraire toutes les questions de la création, « leur bourre les côtes » et crée des « bosses symétriques de droite et de gauche sur leur crânes »⁶². Les idées reçues ne fonctionnent plus et la vérité dérange.

57. *Leur Morale et la Nôtre*, p. 17.

58. *Ibidem*, p. 18.

59. *Ibidem*, p. 19.

60. *Ibidem*.

61. *Ibidem*, p. 20.

62. *Ibidem*, p. 21.

Vient ensuite le problème souvent évoqué de « l'amoralisme révolutionnaire », « l'amoralisme bolchevique ». La critique est que, partant de la règle que la fin justifie les moyens, on arrive à la conclusion : « Les trotskystes, comme tous les bolcheviks (ou marxistes), n'admettent pas les principes de la morale, il n'y a pas de différence essentielle entre trotskysme et stalinisme. CQFD. »⁶³. Or d'après Trotsky, si ce n'est pas la fin qui justifie les moyens, qu'est-ce donc ? Le ciel ? Admettre les principes de la morale équivaldrait à admettre l'existence de Dieu, puisque l'on voit mal ce qui, hormis la fin, peut justifier les moyens.

La polémique avec Dewey reprend quand Trotsky aborde les « vérités éternelles ». S'il y a des vérités éternelles, comme le disent les prêtres laïcs, elles remontent avant la formation du système solaire. En théorie donc, une fois de plus, la morale éternelle ne peut se passer de Dieu.

« La morale indépendante des fins, c'est à dire de la société — qu'on la déduise des vérités éternelles ou de la "nature humaine" — n'est au bout du compte qu'un des aspects de la "théologie naturelle" ». La morale est soit intimement liée aux fins, soit théologique. « Les cieux demeurent la seule position fortifiée d'où l'on puisse combattre le matérialisme dialectique. »⁶⁴.

Les autres positions sont bien trop vulnérables pour une telle entreprise et ce serait folie que de prétendre le combattre par l'idéalisme philosophique par exemple. C'est là une attaque directe contre les philosophes qui ont prétention à séparer la morale de la fin. Trotsky démontre en s'appuyant sur Hegel, pour ne pas quitter le domaine philosophique, qu'« invoquer les "vérités éternelles" de nos jours, c'est faire rétrograder la pensée ». Selon Trotsky, « l'idéalisme philosophique n'est qu'une étape : de la religion au matérialisme ou, au contraire, du matérialisme à la religion »⁶⁵.

Autre point développé par Trotsky, la relation entre la fin et les moyens, sur l'interdépendance desquels il conclura ce pamphlet. Là encore on entend des réponses implicites aux attaques de Dewey. Trotsky rappelle que la formule « la fin justifie les moyens » est un précepte des Jésuites dans le combat contre le protestantisme et s'applique donc à la pratique du catholicisme. Il explique que, pour les Jésuites, un moyen peut être indifférent en lui-même. « La justification du moyen est commandée par la fin »⁶⁶. Même les croyants reconnaissent donc que c'est avant tout la fin qui justifie les moyens. Etoffant ces propos de quelques remarques, Trotsky souligne « ce qu'il faut d'ignorance et de médiocrité » pour prendre au sérieux cet autre principe, « inspiré d'une morale plus élevée, évidemment », selon lequel chaque « moyen » porte sa « petite étiquette morale »⁶⁷. Aussi, « le plus grand bonheur humain possible du plus

63. *Ibidem*, p. 22.

64. *Ibidem*, p. 25.

65. *Ibidem*, p. 26.

66. *Ibidem*, p. 27.

67. *Ibidem*, p. 30.

grand nombre » signifie-t-il pour Trotsky que « les moyens qui servent au bien commun, fin suprême, sont moraux »⁶⁸. La formule philosophique de cet utilitarisme coïncide donc avec le principe que « la fin justifie les moyens ». Il semble difficile, suivant cette logique implacable, d'échapper au vieil adage, même pour les plus récalcitrants au matérialisme dialectique.

Répondant aux attaques de Dewey et d'autres, demandant « qu'est-ce qui justifie la fin » et pourquoi certains moyens deviennent des fins, Trotsky écrit :

« Dans la vie pratique comme dans le mouvement de l'histoire, la fin et les moyens changent sans cesse de place. La machine en construction est la "fin" de la production pour ensuite devenir, installé dans l'usine, un "moyen" de production »⁶⁹.

La mobilité est la justification de la souplesse de la politique du révolutionnaire et permet d'adapter les fins et les moyens aux aléas du mouvement de l'histoire. De plus, l'aboutissement à la fin finale s'effectue par étapes : certaines fins constituant la première étape deviennent ensuite des moyens pour atteindre la seconde.

Revenant sur la morale chère à ses adversaires, Trotsky, refusant l'amoralisme qui lui est prêté, va définir la sienne. Selon lui, la morale n'est qu'une fonction idéologique de la lutte des classes puisque « la classe dominante impose ses fins à la société et l'accoutume à considérer comme immoraux les moyens qui vont à l'encontre de ces fins ». La morale a donc un caractère de classe et un intérêt vital à imposer la sienne. En interdisant tout ce qui va à l'encontre de ses principes et risquerait de la déstabiliser, la société bourgeoise inculque aux masses les valeurs morales qui lui permettront de se perpétuer. Le premier devoir du révolutionnaire prolétarien est donc de faire ressortir cette duperie. La lutte des classes seule peut détruire cette morale. C'est une morale fasciste ou révolutionnaire qui va s'y substituer de deux manières opposées.

De même que la démocratie et la morale sont victimes de cette duperie de l'impérialisme, de même le bon sens prétendument « inné » à tous les hommes va en être victime. Le bon sens n'est en fait qu'un « agglomérat de préjugés de classe ». La « simple crise du capital le décontenance ». Il ne veut rien dire en soi, dépend totalement de son contexte et évolue avec lui. Le seul fruit d'analyse de ce bouleversement du « cours normal »⁷⁰ des choses, grâce à de hautes qualités intellectuelles, en philosophie, est le matérialisme dialectique. Ainsi, les autres philosophes aux hautes qualités intellectuelles qui n'aboutiraient pas à ces conclusions seraient soit de mauvais philosophes, soit emplis de préjugés. Trotsky cite à ce sujet Max Eastman qui lui reproche d'avoir manqué de bon sens, ce qui lui a fait perdre le pouvoir. Selon Trotsky,

68. *Ibidem*, p.31.

69. *Ibidem*, p. 32.

70. *Ibidem*, pp.43-44.

ce serait plutôt Staline qui aurait été victime de son bon sens. La différence entre Trotsky et les moralistes, selon lui, est que la doctrine marxiste lui avait permis depuis longtemps de prévoir le thermidor, alors que les doctrinaires du « bon sens », eux, furent surpris par le marxisme et le stalinisme⁷¹.

Sur sa lancée, le raisonnement rapproche les moralistes et le GPU. C'est l'ensemble des libéraux, ici, qui est visé tandis que l'hommage à Dewey est discret mais bien réel. Constatant l'absence de réaction contre Staline à la suite des procès de Moscou, Trotsky conclut que seuls les plus inintelligents ont pu croire Staline. Les autres ne se sont donnés aucun mal pour vérifier mais se sont finalement contentés de profiter des avantages de la situation. N'est-ce pas là l'illustration parfaite de la thèse de « la fin justifie les moyens » ? Par ailleurs, la grande bourgeoisie a observé avec une satisfaction certaine l'extermination des révolutionnaires en URSS. Aussi, après le verdict pour le moins déstabilisant de la commission Dewey, ils se sont repliés sur les « vérités éternelles ».

Du coup, ces libéraux social-démocrates que la Révolution d'Octobre fit douter reprennent des forces. N'est-ce pas là un peu le cas de Dewey, un temps admirateur de l'oeuvre qui se construisait en URSS ? Les vieux aphorismes ressortent : « Toute dictature porte en elle-même les germes de sa propre dissolution ». C'est pour Trotsky tour de force : « l'infection du stalinisme, réalité historique, est mise en comparaison avec la démocratie supra-historique »⁷². Pourtant les auteurs de tels amalgames étaient les premiers à clamer que la Révolution ne pourrait jamais être importée aux Etats-Unis. De plus, le stalinisme n'est pas non plus une « dictature » abstraite mais une « vaste réaction bureaucratique contre la dictature prolétarienne dans un pays arriéré et isolé »⁷³.

Aussi le rôle primordial de la révolution est-il une « rupture décisive avec l'opinion publique bourgeoise », qu'elle concerne les notions de démocratie, morale, bon sens, ou plus encore. C'est justement ce qui fait peur aux bourgeois qui ont tout à y perdre, qui se lamentent sur « l'amoralisme révolutionnaire ». Trotsky va encore plus loin dans son analyse. Non seulement les bourgeois imposent leur morale et leur bon sens, mais la société en porte indélébilement les marques, ce qui fait que la révolution sera également amenée à les porter un temps. « La société sans antagonismes sociaux sera, cela va de soi, sans mensonge et sans violence. Mais on ne peut jeter vers elle un pont que par les méthodes de violence. La révolution est en elle-même le produit de la société divisée dont elle porte nécessairement les marques ». Les points noirs de la révolution furent en fait directement hérités de la société rejetée. On pourrait conclure ce long développement par cette citation :

71 *Ibidem*, p. 46.

72. *Ibidem*, p. 60.

73. *Ibidem*, p. 61.

« Du point de vue des "vérités éternelles", la révolution est naturellement "immorale". Ce qui nous apprend seulement que la morale idéaliste est contre-révolutionnaire, c'est-à-dire au service des exploités »⁷⁴.

Estimant que le stalinisme est largement réactionnaire, Trotsky accuse « tous les groupements de la société bourgeoise, anarchiste compris, [de recourir] à son aide contre la révolution prolétarienne ».

« La morale de ces messieurs consiste en règles conventionnelles. Puis, pour se justifier, ils répètent que "trotskysme et stalinisme sont une seule et même chose" »⁷⁵.

Trotsky ne se veut pas amoral et refuse que la révolution ou ses dirigeants soient qualifiés comme tels :

« L'amoralisme de Lénine, c'est-à-dire son refus d'admettre une morale supérieure aux classes, ne l'empêcha pas de demeurer toute sa vie fidèle au même idéal. Ne semble-t-il pas que l'amoralisme n'est dans ce cas que le synonyme d'une morale humaine plus élevée ? »⁷⁶.

Enfin, dernier point traité par Trotsky et qui concerne sans doute le plus directement Dewey, celui de l'interdépendance entre la fin et les moyens. La fin est justifiée dans la mesure où elle mène à « l'accroissement du pouvoir de l'homme sur la nature et l'abolition du pouvoir de l'homme sur l'homme ». Pour cela, « est permis tout ce qui mène réellement à la libération des hommes »⁷⁷. Mais de toutes façons, cette fin ne peut-être atteinte que par des voies révolutionnaires. Les libéraux parleront de « préjugé ». Les règles en sont déduites des lois du développement social, c'est-à-dire de la lutte des classes, loi des lois. Ils parleront de « croyance » ou de « scientisme ».

Tout n'est cependant pas permis :

« Ne sont admissibles et obligatoires que les moyens qui accroissent la cohésion du prolétariat, lui insufflent dans l'âme une haine inextinguible de l'oppression, lui apprennent à mépriser la morale officielle et ses suiveurs démocrates, le pénètrent de la conscience de sa propre mission historique, augmentent son courage et son abnégation »⁷⁸.

Il n'y a pas de réponse automatique sur ce qui est permis ou inadmissible, car « les questions de morale révolutionnaire se confondent avec les questions de stratégie et de tactique révolutionnaire ». Donc, « le matérialisme ne sépare pas la fin des moyens » puisque celle-ci se déduit de façon très naturelle du de-

⁷⁴. *Ibidem*, p. 70.

⁷⁵. *Ibidem*, p. 94.

⁷⁶. *Ibidem*, p. 88.

⁷⁷. *Ibidem*, p. 95.

⁷⁸. *Ibidem*, p. 96.

venir historique. La fin et les moyens sont interdépendants, changeants et justifiés par les définitions ci-dessus. Trotsky répond ainsi à Dewey :

« Les moyens sont organiquement subordonnés à la fin. La fin immédiate devient le moyen de la fin ultérieure »⁷⁹.

Dans ces quelques vers jugés fort imparfaits empruntés à Lassalle, on trouve une conclusion à ce débat avec Dewey :

« Ne montre pas seulement le but,
Montre aussi le chemin,
Car le but et le chemin sont tellement unis
Que l'un change avec l'autre et se meut avec lui
Et qu'un nouveau chemin révèle un autre but »⁸⁰.

Conclusion

Théâtre d'un véritable débat de fond entre deux grands de la pensée politique, les contre-procès de Moscou furent bien plus qu'une simple Cour de justice. L'affaire, loin d'être « classée », abreuva les plumes d'une multitude d'intellectuels et chatouilla la verve du vieux révolutionnaire. La polémique qui animait Dewey et Trotsky pendant ces audiences, resta discrète. Il n'y eut pas débat d'idées à couteaux tirés, aucun des deux hommes ne pouvait se le permettre. Ils étaient là devant une Cour de justice impartiale et non une conférence — le crédit de la commission était en jeu, comme l'était la vie de Trotsky. Implicite certes, mais bien réelle, l'opposition transpire à partir des comptes-rendus des audiences et des écrits ultérieurs de ceux qui étaient à Coyoacán. Après que le verdict eût été rendu, la soif de Dewey et Trotsky d'avoir le dernier mot dans ce débat masqué, est plus que patente. Les désaccords fondamentaux apparaissent en plein jour et chacun de se justifier ou de démentir indirectement les propos de l'autre, attisant ses mécontentements. L'affrontement magistral avait enfin sa place, il se déroula indirectement et de façon feutrée pour ne pas compromettre le verdict. Les reproches à Dewey allant crescendo dans les lettres de Trotsky dévoilent également l'étendue de ce qui avait échappé jusqu'ici dans ces procès. Et l'étude des motivations profondes de Dewey éclaire sur la volonté inavouée qu'il avait de faire de ces audiences le procès du système soviétique, dont ses conclusions personnelles, exposées après le verdict, ne firent que confirmer ses présomptions : le stalinisme n'est autre que l'enfant naturel du bolchevisme.

⁷⁹. *Ibidem*, p. 97.

⁸⁰. Ferdinand Lassalle, *Franz von Sickingen*, cité par Trotsky, *Leur Morale*, p. 98.

Devons-nous regretter une telle opposition ? Bien au contraire ! Celle-ci fut une caution exceptionnelle pour le jugement de la commission, lui conférant une impartialité rare en ces temps troublés et ô combien méritée. Illustration d'une justice bien prononcée, malgré les tentatives des staliniens, de Beals et autres ennemis du comité de défense, le jugement fut sans appel et incontesté par l'ensemble de l'opinion publique internationale. Des avis aussi divergeants, sur des problèmes aussi cruciaux, n'avaient pu être le foyer d'une manipulation trotskyste dirigée contre Staline. La pluralité de la commission fut son gage de crédibilité. Il ne peut en être autrement en matière de justice.

L'oeuvre historique de la commission fut d'avoir démolí l'une des plus grandes impostures de tous les temps, même si l'on ne s'en est pas aperçu tout de suite. C'est à jamais que le verdict a détruit les procès de Moscou.

Par ailleurs, si la signification de la Révolution russe semblait être au centre des oppositions et débats, tacites ou ouverts, elle semble pourtant n'avoir nullement souffert des vues libérales de John Dewey, ni avoir été grandie par la grâce de Léon Trotsky. Est-ce à dire que débat il n'y eut pas ? Non, chacun a pu apprécier le combat différemment. La réelle portée du combat qui fit suite au verdict, combat de ces hommes et de leurs idées, ne fut pas de convaincre l'opinion publique tout entière, même si l'intention y était, mais de conforter un grand nombre d'intellectuels, plongés dans les affres du doute, et de les orienter vers leur analyse, une analyse puissamment élaborée, ce qui explique aussi le fait qu'il est difficile de déterminer lequel des deux a remporté le débat. Chacun appréciera. Car les deux hommes étaient assez solides pour tenir tête à l'adversaire et imposer leur jugement, tour à tour, en démontrant chaque fois sa grande cohérence aux yeux du public.

Union entre deux grands, idéologiquement opposés, pour une cause immense et fondamentale, celle de la justice, de la vérité : voilà ce que nous aimerions retenir de ce grand moment d'humanité que furent les contre-procès. Lorsque les droits fondamentaux de l'homme transgressent les lois du silence, rien n'est plus beau que de voir des hommes prêts à tout pour les défendre dignement.

Par delà les désaccords et les rivalités personnelles, par delà les intérêts privés et railleries du monde entier, cette union pour un défi contre le mensonge, empreinte de diversité, fut un véritable moment de « la conscience humaine ».

C'est parce que les objectifs des deux parties n'étaient pas les mêmes que l'imposture que fut le procès de Moscou a pu être mise à nu. C'est parce que les conclusions ultérieures divergeaient, que le jugement sans ombre a pu illuminer la conscience internationale. C'est parce que leurs vérités se rejoignirent malgré des chemins différents que ces hommes ont donné une grande leçon d'humanité.

Anne Bauduin

La commission rogatoire française à travers la lunette de l'Histoire

Le poids de la commission rogatoire française (C.R.F.) dans la contre-enquête internationale sur les procès de Moscou a été injustement négligé, comme le donne à penser, avec 42 ans de recul, la lecture de son compte rendu.

De cet épisode de l'Histoire, on ne retient bien souvent que la conclusion de la contre-enquête menée par la « commission Dewey », du nom de son président, le fervent défenseur des valeurs démocratiques et philosophe américain, John Dewey, qui tient en deux mots : « Not Guilty » (non coupables).

Pourtant les lectures comparées du compte rendu de la C.R.F., du compte-rendu de la sous-commission de Coyoacán (nous y reviendrons) — publié sous le titre *The Case of Leon Trotsky* (L'affaire Léon Trotsky) — et du rapport final de la commission Dewey ont vite fait de persuader le lecteur que la C.R.F. a pesé tout autant que la sous-commission de Coyoacán dans les conclusions de la contre-enquête.

Le processus de la contre-enquête internationale s'enclancha après les deux premiers procès de Moscou, sous la pression des comités de défense de Léon Trotsky dispersés à travers le monde industrialisé.

Organisée en mars 1937, la commission se subdivisa d'abord : sous-commission de Coyoacán (10 - 17 avril 1937) dont le passionnant face à face Trotsky-Dewey reste célèbre, Trotsky témoignant de sa vie, de l'histoire de la révolution et de l'U.R.S.S. au gré des questions d'un John Dewey poussé aussi par la curiosité intellectuelle; commission rogatoire française présidée par Me Modigliani — avocat qui plaida pour la famille de Matteotti, membre du comité exécutif de l'Internationale socialiste —, qui, à Paris du 11 au 22 mai 1937, entendit principalement le témoignage du fils de Trotsky, Léon Sedov; sous-commission de New-York, de moindre importance que les deux premières, réunie en juillet 1937 pour entendre des témoins américains.

Puis, en décembre 1937, la commission d'enquête se réunit en séance plénière et prononça son verdict, « Not Guilty », qui servit de titre au rapport final.

Aujourd'hui, celui qui observe la C.R.F. à travers la lunette de l'Histoire doit d'une part reconnaître son importance dans la disculpation de Trotsky et de Lev Sedov et d'autre part, éclairé par les découvertes historiques faites depuis, relativiser le concept de « vérité ».

La contribution de la C.R.F. à la contre-enquête internationale doit beaucoup au témoignage de Lev Sedov (Ljova). C'est Me Modigliani qui dirigea le contre-interrogatoire et demanda à Ljova quelle était sa version sur ses rapports avec chacun des accusés qui, au cours des procès, l'avaient impliqué dans leur témoignage. Sedov s'exécuta et relata avec une grande précision son emploi du temps, ses activités et les relations qu'il entretenait avec ses parents, du temps où il habitait Berlin.

Il produisit à l'appui de ses dires des documents écrits : cahiers de la Technische Hochschule de Berlin, où il poursuivait ses études, passeport, visas et correspondance avec ses parents. Il lui suffit même parfois, pour être convaincant, de relever les contradictions et invraisemblances, avec intrèques de la fausseté des comptes rendus des procès.

Il fit ainsi s'écrouler plusieurs témoignages en chaîne et prouva du même coup qu'il était innocent de ce dont on l'accusait : avoir été, avec son père, l'instigateur d'un groupe terroriste préparant l'assassinat de Staline et la prise du pouvoir. L'un des points sur lesquels les membres de la C.R.F. furent le plus difficiles à convaincre réside, semble-t-il, dans les liens entre I.N. Smirnov et Sedov.

Rappelons que le témoignage de Smirnov est la pierre d'angle du premier procès. Smirnov, après avoir longuement résisté au procureur Vychinsky, avoua avoir rencontré Sedov à Berlin en 1931. Sedov ne nia pas que cette rencontre ait eu lieu mais son interprétation concernant son contenu divergea de la version de Smirnov.

D'après Sedov, étant donné que cette rencontre représentait la première reprise de contact de Smirnov avec l'Opposition depuis sa capitulation en 1929, il n'était pas question que lui, Sedov, abattit ses cartes politiques, dans l'hypothèse — qu'il récuse par ailleurs — où il aurait eu un quelconque projet.

En revanche, il n'était pas besoin d'être du même bord politique, argumente-t-il, pour échanger des informations sur la situation en Russie. C'est uniquement de ces informations, précieuses pour le rédacteur en chef du *Biulleten Oppositsii* qu'était Ljova, qu'il fut question entre Sedov et Smirnov puis avec l'émissaire de Smirnov, affirme Sedov.

Au contraire, dans ses aveux, Smirnov assure que les deux hommes auraient discuté de la nouvelle stratégie de l'opposition : le terrorisme, dit-il. Entre les deux, les membres de la commission de Paris balancent.

Ils ont du moins du mal à croire que Smirnov et Sedov s'en soient tenus à un échange de nouvelles sur le pays, et que Sedov n'ait pas, à un moment ou à un autre, proposé « d'amorcer un commencement d'opposition à l'intérieur de

l'U.R.S.S. »¹. Face à ces doutes émis par les membres de la C.R.F., Sedov campa sur ses positions et insista sur le fait que Smirnov était de toute façon partisan de la passivité.

Ainsi, Sedov nia non seulement l'existence d'un « centre terroriste trotskyste-zinoviéviste » ou « centre parallèle » sur lesquels portait l'accusation des deux premiers procès, mais aussi l'existence d'une alliance politique des oppositions en U.R.S.S., que les membres de la C.R.F. avaient pressentie.

Finalement, l'insuffisance du compte-rendu du procès d'août concernant le témoignage de Smirnov fit oublier l'intuition des membres de la C.R.F. La commission Dewey trancha en concluant que tout était faux dans la déposition de Smirnov.

Après Sedov, à Paris, ce fut le tour de Victor Serge, qui évoqua son expérience des procédures judiciaires en Union Soviétique; d'Eugen Bauer (pseudonyme d'Erwin H. Ackerknecht), médecin, dirigeant de l'Opposition de gauche en Allemagne jusqu'en 1933 puis secrétaire du mouvement trotskyste à Berlin jusqu'à sa rupture en 1934, demeuré ami de Sedov; et des époux Pfemfert, Franz et Alexandra, vieux amis de Trotsky, qui accueillirent Sedov à Berlin puis lui servirent de boîte aux lettres et de standard téléphonique alors qu'il n'habitait plus chez eux. Ces trois témoignages s'avèrent précieux en tant que ceux de proches de Sedov; tout concorde avec ce que Sedov a dit précédemment.

Dès lors, il va sans dire que le rapport de la C.R.F. est la deuxième pièce maîtresse sur laquelle s'appuie le rapport final de la commission de contre-enquête. Comme dans un puzzle ces deux pièces se complètent pour former un tout cohérent et convaincant.

Il ne fait plus aucun doute après *Not Guilty* que les procès ont été de pures machinations montées par Staline pour se débarrasser de la vieille garde bolchevique — presque tous les accusés des procès sont d'anciens opposants —. La preuve de la non-culpabilité de Sedov et Trotsky en regard de l'accusation formulée par le procureur, celle d'avoir formé un centre terroriste, n'est plus à faire non plus.

Néanmoins, toute la lumière n'a pas été faite sur le véritable fond politique des procès et notamment sur l'intuition des membres de la C.R.F. N'y avait-il vraiment aucun lien entre les accusés de Moscou et ceux qu'on jugeait en leur absence, Trotsky et Sedov ? Acte d'accusation, choix des accusés résultaient-ils d'un arbitraire pur ou Staline a-t-il tué comme il l'entendait des gens précis qu'il visait, et pourquoi ?

D'autres questions restaient en suspens après l'étape de la commission Dewey, comme celle des aveux d'un bolchevik de la trempe d'I.N. Smirnov. Cet

1. Rapport de la commission rogatoire, 2e séance, p.3.

homme qui, en 1929, avait mis un point d'honneur à rédiger une lettre de capitulation lui permettant de garder sa dignité, pourquoi avoua-t-il ?

Malgré les réhabilitations des accusés des deux premiers procès — non compris L.D et Sedov, bien que leur innocence ne fasse plus de doute pour personne — intervenues le 13 juin 1988, les historiens n'en ont pas fini avec cette période de l'Histoire.

La découverte par Pierre Broué, dans les années 80, de l'existence d'un « bloc politique des oppositions » a éclairci la question du fond politique des procès² et permet aujourd'hui de lire entre les lignes du rapport de la C.R.F.

En deux mots, ce bloc consista en l'alliance de plusieurs groupes tous opposants à la politique de Staline, dont les bases furent jetées lors de l'entretien entre I.N.Smironov et Sedov en décembre 1931, à Berlin.

Concernant le lien entre le bloc et les procès, Pierre Broué formula lors de sa découverte l'hypothèse suivante :

« Si Staline avait eu connaissance de l'existence d'un bloc politique des oppositions contre lui, peu avant l'assassinat de Kirov, qui, en février 1934, marqua le début des purges, cela expliquerait qu'il ait voulu faire disparaître toute la vieille garde bolchevique, par peur de perdre le pouvoir, en faisant du bloc des oppositions — parfaitement légal, lui — un centre "terroriste" ».

D'autre part, l'existence de ce bloc établie de manière indubitable par P. Broué, prouve que Sedov et Trotsky n'ont pas dit toute la vérité lors de la contre-enquête internationale.

En particulier, tout ce que Léon Sedov a affirmé devant la C.R.F. à propos de son entretien avec Smironov apparaît, à la lumière de cette découverte historique, comme un petit bijou du double langage. Quand on connaît l'enjeu réel de l'entretien Ljova-Smironov, une lecture *a posteriori* du rapport de la C.R.F. fait clairement apparaître la tactique suivie par Sedov : se rapprocher le plus possible de la vérité tout en louvoyant pour ne pas la dévoiler tout à fait.

Il faut dire, à sa décharge qu'il s'était opposé à la solution proposée par Trotsky de nier à la fois l'existence d'un centre terroriste et d'une alliance politique. La correspondance entre le père et le fils au moment de l'organisation de leur défense en 1936, le montre. Trotsky l'emporta et aussitôt Sedov appliqua, comme en témoigne son *Livre Rouge sur les Procès de Moscou*.

Dans ce travail, rédigé en octobre 1936, Sedov commença à rétablir la vérité tout en en gardant une partie secrète. Ainsi il y écrivit :

« En 1932, on put observer un certain réveil, d'ailleurs assez faible des groupes qui avaient autrefois capitulé devant Staline : le groupe de Zinoviev et Kamenev, le groupe

2. Voir les *Cahiers Léon Trotsky* n°5, 1980; n°24, 1985. La synthèse sur la question du bloc des oppositions a été faite par P. Broué dans un rapport intitulé *Party Opposition to Stalin (1930-1932) and the First Moscow Trial*. Il doit être publié dans les actes du Third World Congress for Soviet and East European Studies, Washington, 1985.

des anciens stalinistes de gauche de Lominadzé-Chatskine-Sten (qu'on appelait les "gauchistes"), de Smironov et de ses amis³ et aussi quelques droitiers, Rioutine, Slepkov et autres. »⁴

Mais poursuit-il

« on n'alla pas plus loin que des conversations à coeur ouvert, on rêvait qu'il serait bon d'avoir une autre politique et une autre direction. Vraisemblablement, les hommes des différents cercles et groupes recherchèrent un rapprochement personnel, des liaisons l'un avec l'autre. »⁵

Et il ajoute plus loin :

« L'opposition de gauche accordait au réveil de ces groupes — les "libéraux du parti", comme on les appelait —, une importance surtout symptomatique. Bien entendu, cela pouvait servir de point de départ au retour de Zinoviev, Kamenev, Smironov et autres sous le vieux drapeau des bolcheviks-léninistes, mais il n'en fut rien. »⁶

Mise à l'épreuve dans le *Livre Rouge*, c'est la même tactique - mentir le moins possible mais ne pas dire toute la vérité —, qui transparait dans le témoignage de Sedov devant la C.R.F..

Ainsi, c'est apparemment en toute bonne foi qu'il affirme, pour expliquer l'imprudence des propos de Smironov, personnage politique soviétique d'envergure, sur la situation en Russie (Smironov aurait notamment critiqué d'après Sedov, le traitement subi par les paysans, à l'époque de la dékoulakisation), que Smironov n'avait « aucune raison de se méfier » de lui.

Autre exemple de la tactique de Sedov, les raisons pour lesquelles Smironov aurait accepté de s'entretenir avec lui :

« Ça a été le fait que, tout en ayant capitulé devant le gouvernement stalinien, il n'en est jamais arrivé à accepter comme ne pouvant faire l'objet d'aucune remarque tout ce qui se passait en U.R.S.S. Bien au contraire, il jugeait qu'un tas de choses n'allaient pas comme elles auraient dû aller. »⁷

Un peu avant encore, il déclarait :

« Je crois pouvoir affirmer que Smironov, tout en ayant capitulé, avait quand même conservé certaines idées qui nous étaient communes. »⁸

Pourtant, Sedov contourne *in extremis* l'aveu de l'existence du bloc par un mensonge :

3. Ces trois premiers groupes sont justement parmi ceux qui ont constitué le bloc des oppositions. Le groupe Rioutine, lui, est resté en dehors.

4. Sedov Léon. *Le Livre Rouge sur les Procès de Moscou*, oct.1936 in *C.L.T.* n°14, juin 1983, p.65.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.* p.66

7. Rapport de la Commission Rogatoire, 2e séance, p.3.

8. *Ibid.* pp.2-3.

« Mais son idée était qu'il était impossible de lutter et que tout en n'approuvant pas toutes les décisions et les agissements du régime stalinien, il valait mieux attendre un changement dans le bon sens. »⁹

Lors d'une séance suivante de la C.R.F., Sedov doit justifier le fait que Smirnov, après avoir exprimé l'opinion qu'il n'y avait rien à faire en Russie, ait tout de même renoué avec lui par l'envoi d'un émissaire, Holzman, porteur d'un rapport sur la situation en Russie. Sedov, alors, avoue presque :

« Je pense que Smirnov n'a pas pensé sortir de son attitude passive lorsqu'il m'a envoyé le mémorandum dont j'ai parlé. En tout cas, il est bien possible qu'en 32, à la suite de circonstances, il a cru devoir faire quelque chose de plus que de garder une attitude passive. »¹⁰

Mais il recule aussitôt :

« Je tiens à faire noter que Holzman lui-même, tout en se mettant en rapport avec moi à Berlin, en 32, n'a pas manqué de répéter de la part de Smirnov que celui-ci jugeait encore que sortir d'une conduite passive signifiait risquer sa tête inutilement. »¹¹

A jouer ainsi à cache-cache avec la vérité, Sedov finit par se « trahir » par l'emploi de certaines formules. A propos de son entrevue avec Smirnov par exemple, il avoue que Smirnov employait les pronoms « vous » et « nous »¹². Pour le lecteur averti, cet emploi malencontreux du pluriel indique que les deux hommes ne conversaient pas simplement en vieux amis, mais qu'ils étaient bel et bien en train de négocier pour le compte de leurs groupes respectifs.

Reste à savoir pourquoi Sedov et Trotsky ont menti. L'hypothèse la plus probable ici, serait, d'après Pierre Broué, qu'ils aient voulu éviter de compromettre ceux de leurs camarades, qui se trouvaient entre les mains du G.P.U. Ils ne savaient ce qu'ils avaient avoué ou tu. Avouer l'existence d'un bloc politique aurait été par conséquent, tout autant, si ce n'est plus dangereux que de reconnaître l'existence d'un « centre terroriste trotskyste-zinoviéviste. »

Mais ils ne tenaient pas pour autant à dissimuler la vérité pour l'éternité. Après tout, ce sont des textes retrouvés dans leurs archives, ouvertes presque un demi-siècle après leur disparition, qui nous ont permis d'y voir clair et de comprendre leur « mensonge tactique ». On peut même penser que, dans le contexte actuel de dégel de l'histoire soviétique, la vérité a une portée infiniment plus grande qu'elle ne l'aurait eu à l'époque où ils l'ont dissimulée. Et que cela répond à ce que fut l'objectif de leur vie.

9. *Ibid.* p.3.

10. *Ibid.* 4e séance, p.2.

11. *Ibid.* p.3.

12. *Ibid.* 1ère séance, p.4.

Documents

L. Sedov et Victor Serge devant la commission rogatoire

Nous publions ci-dessous les deux dépositions essentielles faites devant la Commission rogatoire de Paris, celle de L.Sedov et celle de Victor Serge, jusqu'à présent inédites.

L'original est un manuscrit parfois obscur où aucun souci de clarté et surtout de correction de la langue n'a prévalu. Nous l'avons retouché prudemment, en proposant des corrections chaque fois qu'elles s'imposaient et que le sens nous apparaissait: nous avons signalé chaque fois ces retouches. En revanche nous avons corrigé sans problèmes et sans le signaler les évidentes fautes d'orthographe, de ponctuation ou d'accord, en ajoutant entre crochets les mots manquant à notre avis. Quand le texte nous paraissait obscur ou fautif et que nous n'apercevions aucune solution indiscutable, nous avons fait suivre le passage en question de la mention sic.

C'est faute de place que nous n'avons pas reproduit les autres témoignages, ceux de Bauer (Ackerknecht) et des époux Pfemfert.

Le lecteur intéressé relèvera que, bien que les différents auteurs mentionnent toujours dans la liste des membres de la commission le socialiste Maurice Delépine, le catholique Jacques Madaule et le journaliste Jean Galtier-Boissière, le premier n'a participé à aucune de ces séances, mais seulement à la dernière, le second n'a participé qu'à la première et le troisième n'est jamais venu. La vraie composition de la commission est donc : Me Giuseppe Emmanuele Modigliani (1872-1947), avocat italien, émigré, membre du PSI, qui a présidé la plupart du temps, Jean Mathé (1886-1973) qui était alors secrétaire de la Fédération postale CGT depuis 1928, Mme Marthe Chabrun (1888-1973), veuve de l'ancien ministre César Chabrun, qui était la présidente de l'association pour la défense des prisonniers politiques. On relève la présence de la secrétaire du comité français, la jeune enseignante Andrée Limbour (née en 1900) et, bien entendu, de l'avocat de Trotsky, Me Gérard Rosenthal (né en 1903).

Commission rogatoire

12 mai - 22 juin 1937

Première session

Le Comité pour l'Enquête sur le Procès de Moscou constitué à Paris ayant décidé de constituer une Commission Rogatoire qui aurait à recueillir les déclarations et témoignages que les intéressés jugeraient bon[nes] et voudraient faire enregistrer. Cette commission est constituée de la façon suivante : Mme César Chabrun, Me Delépine Maurice, du Barreau de Paris, Prof. Jacques Madaule, M. Mathé, employé et Me Joseph Emmanuel Modigliani, ancien avocat à la Cour à Rome et M. Jean Galtier-Boissière écrivain.

Et ce jour, 12 du mois de mai 1937, la dite Commission s'est réunie à la salle E des Sociétés Savantes, rue Danton à Paris, à 9 h. du soir, ses composants sont tous présents, à l'exception de Me Delépine, malade et de M. Galtier-Boissière, qui est en voyage.

En l'absence de Me Delépine, la Commission décide que Me Modigliani dirige ce soir ses travaux.

Comme la Commission, dans une précédente réunion, avait décidé de mettre au courant soit l'Ambassade soviétique soit le Parti Communiste français, soit les Amis de l'URSS, association siégeant à Paris, que toutes facilités leur seraient accordées de participer aux travaux de la Commission, Melle Andrée Limbour, sur la demande du Président, déclare que des lettres, soit à l'Ambassade, soit au Parti Communiste, soit aux Amis de l'URSS, ont été envoyées dans le sens ci-dessus indiqué dès le 7 mai, mais qu'aucune réponse n'a été reçue par le Comité. Melle L[imbou]r s'engage à apporter à la Commission à sa prochaine séance les copies des trois lettres ci-dessus indiquées. La Commission d'enquête ayant décidé dans une précédente réunion que la Ligue Française des Droits de l'Homme devait envoyer un délégué pour participer aux travaux de la Commission, Melle L[imbou]r, à la demande du Président, déclare que cette invitation a été faite mais mais qu'aucune [réponse n'est parvenue]. Melle L[imbou]r s'engage à apporter à la prochaine séance de la Commission la copie de cette invitation.

Sont intervenus à la séance le citoyen Léon Sedov et Me Gérard Rosenthal, du Barreau de Paris, lequel déclare vouloir représenter le citoyen Léon Trotsky en vertu d'une délégation dont il apportera la preuve à la prochaine réunion de la Commission. Melle L[imbou]r déclare vouloir représenter par devant la Commission le Comité d'Enquête.

La Commission enregistre les déclarations des trois partis sus-indiqués.

Melle L[imbou]r, en sa qualité de secrétaire, demande qu'on procède à l'interrogatoire de Léon Sedov.

La Commission est d'accord que, tout en réservant la façon de laquelle elle s'assurera de la véracité des témoins si elle a à en entendre, (pour) décider¹ que le citoyen Léon Sedov ne saurait être considéré comme témoin et qu'il n'y a donc pas lieu de lui demander de s'engager de façon solennelle à dire la vérité. Après quoi le Président demande au citoyen Léon Sedov de bien vouloir préciser ses nom, prénom et qualité : Léon Sedov, fils de Léon Trotsky, vivant à Paris, né 24 février 1906 à Petersbourg (Russie) Donc :

A la demande du Président, le citoyen Sedov déclare avant tout qu'il met à la disposition de la Commission :

1 - un exemplaire d'une brochure ayant pour titre *Livre rouge* dont il est l'auteur,

2 - une lettre [la copie] ronéotypée en 18 pages qu'il a adressée à la Ligue des Droits de l'Homme en date du 5 janvier 1937,

3 - Le Cahier n°2 de la publication de la revue *Quatrième Internationale* dans lequel a été publié à la page 4 un article ayant comme titre « Le Procès de Novosibirsk », signé S et dont il est l'auteur,

4 - Le Cahier n°1 de la même revue dans lequel, à la page 7, a été publiée une thèse ayant comme titre « La Quatrième Internationale et l'URSS », thèse à laquelle le citoyen Sedov déclare avoir collaboré.

Les quatre documents seront joints au procès-verbal.

Invité par le Président à déclarer ce qu'il croit bon dans son intérêt, le citoyen Sedov répondit :

« Ayant été nommé et visé dans les deux procès de Moscou, je déclare avant tout que je plaide non coupable. J'entends même porter à mon tour des accusations. Je désire que la Commission m'adresse toutes les demandes qu'elle jugera bon de m'adresser parce que je tiens à ce que la lumière la plus complète soit faite sur le rôle que j'ai joué ou pas joué dans les affaires dont il s'agit ».

Le Président porte à la connaissance du citoyen Sedov que les membres de la Commission ont tous reçu du Comité d'Enquête un questionnaire qui n'a

1. Le texte original comporte seulement « décide » au lieu de « pour décider ».

bien entendu aucun caractère limitatif et qui a été rédigé dans le seul but de faciliter les travaux de la Commission. Il demande donc au citoyen Sedov s'il n'a rien contre (le fait que) la commission se serve de ce questionnaire pour amorcer son travail. Le citoyen Sedov déclare ne pas s'opposer à cette façon de procéder et le Président prend acte.

A la demande du Président, le citoyen S[edov] déclare :

« Il est exact que, dans les comptes rendus du premier procès de Moscou, du 16 août 1936, l'accusé Smirnov a déclaré que je l'avais rencontré au mois de mai [1931] à Berlin, mais je dois commencer par préciser que cette rencontre n'a eu lieu qu'au mois de juillet de la même année. Je dois préciser que le procès-verbal ne dit pas même que cette rencontre aurait eu lieu au mois de mai et qu'il se borne à dire que Smirnov s'était rendu à Berlin au mois de mai. En tout cas, cette rencontre a été due à un pur hasard. Je sortais du magasin KDW de la place Wittenberg lorsque, sur la porte, je me suis heurté à Smirnov. Je tiens à préciser que j'ai connu Smirnov dès mon adolescence parce que Smirnov était en rapport avec ma famille. Par la suite, j'ai continué à avoir des relations avec lui parce que nous travaillions ensemble dans l'Opposition de gauche... Mais en 1929, Smirnov ayant quitté l'Opposition de gauche, non seulement il n'y a eu par la suite aucune relation entre nous mais je l'ai considéré comme un adversaire. Je dois préciser que, lorsque Smirnov quitta l'Opposition de gauche, il a fait dans la Pravda une déclaration publique par laquelle il se séparait de l'Opposition de gauche. Il était donc tout à fait impossible que notre rencontre ait été préparée entre nous »...

A la demande de M.Madaule, le citoyen Sedov déclare :

« Il est exact que, dans le procès, la suggestion a été avancée à l'égard de quelques-uns des accusés que leur rupture avec l'Opposition de gauche pouvait n'être qu'une feinte. Pour quelques-uns, cette suggestion a été faite d'une façon nominative, mais pas pour Smirnov, et il faut surtout retenir que jamais dans le procès on n'a avancé l'hypothèse qu'il a pu y avoir avec Smirnov, après sa rupture avec l'Opposition de gauche, une liaison quelle qu'elle soit avant notre rencontre à Berlin ».

A la demande du Président, Sedov déclare :

« Pour bien établir que notre rencontre à Berlin a été la conséquence d'un pur hasard, je tiens à noter que, selon le résultat même du procès du mois d'août [1936], Smirnov était à Berlin depuis le mois de mai [1931], il aurait donc pu avoir avec moi une rencontre bien avant le mois de juillet si ou lui ou moi avions eu l'intention de nous rencontrer. Et en fait, nous avons été surpris tous les deux au moment où nous nous sommes vus, et ce n'est qu'après une certaine hésitation qu'il a répondu affirmativement à la demande que je lui ai adressée le premier s'il voulait parler avec moi et c'est seulement à la suite de son consentement que nous avons arrangé alors un rendez-vous qui s'est tenu à son domicile le même jour ou le lendemain.

Je suis à même de préciser que ce rendez-vous a eu lieu pendant le mois de juillet, dans la première quinzaine, parce que je me rappelle qu'il a été question entre nous alors d'un article paru dans le *Courrier socialiste*, publication menchevique paraissant à Ber-

lin 2, dans lequel on discutait les résultats du congrès qu'avait tenu à Tours le parti SFIO en 1920, article qui avait la date de quelques jours auparavant.

Pour le cas où on voudrait vérifier ce que je viens de dire à l'égard de notre rencontre fortuite à la sortie du magasin berlinois, je tiens à préciser que Smirnov était accompagné par une petite fille, fille de Safonova³, et que moi-même, j'étais accompagné de ma compagne Martin des Pallières. »

A la demande de M. Madaule, le citoyen Sedov précise que sa rencontre avec Smirnov a été désirée par lui surtout parce qu'il voulait avoir des renseignements sur la situation en URSS. Après quoi le citoyen Sedov déclare :

« Après des échanges d'impressions d'ordre général, j'ai posé à Smirnov des questions sur la situation en URSS et il m'a alors fait des déclarations sur lesquelles j'ai pris, tout de suite après notre entretien, des notes, ce qui me permet d'en parler aujourd'hui avec une précision suffisante.

La tableau que Smirnov faisait de la situation en URSS était tout à fait sombre. C'était l'époque de la dékoulakisation, et les résultats s'avéraient tels qu'on pouvait voir qu'elle avait mené à une crise très grave et surtout Smirnov s'arrêta à souligner le traitement que subissaient non seulement les koulaks mais aussi les petits et moyens paysans déportés et quelquefois, comme à Arkhangelsk où rien n'était aménagé pour les recevoir, de telle façon que des épidémies se produisaient. Smirnov en arrivait à se demander si de tels résultats et de telles méthodes auraient pu amener quelqu'un à se demander s'il n'y avait pas là la conséquence d'un véritable sabotage.

Smirnov marquait que, dans l'industrie, les choses n'allaient pas tout aussi mal, mais qu'il y avait une disproportion et défaut de matériaux et un véritable manque de coordination ».

En continuant, le citoyen Sedov déclare :

« En plus de ce qu'il m'a dit sur la situation en URSS en général, Smirnov n'a pas manqué à cette occasion de s'arrêter sur certains épisodes et notamment sur l'emprisonnement de Riazanov⁴ et sur l'affaire Kozelev⁵ et l'affaire Blumkine⁶. Au sujet de l'affaire Kozelev, Smirnov marquait qu'en cette occasion on était parvenu à amener Rykov et Boukharine à battre en retraite par rapport à leur opposition, dans la lutte que la droite avait entamée contre Staline. Au sujet de la troisième affaire, je tiens à rappeler qu'il s'agissait de l'exécution qui avait eu lieu en 1929, sur l'ordre (de Staline), du camarade Blumkine appartenant au courant trotskyste, et Smirnov a insisté surtout sur le rôle qu'avait joué dans cette affaire Karl Radek. Nous en étions déjà renseignés (sic), et Smirnov ne faisait que préciser le fait que Radek avait contribué à dénoncer le camarade exécuté depuis. Au cours de tout son exposé, Smirnov ne manquait point de

2. Il s'agit du fameux *Sotsialisticheski Vestnik*, de B. Nicolaievsky.

3. Il s'agit de la première femme d'I.N. Smirnov.

4. Le marxologue Riazanov avait été arrêté en février 1931 pour avoir dissimulé dans son institut les archives de l'Opposition de gauche.

5. Boris Kozelev était l'un des dirigeants des syndicats soviétiques, collaborateur de Tomsky, mis en cause au début de l'offensive de Staline contre les positions de ce dernier.

6. Iakov Blumkine (1899-1929), ancien s.r. rallié aux bolcheviks, avait rencontré Trotsky en Turquie à son retour d'un voyage en Extrême-Orient et porté en URSS un message à ses camarades.

souligner qu'il n'était nullement d'accord avec nous, ce qui me dispensa d'entamer directement avec lui la question de sa rupture avec l'Opposition de gauche. Mais je tiens à préciser que, soit en déclarant nettement qu'il n'était pas d'accord avec Trotsky, soit en se servant des expressions "vous" et "nous", Smirnov insistait très justement sur son désaccord vis-à-vis du mouvement trotskyste, quoiqu'il n'ait pas cru devoir préciser quel aurait été son programme et sa tactique. A mon avis, il n'en avait pas. Pour ma part, j'ai eu l'occasion, pendant l'entretien, d'exposer ce que je savais soit sur les événements d'Espagne de ce moment 7, soit sur le fait que, de notre part, nous avions tâché d'en venir, en Allemagne, à la formation d'un Front unique et que cette tentative n'avait pas abouti parce que, tandis que, pour les élections prussiennes de cette année, les communistes staliniens avaient décidé de marcher seuls, ce qui équivalait à mon avis à marcher d'accord avec les hitlériens. Plus exactement, je tiens à le dire 8, il ne s'agissait pas à ce moment d'élections en Prusse, mais d'un plébiscite, et c'est dans ce plébiscite que les communistes staliniens votèrent dans le même sens que les hitlériens 9. Voilà les quelques renseignements que je me rappelle avoir donné à ce moment à Smirnov ».

En continuant, Sedov déclare :

« En conclusion de notre entretien, j'en arrivais à demander à Smirnov s'il était disposé me faire parvenir à l'avenir des renseignements sur ce qui se passait en URSS. Smirnov n'a répondu ni oui ni non et se borna à noter les adresses que je lui ai données pour le cas où il aurait voulu m'écrire. Et je lui ai même donné et il a noté un numéro de téléphone qu'il aurait pu utiliser.

Je n'ai pas manqué de demander à Smirnov de profiter de voyages de quelques camarades à lui pour m'envoyer des renseignements, et, à cet effet, il a été question de son côté d'un mot de passe. Plus précisément, il me déclara en plaisantant que si quelqu'un venait me trouver, il se serait présenté au nom de Galia qui était justement le nom de la petite fille qui, l'accompagnait lorsque nous nous sommes rencontrés. »

Etant donné l'heure, le Président invite le citoyen Sedov à relire le procès-verbal pour y faire les observations qu'il jugerait bonnes. Le citoyen S[edov] déclare que, sous réserve d'une correction de la date de la rencontre et, plus précisément, que, sous réserve de demander la suppression de quelques mots sur la deuxième page, il n'a rien à objecter à la rédaction du procès-verbal.

Sur quoi le Président l'invite à signer.

La Commission décide que sa prochaine séance aura lieu jeudi 20 mai à 20 heures 45 dans le local qui sera fixé et indiqué ultérieurement.

7. La monarchie espagnole était tombée le 21 avril 1931, à la suite d'une défaite des candidats monarchistes aux élections municipales.

8. Cette phrase a été ajoutée à la main par Sedov au procès verbal en fin de séance.

9. C'était le 9 août 1931 qu'avait eu lieu le vote pour le referendum sur le maintien ou non en Prusse du gouvernement social-démocrate majoritaire, appelé plébiscite « brun » par les nazis et « rouge » par les communistes qui votaient ensemble contre le parti social-démocrate.

Deuxième session

La Commission rogatoire constituée par le Comité d'enquête sur le procès de Moscou s'est réunie ce soir 20 mai 1937 à 21h 30 dans une salle de la Mutualité, avec la présence de Mme César Chabrun, de M. Mathé, et de Me Modigliani. Me Maurice Delépine, toujours malade, prie qu'on l'excuse. M. Jean Galtier-Boissière est toujours absent de Paris.

M. Sedov est présent, de même que Me Rosenthal, de même que Melle Limbour, dans leur qualité.

Me Rosenthal, à la suite de la demande qui lui a été faite par la commission dans sa séance précédente et pour établir sa qualité de représentant de Léon Trotsky, dépose :

1 - Le cahier 15 avril 1937 des *Cahiers de la Ligue des Droits de l'Homme* dans lequel une correspondance est publiée établissant ses rapports avec Léon Trotsky.

2 - Un télégramme adressé à Me Rosenthal par Léon Trotsky au sujet de l'affaire du vol des archives de Léon Trotsky.

3 - Une lettre de Léon Sedov à la date du 21 mars 1935, Me Rosenthal faisant remarquer que Léon Sedov est le nom du passeport de Léon Trotsky. La lettre étant signée Léon Sedov (Trotsky) autographiquement.

4 - Une autre lettre signée Léon Trotsky à la date du 28 septembre 1936.

Me Rosenthal demande qu'on verse au dossier des copies authentiques des trois derniers documents, parce qu'il désire conserver les originaux. Il en est ainsi décidé. Le Président informe la commission que, d'accord avec Sedov, il a été procédé à quelques corrections dûment contresignées dans le texte du procès-verbal de la séance précédente. La commission prend acte.

Léon Sedov demande, avant que l'interrogatoire soit repris, de pouvoir faire la déclaration suivante :

« J'aurais bien voulu rédiger par écrit certaines remarques que j'avais l'intention de faire pour bien préciser ma pensée vis-à-vis du texte du procès-verbal du 18 mai, mais, comme la copie de ce procès-verbal ne m'a été délivrée qu'aujourd'hui même, je n'ai pas eu le temps de rédiger les précisions dont il s'agit ; je demande à pouvoir déposer ces déclarations par écrit à la prochaine séance ».

Il en est ainsi décidé.

A ce moment, Melle Limbour demande de pouvoir déposer les copies adressées par le Comité pour le procès de Moscou au Secrétaire Général du Parti Communiste français, à M. l'Ambassadeur de l'URSS, à M. le Secrétaire Général des Amis de l'URSS et à M. le Secrétaire Général de la Ligue des

Droits de l'Homme, ainsi que la réponse faite par la Ligue des Droits de l'Homme à la date du 13 mai 1937.

La Commission donne acte à Melle Limbour de son dépôt, les pièces dûment contresignées étant versées au dossier.

Melle Limbour dépose en même temps deux extraits de procès-verbaux du 27 avril et 12 mai 1937 du Comité sur le procès de Moscou et par lequel celui-ci en est arrivé à la constitution de la commission rogatoire. Les deux documents sont aussi versés au dossier.

A la demande de M. Mathé, Sedov déclare :

« Je suis arrivé à Berlin en février 1931 et, comme je l'ai dit, je n'ai rencontré Smirnov que dans la première quinzaine de juillet, mais j'ignorais jusqu'à ce moment, comme je l'ai déjà dit, que Smirnov fût à Berlin. Smirnov, quoiqu'il ait par le passé occupé des postes assez importants, n'était pas à ce moment à Berlin en mission ni politique, ni diplomatique. Il y était en sa qualité de directeur d'une usine ou d'un groupement d'usines pour la production de machines agricoles. Ce qui explique selon moi pourquoi je n'avais pas entendu parler de la présence de Smirnov à Berlin et je dois même ajouter qu'à ce moment, je ne connaissais pas encore suffisamment l'allemand pour pouvoir suivre régulièrement la presse allemande. »

M. Mathé fait remarquer à Sedov que Smirnov était quand même un personnage d'un certain relief dans la vie politique de l'URSS et que, par conséquent, on ne s'explique pas comment il avait pu ne pas prendre garde au risque auquel il s'exposait en acceptant un rendez-vous avec une personne telle que Sedov qui n'était certainement pas parmi ceux qui étaient d'accord avec le gouvernement stalinien. Et on s'explique encore moins que Smirnov ait pu avec tant de facilité dire des choses si graves à l'adresse du gouvernement stalinien. Il demande donc à Sedov de bien vouloir dire ce qu'il pense sur ces remarques.

Léon Sedov répond comme suit :

« Je désire faire remarquer avant tout qu'il aurait été concevable que Smirnov ait senti le besoin d'être plus prudent s'il s'était agi pour lui de se rencontrer avec quelqu'un dont il aurait pu supposer qu'il s'agissait d'un agent provocateur ou de quelque chose de semblable. Or Smirnov savait parfaitement que ce n'était pas le cas avec moi. Et ce n'est pas seulement Smirnov qui a eu avec moi des rencontres dues au hasard et a engagé des conversations avec moi parce qu'il n'y avait aucune raison de se méfier de moi; et je peux rappeler que j'ai rencontré de la même façon et toujours par hasard des staliniens qui évidemment n'ont pas eu peur, eux non plus, de s'arrêter avec moi. D'autant plus que les deux ou trois fois que de telles rencontres se sont produites, ceux avec lesquels je venais à causer s'empressaient de tâcher de me persuader de rentrer en URSS en renonçant à la lutte. Je pense donc que Smirnov n'avait pas à être plus prudent qu'il l'a été. Mais je tiens à faire remarquer qu'au moment de la rencontre due à un pur hasard, Smirnov a dû être poussé à accepter de ne pas se détourner de moi soit par un mouvement psychologique bien explicable soit pour les autres raisons que je vais

dire. Psychologiquement, il est impossible qu'à ce moment Smirnov ne se soit pas souvenu de la longue période pendant laquelle il avait marché avec nous, ce qui a dû le pousser à ne pas se cabrer devant mon invitation. Mais je crois que ce qui a décidé Smirnov à s'entretenir avec moi, ça a été le fait que, tout en ayant capitulé devant le gouvernement stalinien, il n'en est jamais arrivé à accepter comme ne pouvant faire l'objet d'aucune remarque tout ce quoi se passait en URSS. Bien au contraire, il jugeait qu'un tas de choses n'allaient pas comme elles auraient dû aller. Mais son idée était qu'il était impossible de lutter et que, tout en n'approuvant pas toutes les décisions et les agissements du régime stalinien, il valait mieux attendre un changement dans le bon sens¹⁰. Pour tout dire, la pensée et la conduite de Smirnov pouvaient être qualifiées de passives ce qui explique comment et pourquoi il parvenait à concilier la désapprobation du régime avec sa renonciation à la lutte et plus précisément, je crois pouvoir affirmer que Smirnov, tout en ayant capitulé, avait quand même conservé certaines idées qui nous étaient communes ».

M. Mathé tient à faire noter à Sedov que, tout en admettant que Smirnov n'avait aucune raison de se méfier de lui et tout en admettant qu'une communauté partielle d'idées a pu faciliter de part et d'autre la rencontre, il est difficile de ne pas se demander si, d'une part ou de l'autre, il n'y a pas eu l'intention de ne pas se borner à un simple échange d'informations et de vues. Il demande donc à Sedov de dire très précisément si, au moins de sa part, il n'y a pas eu l'intention non pas seulement de se renseigner sur les conditions de l'URSS, mais de tâcher d'amorcer des rapports susceptibles d'amorcer un commencement d'opposition à l'intérieur de l'URSS. Léon Sedov déclare ce qui suit :

« Je tiens à souligner avant tout, pour ce qui a trait à la prudence qui aurait dû guider Smirnov que ce qui s'est passé par la suite a prouvé que Smirnov ne courait pas un risque tellement grand en se rencontrant avec moi, car, en fait, notre rencontre s'est produite en juillet 1931 et Smirnov n'a été arrêté que le 1er janvier 1933. Pour ce qui a trait à mes intentions, je n'ai aucune difficulté à reconnaître, comme je l'ai déjà fait, que je désirais créer des rapports nous permettant de recevoir des informations dont l'importance pour la propagande et l'orientation de l'étranger n'a pas besoin d'être soulignée. Mais il ne faut pas oublier que nous avons en URSS depuis 1923 une organisation qui n'avait jamais cessé de fonctionner et qui faisait à ce moment aussi le travail de distribution de tracts et de recrutement et de propagande conformes à nos objectifs. Il n'était donc pas nécessaire pour moi d'avoir recours à Smirnov pour commencer un mouvement d'opposition qui existait déjà. J'aurais pu peut-être désirer obtenir que Smirnov entre à nouveau en rapport avec notre organisation, mais, comme je l'ai déjà dit, Smirnov écarta toute possibilité pour lui d'entrer en rapports avec ceux qu'il désignait par les mots " vos camarades " ou le qualificatif " trotskystes " ».

A la dictée de ce qui précède immédiatement, Sedov fait remarquer que le refus de Smirnov d'entrer en rapports avec les trotskystes n'a pas été énoncé

10. Ici a été supprimé — selon toute apparence par Sedov — un passage où ce dernier, après « changement dans le bon sens », précisait « auquel il [Smirnov] s'attendait ».

dès le premier moment mais dès qu'il crut comprendre que lui, Sedov, aurait pu arriver à une proposition de ce genre.

A ce moment, M. Mathé devant partir, la commission décide de renvoyer à demain la suite de ses travaux.

Troisième Session

La Commission rogatoire se réunit le 31 mai 1937 à 21 h. 30 dans une salle des Sociétés savantes pour continuer l'interrogatoire de Sedov avec la présence de Mme César Chabrun, de M. Mathé et de Me Modigliani, les autres membres s'étant fait excuser.

Le Président expose ce qui ressort des comptes rendus du premier procès comme ayant été déclaré par Holtzman, et invite Sedov à dire ce qu'il a à dire sur ce sujet.

Sedov déclare ce qui suit :

« Avant de répondre à la question, je tiens à déclarer que, par la suite, j'entends revenir sur les allégations de Smimov et surtout sur ce qu'il aurait affirmé à propos d'un complot terroriste qui aurait été organisé entre lui et moi. Plus précisément, je me réserve de dire ce que j'ai à dire, non pas sur le prétendu complot, dont il n'est pas question, pas même dans les comptes rendus du procès, mais sur les directives terroristes que, selon ce compte rendu, j'aurais données à Smimov. »

Sedov continue de la façon suivante :

« Je ne suis pas à même de dire d'une façon tout à fait précise la date à laquelle j'ai rencontré Holtzman à Berlin. Je crois pouvoir dire que ce fut fin septembre ou commencement octobre 1932. Je n'avais jamais connu personnellement Holtzman, mais je savais qu'il était un militant bolchevique. C'est exact qu'il s'est présenté en me déclarant qu'il venait de la part de Smimov m'apporter les saluts de Galia; et je dois préciser que non seulement il déclara explicitement qu'il venait personnellement de la part de Smimov et pas comme délégué d'une organisation, mais tout au long de notre entretien, le fait qu'il venait seulement de la part de Smimov a pu être constaté par moi à maintes reprises. Il est exact qu'il m'apporta un document pour Léon Trotsky, document que j'ai naturellement lu après notre entretien et qui a même été publié dans le numéro 31 de novembre 1932 du *Bulletin de l'Opposition*, page 20. Ce document n'était qu'un exposé sur la situation économique en URSS et il était sans signature, car c'est moi, en le publiant, qui ai apposé comme signature la syllabe Ko, faisant allusion au fait que Trotsky, en polémiquant avec Smimov, s'était exprimé de façon à le comparer à un sonneur de cloche (Kolokol en russe = cloche). Je n'ai pas conservé l'original de ce document, mais j'affirme que son caractère était tel qu'il résulte de la publication qui en a été faite : c'est-à-dire d'un rapport sur la situation économique sans aucune discussion politique,

au sens strict du mot. J'affirme que ce qui a été publié est la reproduction mot à mot du document. En plus du document, Holtzman ne manqua pas de me donner verbalement des renseignements, soit sur la formidable invasion de l'ivraie dans les champs en URSS qui constituait cette année une véritable catastrophe, soit sur le mauvais état des tracteurs, soit sur la crise agricole qui s'était produite, soit sur la famine qui avait été enfin la conséquence de la crise. Holtzman me renseigna aussi sur la réduction des investissements qui caractérisait à ce moment la marche de la production industrielle, ainsi que sur la mauvaise confection des tracteurs et des transports par chemin de fer. Tous ces faits avaient produit, selon Holtzman, un mécontentement général. En plus de tels faits d'ordre général, Holtzman s'entretint aussi sur des faits et des événements se rapportant à des individus tels que Rioutine, droitier, ou Zinoviev et Kamenev, dont il disait qu'ils ne faisaient plus rien et qu'ils étaient généralement méprisés. J'ai conservé les notes que j'ai prises au moment de mon entretien avec Holtzman (à ce moment Sedov montre des notes à la main avec corrections, ratures, etc.), que je pense ne pas devoir exhiber, car elles n'ont aucun caractère d'authenticité par rapport à la date de leur rédaction. C'est cela qui me permet d'être suffisamment exact sur ce qui s'est passé lors de mon entretien avec Holtzman, mais je dois ajouter que le compte rendu du premier procès est suffisamment exact au sujet de l'occasion de la date de notre rencontre, quoiqu'il enregistre des déclarations attribuées à Holtzman, que je conteste comme, par exemple, celle selon laquelle Holtzman m'aurait communiqué la clé d'un chiffre; Le document dont j'ai parlé plus haut était en clair et Holtzman l'avait dans un étui à lunettes. »

En continuant, Sedov déclare ce qui suit :

« Le compte rendu [du procès] est tout à fait muet sur ce que nous aurions dit ou discuté entre nous, Holtzman et moi, lorsque nous nous sommes rencontrés. Je crois donc être dans mon droit en affirmant que le compte rendu est muet à ce sujet parce que rien n'a pu être dit par Holtzman à l'appui des accusations qu'on me fait et je pense que c'est justement parce que Holtzman n'a rien dit d'utile à l'accusation lorsqu'il a parlé de nos entretiens, que, par la suite, le compte rendu du procès relate cette histoire d'invitation de sa part à se rendre à Copenhague, dans laquelle il y a absolument rien de vrai. Je ne suis pas allé à Copenhague, jamais de ma vie, et je suis tout à fait sûr que Holtzman n'y a jamais rencontré Trotsky. »

Invité à préciser s'il a vu Holtzman une fois ou plusieurs, comme cela ressortirait du compte rendu, Sedov déclare :

« Je ne suis pas à même de préciser combien de fois j'ai rencontré Holtzman, mais il ne fait pas de doute que je l'ai rencontré plusieurs fois. »

Invité à préciser à laquelle de ces rencontres ont trait les notes manuscrites qu'il a montrées, Sedov déclare :

« Ces notes ont été prises par moi lors de la première rencontre. »

En continuant, Sedov déclare :

« Encore une fois, je constate que le compte rendu du procès de Moscou, tel qu'il a été publié, n'enregistre de la part de Holtzman aucune précision sur les moyens et la fa-

çon de son voyage à Copenhague. Je sais bien que le compte rendu tel qu'il a été publié n'est pas intégral, mais je pense que, si Holtzman, au cours du procès, avait donné des précisions capables de mettre hors de doute le fait de son voyage à Copenhague, on n'aurait pas manqué de publier ces précisions et notamment à l'égard du passeport, légal ou faux, dont il aurait eu à se servir, car il ne fait pas de doute pour moi que, sans passeport, Holtzman ne serait jamais parvenu à Copenhague. Le silence du compte rendu publié est donc, selon moi, une preuve que Holtzman ne s'est pas rendu à Copenhague. Plus précisément, je tiens à faire noter que Holtzman n'a pas parlé d'un faux passeport et n'a certainement pas pu recevoir un visa sur le passeport soviétique, car, étant donné sa qualité de fonctionnaire soviétique, il se serait par la suite trouvé dans l'obligation de justifier son voyage. En plus de cela, je tiens à rappeler qu'il est désormais hors de doute que l'hôtel Bristol de Copenhague a été fermé en 1917 et qu'il n'existait pas à Copenhague un hôtel de ce nom en 1932. Bien des mois après le procès, on a cru pouvoir parler d'un quiproquo qui se serait produit entre l'hôtel inexistant et une pâtisserie qui semble avoir existé à Copenhague en 1932. Mais il est évident selon moi que cette tentative de parer au mensonge évident de Holtzman ne cadre pas avec son affirmation très nette que nous nous serions rencontrés dans le hall de l'hôtel, car, dans une pâtisserie, il n'y a pas de hall.

Par rapport à la date de notre prétendue rencontre, je tiens à rappeler avant tout que Trotsky s'est arrêté à Copenhague pour une conférence aux étudiants, du 23 novembre au 2 décembre 1932, comme cela ressort de toute une série de publications de presse. Or, dans cette période, il a été impossible pour moi de me rendre à Copenhague en utilisant le passeport pour étrangers dont j'avais été pourvu à Berlin parce qu'il ressort de ce passeport que celui-ci ayant été octroyé la première fois le 31 août 1932, n'était pourvu d'un permis de séjour que jusqu'à la date du 1er novembre 1932, ce qui avait comme conséquence que, pour sortir d'Allemagne avec un visa régulier de l'autorité danoise, je devais avant tout, après le 1er novembre 1932, obtenir le renouvellement du permis de séjour, et ce renouvellement, je ne l'ai obtenu, comme il ressort du passeport, que le 3 décembre 1932, c'est-à-dire un jour après le départ de Trotsky de Copenhague. Et c'est seulement le 3 décembre 1932 que j'ai obtenu en même temps le permis de sortir et de rentrer en Allemagne de la part de la police allemande et le visa du consul de France pour me rendre à Paris comme je m'y suis rendu, ainsi que je vais l'expliquer ».

A ce point, la commission, après examen du passeport exhibé par Sedov, lui donne acte que ce qu'il vient de dire ressort effectivement des mentions contenues dans le passeport.

En continuant, Sedov déclare ce qui suit :

« Etant donné que je n'avais pas pu me rendre à Copenhague, je décidai de rejoindre si possible — et cela a été possible — mes parents pendant leur traversée de la France. A cet effet, ce fut ma mère qui, de Copenhague, s'adressa à M. Herriot, alors président du Conseil, de telle façon que le visa français m'a été accordé comme je viens de le dire. A l'appui du fait que mon voyage en France à ce moment a été fait justement parce qu'il m'avait été impossible de voir mes parents à Copenhague, j'ai pu envoyer à la Commission d'enquête de New York l'original d'une lettre que mon père m'a adressée le 3 décembre [1932] du bateau sur lequel il quittait le Danemark. Cette lettre particulièrement affectueuse, justement parce que mes parents croyaient avoir perdu l'occasion de notre rencontre, établit selon moi définitivement que cette rencontre de

Copenhague n'a pas eu lieu. Je pense qu'il est tout à fait inutile que je produise les photos de cette lettre, étant donné que l'original est déjà aux mains de la commission américaine, laquelle pourra même, si elle le veut, s'assurer de l'authenticité de la lettre de mon père par une expertise. Je tiens même à préciser que la démarche de ma mère auprès du président du conseil a été faite par un télégramme, de façon qu'il sera toujours possible d'obtenir par l'administration française confirmation de ce fait. En tout cas, c'est bien de l'administration française et précisément du ministère des Affaires étrangères que j'ai eu connaissance du texte du télégramme et que j'ai pu le reproduire dans la lettre adressée par moi à la Ligue des Droits de l'Homme. Et encore, c'est le ministère des Affaires étrangères qui a bien voulu me communiquer la traduction du télégramme chiffré par lequel le consul général à Berlin fut autorisé à me donner le visa. Et pour établir encore mieux le fait que le prétendu voyage de moi à Copenhague ne s'est jamais accompli, je tiens à dire encore une fois ce que j'ai déjà publié, c'est-à-dire que, pendant la période au cours de laquelle mon père resta à Copenhague; et justement parce que je n'avais pas pu m'y rendre, nous avons été en communication téléphonique presque tous les jours et quelques jours même deux fois. Il m'a été impossible d'obtenir de l'administration danoise des certificats à ce sujet parce qu'étant donné le délai de temps écoulé depuis, l'administration danoise affirme ne plus avoir à sa disposition la moindre trace de ces communications téléphoniques, sauf le montant de sommes payées, sans aucune indication précise du parcours de la communication téléphonique. Mais j'espère pouvoir parvenir quand même à apporter une preuve documentaire de ces communications téléphoniques parce que la propriétaire de la maison habitée par mon père à Copenhague semble avoir gardé les récépissés du paiement des communications, et elle a même offert de me les transmettre si je pouvais la rembourser des frais de voyage qu'elle aurait à faire pour se rendre, de Londres où elle se trouve, à Copenhague où ces récépissés sont enfermés dans un coffre-fort. »

A ce moment, Sedov présente à la commission deux cahiers de devoirs d'étudiant de la Technische Hochschule de Berlin à son nom pour le cours de mécanique, et fait remarquer à la commission, laquelle constate le fait, que, dans l'un de ces cahiers, il y a un timbre de cette école portant la date du 11 novembre 1932, un autre de la même école du 25 novembre et enfin un troisième du 16 décembre 1932 et un quatrième du 10 février 1933, ce qui prouve, selon que (sic) Sedov le fait remarquer, qu'aux dates indiquées, Sedov se trouvait à Berlin. C'est-à-dire qu'il y était le 25 novembre au moment où son père se trouvait à Copenhague. L'autre cahier — c'est Sedov qui le fait remarquer et la commission le constate de même — porte les timbres de l'école aux dates du 11 novembre, 25 novembre, 16 décembre 1932 et 10 février 1933, ce qui confirme la preuve ressortant de l'autre cahier, c'est-à-dire qu'à un moment où Léon Trotsky était à Copenhague, Léon Sedov était à Berlin.

Au même effet, Sedov montre à la Commission, qui constate la vérité du fait, que, sur un papier constituant selon Sedov une épreuve d'examen, il y a un timbre de l'Institut de mathématique appliquée de la Technische Hochschule de Berlin et l'indication d'une date avec une signature au crayon rouge, laquelle, selon Sedov et la date de l'examen passé par lui à Berlin, justement le 27 novembre 1932 : un jour, c'est-à-dire, dans lequel il était lui à Berlin, tandis que Trotsky était à Copenhague. Sedov tient à faire remarquer que, épinglé sur

l'épreuve, il y a l'énoncé des questions qui lui ont été soumises : énoncé polygraphié et qui, selon Sedov, vient de l'Ecole technique. A ce point, Sedov ayant entendu ce qui vient d'être verbalisé, demande à préciser ce qui suit :

« La date de l'examen n'est pas celle du 27 novembre 1932, mais celle du 26, telle qu'elle résulte justement de l'énoncé des questions. La date du 27 est celle de la correction de l'épreuve et de la notation qui lui fut attribuée. »

Sedov déclare qu'il se réserve de transmettre soit à cette commission rogatoire, soit à la commission d'enquête de New York les deux cahiers dont il a parlé, ainsi que les deux pièces relatives à l'examen, et cela après avoir fait tirer les photos qu'il juge bon de conserver.

Etant donné l'heure, 23 heures 30, la commission renvoie la continuation de ses travaux au mardi 25 à 21 heures.

Quatrième Session

La Commission rogatoire nommée par le Comité d'enquête pour le procès de Moscou s'est réunie aujourd'hui 25 mai dans une salle du café Voltaire, rue de l'Odéon, avec la présence de Mme Chabrun, de Me Delépine, Me Modigliani, les autres membres s'étant fait excuser.

Avant de continuer l'interrogatoire, Léon Sedov demande à faire quelques remarques sur le premier procès-verbal du 12 mai, étant donné qu'il n'a pas eu le temps, le soir même, de le lire très attentivement. Notamment, il désire que l'on précise à la page 3 que la suggestion mentionnée à ce point a été faite aussi à l'égard de Smirnov et ce qu'il a voulu dire, c'était simplement constater qu'à l'égard de Smirnov pas plus qu'à l'égard des autres, pendant le procès, aucune preuve n'a été apportée. Même il faut dire qu'on s'est borné à insinuer que « notre rencontre n'aurait pas été fortuite ».

Léon Sedov demande de même que l'on précise sa pensée vis-à-vis du texte du procès-verbal du 21 mai dans le sens que, lorsqu'il a reconnu que le compte rendu du premier procès était suffisamment exact, il a voulu souligner que le compte rendu était suffisamment exact au sujet des circonstances de sa rencontre avec Holtzman.

Léon Sedov communique qu'il a déjà expédié à New York à la Commission d'enquête les cahiers scolaires qu'il a montrés à la commission rogatoire.

Léon Sedov offre en communication à la commission cinq lettres adressées par lui à son père et à sa mère et expédiées de Berlin et dont les quatre premières en date appartiennent à la période dans laquelle on prétend qu'il avait quitté Berlin pour se rendre à Copenhague tandis que, comme il l'a dit, il n'avait pas quitté Berlin.

Léon Sedov déclare que le contenu de ces lettres suffit par lui-même à persuader de leur authenticité, car il est psychologiquement impossible qu'on ait pu reproduire tant de détails s'enchaînant les uns aux autres et Léon Sedov ajoute qu'il espère aussi qu'une expertise pourra prouver qu'il ne s'agit pas de lettres récentes, mais au contraire de lettres dont l'écriture remonte à quelques années.

Etant donné que les lettres sont rédigées en russe, la commission décide que Sedov aura à lui présenter les traductions dont il aura certifié l'exactitude et que les originaux seront expédiés directement par la commission, lorsque Sedov les lui livrera, au comité d'enquête de New York.

Léon Sedov demande à compléter les déclarations qu'il a déjà faites au sujet de son prétendu voyage à Copenhague avec Holtzman. Et il déclare ce qui suit :

« Lorsque mon père s'est rendu à Copenhague en novembre 1932, c'était la première fois qu'il s'éloignait de Prinkipo; ses amis ont donc décidé d'être à ses côtés pour le protéger si besoin était. Et c'est ainsi qu'une trentaine de personnes se sont déplacées, les uns, six ou sept, en l'accompagnant de Prinkipo ou en se joignant pour l'accompagner à son départ de Paris et se déplaçant de différentes localités. Par conséquent, Trotsky a été dans l'impossibilité matérielle de se déplacer de son hôtel et de recevoir qui que ce soit à Copenhague sans être accompagné par quelqu'un de ses amis sus-indiqués. Et il a donc été possible de recueillir 24 ou 25 témoignages écrits à l'appui de ce que je viens de dire. Ces témoignages — authentifiés, d'une façon ou de l'autre — ont été expédiés à la commission de New York. Je demande quand même à la commission d'entendre d'autres témoins complétant les déclarations de ceux dont je viens de parler et notamment trois de mes amis habitant à présent Paris et qui vivaient alors à Berlin et peuvent donc apporter la preuve que, pendant la période où aurait dû avoir lieu mon prétendu voyage à Copenhague, je n'ai pas bougé de Berlin. Les noms ou pseudonymes des trois témoins sont les suivants : M. et Mme Pfemfert, Bauer E. »

A la demande de Mme Chabrun, Sedov déclare :

« J'ai toujours eu des difficultés pour le renouvellement de mon permis de séjour en Allemagne. Ces difficultés venaient de raisons d'ordre général se rattachant soit à la situation du pays, soit à ma personne. Mais, par rapport à l'octroi du permis de séjour qui me fut accordé le 3 décembre (1932), après que j'étais resté un mois et quelques jours sans permis, je ne suis pas à même de dire s'il y a eu ou non des raisons spéciales. Je pense que, même dans ce cas, ce sont des raisons d'ordre général qui ont joué, étant

donné surtout que ma soeur, quoique très malade ¹¹, s'est heurtée, elle aussi, à ce moment, à ces mêmes difficultés ».

Mme Chabrun fait observer à Sedov qu'à son avis il y a contradiction entre l'opinion que Smirnov aurait exprimée qu'il était désormais impossible de rien faire en Russie et le fait que Smirnov lui-même, par l'entremise de Holtzman, a quand même renoué des rapports avec lui, Sedov, et par là avec le mouvement trotskyste.

Léon Sedov répond ce qui suit :

« Je ne pense pas qu'il y ait contradiction parce que nous avons toujours fait une distinction dans le mouvement entre la véritable action à mener dans le pays au risque des plus graves sanctions et les services que bien des gens, non seulement parmi nos amis mais même parmi des gens tout à fait en dehors de notre organisation (et que nous appelions par ironie "les libéraux"), étaient prêts à rendre, soit pour venir en aide à des militants en danger, soit pour sauver de la confiscation des documents ou des tracts, soit pour transmettre des lettres ou autres missives. Je pense donc que Smirnov n'a pas pensé sortir de son attitude passive lorsqu'il m'a envoyé le mémorandum dont j'ai parlé. En tout cas, il est bien possible qu'en 1932, à la suite de circonstances, il ait cru devoir faire quelque chose de plus que de garder son attitude passive.

En tout cas, je tiens à faire noter que Holtzman lui-même, tout en se mettant en rapport avec moi à Berlin en 1932, n'a pas manqué de répéter de la part de Smirnov que celui-ci jugeait que sortir d'une ligne de conduite passive signifiait risquer sa tête inutilement ».

Le président rappelle à Sedov ce qui résulte du compte rendu à l'égard des déclarations de Berman-Iourine. Sedov s'exprime comme suit :

« Je n'ai jamais connu, jamais rencontré et, jusqu'au procès, je n'ai pas su que Berman-Iourine existait. Est donc complètement faux tout ce que celui-ci a pu affirmer au sujet de rencontres entre nous, à quelque date que ce soit, dans quelque endroit que ce soit. C'est seulement après le procès que j'ai cherché à me rendre compte de l'existence et de la personnalité de Berman et c'est seulement alors qu'il m'a été donné d'apprendre que, dans l'organisation communiste officielle, il existait ce Berman, connu à Berlin comme Stauer. Il était, j'insiste, un staliniste, et il n'a jamais appartenu ni été en contact avec les trotskystes et une preuve de ce fait est donnée selon moi par la circonstance qu'il n'a été exclu de l'organisation officielle qu'après son exécution. J'ai appris cela en lisant *Volkszeitung* du 6 septembre 1936, cette publication étant, à ce que j'en sais, était, l'organe officiel du mouvement stalinien et paraissait à Prague. Ce que j'ai lu à cette occasion était publié comme si cela avait été communiqué directement par le Comité central du Parti communiste d'Allemagne. Mais je ne saurais me borner au démenti très catégorique que je viens de donner. Je tiens au contraire à faire remarquer ce qui suit :

1 - Le compte rendu qui a tout l'air d'être la transcription d'un procès-verbal ne contient pas le moindre détail sur les prétendues rencontres entre moi et Berman, et, de

même, sur le voyage de Berman à Copenhague. Or ces détails auraient certainement été enregistrés soit dans les actes du procès soit dans le compte rendu si Berman les avait donnés. S'il ne l'a pas (fait), c'est qu'il n'était pas à même d'aligner des détails sur un fait inexistant.

2 - Grylewicz, indiqué par Berman comme l'intermédiaire entre lui et moi, appartient depuis longtemps à notre mouvement. En ce moment, il habite à Prague et c'est à Prague qu'il a rendu un témoignage désormais envoyé à la Commission de New York, dans lequel, entre autres, il réfute de la façon la plus radicale les affirmations de Berman en déclarant surtout qu'il ne l'a jamais connu. Je tiens à ce point à apporter à la connaissance de la commission que Grylewicz, dans son témoignage, a aussi déclaré s'être rendu à Copenhague lorsque Trotsky y était, qu'il ne m'y a pas rencontré et qu'il a même eu l'occasion de parler avec moi par téléphone, lui étant à Copenhague et moi à Berlin.

3 - Je n'ai jamais connu et personne dans nos milieux n'a jamais connu ce prétendu Alfred Kunt que Berman m'aurait indiqué en 1931.

4 - Les témoins ayant été à Copenhague en même temps que mon père ont affirmé dans leurs déclarations qu'à ce moment ils n'ont vu autour de mon père personne qui ne leur fut pas connu et notamment ils ont indiqué la seule personne parlant russe qui se trouvait à ce moment-là dans l'entourage de mon père et cette personne n'a rien à faire ni avec Berman ni avec Fritz David sur lequel j'aurai à dire quelque chose par la suite ».

Invité à parler du compte rendu, Léon Sedov déclare ce qui suit :

« Je n'ai jamais connu et je ne suis jamais entré en rapports de quelque façon que ce soit avec Fritz David et quoique j'aie lu, par la suite, des articles de Fritz David parus dans les *Izvestia*, je n'ai su quelque chose sur son activité qu'à la suite du procès. Il est donc tout à fait faux ce qu'il a raconté sur nos prétendus rapports et sur nos prétendues rencontres. Mais je tiens à faire remarquer en plus que, sur la base du compte rendu du procès, on est autorisé à conclure que Fritz David et Berman-Iourine constituent un couple étroitement lié entre eux mais nettement séparé des autres personnages du procès. Ce qui explique qu'ils ne sont rattachés au procès que par le seul lien qu'ils prétendent avoir avec moi et Trotsky.

Je tiens à faire remarquer en plus que Fritz David prétend avoir appris de Sedov que Trotsky désirait le voir, ce qui veut dire que, selon Fritz David, Trotsky devait savoir à qui il avait affaire lorsque Fritz David se serait rendu le voir, ainsi que David l'affirme. Or, (en) contradiction avec ces affirmations de David, Berman prétend avoir pris lui-même l'initiative de mettre en rapports David avec le mouvement trotskyste en URSS mais pas à Copenhague. Il y a là des contradictions que je tiens à faire remarquer ».

A ce moment, étant donné l'heure, la commission décide de suspendre la séance en la renvoyant à lundi prochain 31 mai 1937.

¹¹. Zinaïda Lvovna Bronstein, épouse Volkova (1901-1933) devait se suicider à Berlin en janvier 1933.

Cinquième Session

La commission rogatoire s'est réunie ce soir 1er juin 1937 à 21 h. 30 dans une salle de la Mutualité, avec la présence de Mme Chabrun, M. Mathé, Me Modigliani.

Le Président communique que la convocation fixée pour hier soir a été décommandée parce qu'on avait appris qu'il n'y aurait pas eu le quorum nécessaire.

Melle Limbour dépose la réponse définitive de la Ligue Française des Droits de l'Homme qui, pour les raisons indiquées dans la lettre, conclut à un refus de l'invitation à participer à la commission rogatoire.

Avant que son interrogatoire recommence, Léon Sedov montre le numéro de la *Deutsche Volkszeitung* du 11 octobre 1936, dans lequel, à la page 4, on peut lire le communiqué portant exclusion du parti communiste d'Allemagne d'un certain nombre de membres à la suite de rapport qu'ils auraient entretenus avec les trotskystes-zinoviévistes. L. Sedov fait remarquer que le premier de cette liste est Fritz David (Krougliansky) de Berlin. Le troisième de la liste est Hans Stauer (Berman-Jourine) de Berlin; le tout, ainsi que Sedov lui-même l'avait dit dans son interrogatoire. Invité à laisser à la disposition de la commission le numéro du journal, il déclare qu'il enverra cet exemplaire dès qu'il lui aura été possible d'en trouver un autre pour lui.

Interrogé sur ses rapports avec Olberg et notamment sur l'origine de ses rapports et leur développement, Sedov répond ce qui suit :

« En 1930, Olberg, de sa propre initiative, écrivit de Berlin à Trotsky une lettre de contenu politique, ce qui eut pour conséquence qu'à partir de cette date il y eut des liaisons épistolaires entre Olberg et Trotsky et moi-même. Je crois que toutes ces lettres ont été mises à la disposition de la commission d'enquête de New York.

Par la suite et toujours au cours de 1930, Olberg demanda à Trotsky de le prendre pour secrétaire et Trotsky s'adressa alors aux époux Pfemfert pour qu'ils se renseignent au sujet d'Olberg; le 1er avril 1930, ces deux camarades répondirent que, tous renseignements pris, il fallait se méfier d'Olberg parce qu'il pouvait bien être un agent de la GPU. Naturellement Trotsky se garda bien de prendre Olberg comme secrétaire. Par la suite, lorsque j'arrivai d'Istanbul à Berlin, fin février 1931, j'y rencontrai Olberg et, puisque j'avais à faire des achats de livres pour mon père, je m'adressai à Olberg pour ces achats. »

Invité à expliquer comment il avait pu avoir recours aux services d'Olberg après que son père et lui-même aient été mis en garde vis-à-vis d'Olberg, Sedov répond ce qui suit :

« Avant tout, je dois faire remarquer que, pour un simple achat de livres, on peut s'adresser à tout le monde, même à des gens en lesquels on n'a pas grande confiance,

mais, en plus de cela, je tiens à faire remarquer qu'Olberg, après que son admission dans notre mouvement lui avait été refusée, était entré dans un groupement local de Berlin du quartier de Wedding, composé, si je ne me trompe, d'une cinquantaine d'adhérents et surnommé groupe Landau; en automne 1930, ce groupement fut admis collectivement dans notre mouvement¹² et c'est ainsi qu'à partir de cette date, Olberg, quoique personnellement non admis, appartenait à notre mouvement. Mais je m'empresse d'ajouter qu'en avril-mai 1931 tout le groupement Landau fut exclu de notre mouvement¹³ et que, lorsqu'en février 1932 Olberg présenta une demande personnelle d'admission chez nous, cette demande fut repoussée. Sur les détails ci-dessus indiqués, la commission de New York a dû recevoir le témoignage de Bauer, secrétaire de notre mouvement à Berlin. »

Toujours sur ses rapports avec Olberg, Sedov déclare ce qui suit :

« Il est tout à fait faux que mes rapports avec Olberg aient jamais eu un caractère d'intimité, quoique je n'aie pas pensé pendant assez longtemps que les craintes manifestées par les camarades Pfemfert fussent fondées : je pensais plutôt qu'il s'agissait d'un mégalomane légèrement psychopathe avec lequel il n'y avait aucune raison d'avoir des rapports très suivis. Et pour ma part, je n'ai eu recours à lui que pour de petits services pour ainsi dire techniques, tels que l'achat de livres dont j'ai parlé et peut-être aussi une fois pour la correction de quelques épreuves. En fait, je ne l'ai jamais reçu chez moi et j'ai même pris des précautions pour qu'il ne connaisse pas mon adresse personnelle, notamment en ayant recours aux camarades Pfemfert comme intermédiaires entre nous. Et c'est ainsi qu'Olberg m'écrivait chez Pfemfert et ceux-ci me transmettaient ses lettres et ses cartes. A ce sujet, je peux même indiquer que les Pfemfert ont rendu un témoignage en ce sens et que, dans ce témoignage, plus précisément, le mari Pfemfert a déclaré que, dans les cartes écrites en russe par Olberg et que Madame Pfemfert lisait (Pfemfert ne pouvant pas lire le russe), elle avait eu à constater qu'Olberg se plaignait que maintes fois je n'avais pas répondu à ses questions ou sollicitations. A une date que je ne suis pas à même de préciser à présent, la police allemande fit une perquisition à mon domicile, à la suite de quoi j'ai dû me rendre au Polizeipraesidium pour y répondre à un long interrogatoire. Or, au cours de cet interrogatoire, je fus frappé par le fait qu'on insistait beaucoup à me demander quelles étaient mes relations avec Olberg. Ce qui a certainement contribué à la décision que j'ai prise vers la moitié de 1932 de ne plus avoir aucune relation avec Olberg. Après quoi, il est inutile que je dise que tout est faux de ce qu'Olberg a conté sur ce que j'aurais fait à une date que le compte rendu ne précise pas, mais qu'il est possible de placer après 1933 et avant le voyage d'Olberg en Russie en 1935, pour qu'un passeport fût octroyé à Olberg par l'entremise de Toukalevsky, ex-directeur de la Bibliothèque d'Etat à Prague. Je ne me suis jamais occupé de cela.

Pour compléter à l'égard des rapports avec Olberg, il est peut-être utile que j'ajoute qu'en 1935 Olberg adressa une lettre au bulletin russe trotskyste à Paris en proposant un achat de livres et que cette lettre ne reçut pas de réponse. »

12. Il s'agit d'une version légèrement enjolivée. En réalité, ce que Sedov appelle « notre mouvement » était la minorité du Leninbund, en accord avec l'Opposition de gauche; l'Opposition de Wedding était une opposition ancienne à l'intérieur du KPD : elles avaient fusionné.

13. Même enjolivement. La majorité de la direction de l'Opposition allemande dirigée par Landau exclut les partisans du secrétariat international et de Trotsky. Sur quoi elle se trouva à son tour exclue de l'Opposition de gauche internationale. Olberg resta initialement dans le groupe qui avait exclu les « trotskystes ».

Invité à dire ce qu'il pense de l'affirmation d'Olberg à l'égard de la proclamation de Trotsky que lui-même aurait montrée, dactylographiée, à Olberg, Léon Sedov répond ce qui suit :

« Je commence par constater qu'il est tout à fait invraisemblable que j'aie montré une copie dactylographiée de cette proclamation, étant donné qu'elle avait déjà paru dans le numéro 27 de mars 1932 de notre bulletin publié à Berlin. En tout cas, il vaut la peine de retenir que cette proclamation, qui aurait dû avoir des buts terroristes, n'est autre chose que la protestation adressée par Trotsky au Comité exécutif des soviets de l'URSS lorsqu'on lui retira la nationalité soviétique. En tout cas j'attire l'attention sur le trucage évident du contenu de cette lettre tel qu'il ressort des comptes rendus du procès. Dans cette lettre, Trotsky disait qu'il fallait suivre la pensée de Lénine, concluait qu'il fallait "écarter" (oubrat') Staline. Ce mot qui est la traduction la plus exacte du mot russe devient à la page 27 du compte rendu, dans la déposition d'Olberg, le mot français "se débarrasser", qui est déjà plus grave. Et, dans le même compte rendu, à la page 139 (réquisitoire de Vychinsky), le mot se renforce encore et devient "supprimer". Et pour qu'il soit bien clair que ces observations sont tout à fait justifiées, je me bornerai à rappeler que, dans le n° 40 de *La Correspondance internationale* publiée par le Comintern (9 septembre 1936), on peut voir à la page 1121, 1ère colonne, que le texte de la proclamation de Trotsky est correctement traduit par les mots "Il est nécessaire d'écarter Staline", tandis que, dans ce même cahier, à la page 1132 (exposé du réquisitoire), le mot "écarter" est déjà devenu le mot "éliminer". Pas besoin de dire qu'on n'a découvert la portée terroriste de cette proclamation publiée en 1932 que quatre années plus tard en 1936 : ce qui prouve encore une fois le bien fondé de cette interprétation ! »

Invité à dire ce qu'il a à opposer à l'affirmation d'Olberg que sa femme aurait rapporté de Copenhague à lui, Sedov, une lettre de Trotsky qu'il aurait montrée à Olberg et cela lors du voyage de Trotsky à Copenhague, Sedov indique ce qui suit :

« Je commence par constater que, selon le compte rendu, Olberg, qui prétend avoir vécu en intimité avec moi, donne à ma femme un nom que celle-ci n'a pas, car elle s'appelle Jeanne et non Suzanne. Je constate après ça qu'Olberg, lequel était certes le mieux placé pour être renseigné sur mes déplacements à l'époque, exclut de la façon la plus précise que j'aie fait le voyage de Berlin à Copenhague dont il a été question dans le procès. Et, dans le compte rendu, il n'y a pas trace que l'accusation se soit donnée la peine d'éclaircir ce contraste tout à fait irréductible entre les affirmations d'Olberg et celles de Holtzman. Pour ce qui est de ma femme, il est parfaitement exact qu'elle s'est rendue de Berlin à Copenhague au moment où mon père se trouvait dans cette ville, car ma femme, étant française, avait son passeport français qui lui permettait de se déplacer plus facilement que moi. Mais il est faux que ma femme soit rentrée de Copenhague à Berlin et il est vrai au contraire que, de Copenhague, elle se rendit à Paris par Hambourg, ainsi que l'a témoigné, dans une déclaration aux mains de la commission d'enquête de New York, Mlle Lu-

cienne Tedeschi ¹⁴ "qui l'accompagna" de Copenhague à Paris. Et comme moi-même, ainsi que je l'ai déjà dit, je me rendis par la suite à Paris, il est évident comme tout que les affirmations d'Olberg au sujet de la lettre apportée par ma femme ne sont que des mensonges ».

Mme Chabrun fait remarquer à Sedov qu'il lui semble impossible d'exclure, sans plus, que Trotsky ait pu avoir l'idée, au moment de son départ de Copenhague, de donner une lettre pour son fils à Mme Sedov, laquelle, un peu plus tôt, un peu plus tard, aurait dû retrouver son mari, tandis qu'en ce moment Trotsky ne croyait pas pouvoir rencontrer son fils.

Sur quoi Sedov déclare ce qui suit :

« Probablement mon père savait que ma femme se serait rendue à Paris l'y rejoindre. Il est donc selon moi invraisemblable qu'il ait imaginé de donner une lettre pour moi à ma femme à Copenhague; et comme, par la suite, je suis arrivé moi-même à Paris presque en même temps que ma femme, c'est à moi qu'elle aurait été donnée par mon père ! Et si mon père avait voulu me faire parvenir directement de Copenhague une lettre au moment où il croyait que je n'aurais pas pu le rejoindre à Paris, ce n'est pas à ma femme qu'il aurait pu s'adresser mais à deux de mes amis qui rentraient à Berlin directement au lieu de se rendre à Hambourg-Paris. Et en tout cas, même si mon père avait donné cette lettre à ma femme, celle-ci ne l'aurait certainement pas livrée à Paris et ce serait moi et pas elle qui l'aurais apportée à Berlin si jamais cette lettre avait existé ».

A ce point, le président lui demande s'il a encore à ajouter quoi que ce soit à l'égard du premier procès, Léon Sedov déclare ce qui suit :

« 1 — A l'égard du passeport qu'Olberg aurait acheté avec de l'argent que je lui aurais donné, je nie de la façon la plus formelle avoir donné moi-même un sou à Olberg dans ce but. Je sais qu'une enquête a été faite à ce sujet à Prague et qu'on aurait établi qu'Olberg n'aurait pas eu à dépenser 13 000 couronnes, mais simplement 7 000, et non pas pour avoir un faux passeport comme on le lit dans l'arrêt de condamnation, mais pour avoir un passeport régulier que certains pays délivrent moyennant paiement de certaines taxes.

2 — Je tiens à faire remarquer à l'égard des voyages d'Olberg en Russie et à l'occasion desquels, selon lui, j'aurais eu avec lui des conversations dont le compte rendu parle aux pages 91 et 92 de l'édition française, qu'il suffit de bien peu pour arriver à la conclusion que rien n'est vrai dans les affirmations d'Olberg. En effet, après un premier voyage en Russie, qu'Olberg semble avoir fait en mars 1933 avec un passeport qui n'était pas celui dont il a été question précédemment, Olberg prétend s'être rendu de Prague en Russie avec le passeport dont j'ai parlé. Or ce deuxième voyage n'a pu se faire qu'en mars 1935, selon Olberg lui-même; et à ce moment, moi, j'étais à Paris depuis deux ans, de telle façon qu'il était tout à fait impossible que je puisse avoir à Prague avec Olberg, avant son départ, un entretien quel qu'il fût. Et Olberg n'a jamais fait aucune allusion à un voyage de lui à Paris où un entretien entre nous aurait pu avoir lieu.

14. Lucienne Tedeschi désigne ici la compagne de l'Italien Pietro Tresso dit Blasco, Deborah Seidenfeld, ép. Stretelsky (1898-1978), ancienne militante de l'appareil international des Jeunesses.

Mais Olberg, selon le compte rendu, affirme qu'avant son arrivée à Gorky (ce qui veut dire à l'occasion de son troisième voyage en URSS en juillet 1935, comme on le lit à la page 90), il (lui) aurait été conseillé par Sedov de se mettre en rapports avec Smirnov et Mratchkovsky et peut-être aussi avec Bakaïev. Or c'est tout simplement impossible parce qu'à cette date je ne pouvais pas ignorer que Smirnov était déjà en prison depuis janvier 1933 et Mratchkovsky était déporté depuis la même époque¹⁵ et qu'enfin Bakaïev avait été arrêté en décembre 1934. Et il est inadmissible que j'aie adressé qui que ce soit à ces trois personnes en juillet 1935.

3 — Je tiens à déclarer que je n'ai jamais connu le nommé Slomowitz dont parle Olberg à ce point du compte rendu et je n'en ai appris l'existence que lorsque j'ai lu le compte rendu. »

A ce point, étant donné l'heure, la commission décide de renvoyer la séance à jeudi 3 à 17 heures.

Sixième Session

La Commission rogatoire s'est réunie aujourd'hui 3 juin 1937 à 17 heures dans une salle de la Mutualité avec la présence de Mme Chabrun, M. Mathé et Me Modigliani.

Le président demande à Sedov de continuer à exposer les déclarations complémentaires qu'il croirait devoir faire sur le premier procès. Sur quoi Sedov déclare ce qui suit :

« J'aurais bien d'autres choses à faire remarquer sur les contradictions et invraisemblances des interrogatoires d'Olberg. Mais je pense avoir dit l'essentiel à ce sujet et je vais donc m'arrêter sur ce qui ressort du compte rendu comme ayant été dit sur l'accusé Dreitser.

Je commence par déclarer que je n'ai jamais vu ni connu Dreitser 16 et je suis même dans l'impossibilité de donner un signalement à son égard. Mais je me rappelle que Dreitser était parmi les camarades qui, en 1927, à Moscou, ont constitué une garde autour de mon père peu avant sa déportation, plus précisément, et je veux déclarer que je savais parfaitement que, depuis 1923 ou 1924, Dreitser était dans notre mouvement, et je tiens à préciser que, sauf le cas où j'ai pu le rencontrer comme tant d'autres et sans le connaître dans une réunion, je n'ai jamais eu de contact avec lui. Je nie donc de la façon la plus absolue qu'une rencontre ait eu lieu entre lui et moi ni en 1931 ni à aucune autre époque. En plus de cela, je tiens à faire remarquer que, dans le compte rendu (page 52), lorsqu'il est relaté que Dreitser aurait reçu à Varsovie de sa soeur une lettre à l'encre chimique, de la main de Trotsky, laquelle aurait été apportée à la soeur de Dreitser par

15. En fait comme le montre sa correspondance de Stanford, Sedov ignorait si Mratchkovsky, dont il avait d'abord cru qu'il avait été arrêté, n'était pas en liberté.

16. Les archives de Sedov à Stanford confirment que ni Trotsky ni Sedov ne connaissaient personnellement Dreitser : lorsqu'arriva hors d'URSS l'information (fausse) de sa mort en 1929, ils confièrent la rédaction de la notice nécrologique à un hôte de passage, Blumkine.

un agent à moi : aucune précision n'est donnée ni sur le lieu exact d'une telle transmission de cette lettre ni sur l'agent qui aurait été en rapports avec moi. Or, à mon avis, sur ces points, des précisions étaient indispensables et, si elles font défaut, c'est, selon moi, la preuve que tout cela est complètement controuvé. En tout cas et encore une fois, j'oppose le démenti le plus formel à ma participation d'une façon quelconque à toute cette affaire de transmission de lettre. Et, à l'égard de la lettre elle-même, je tiens à faire remarquer qu'il s'agirait d'une lettre reçue dans des conditions telles qu'elle a eu besoin d'être révélée par le destinataire, lequel n'aurait pas eu garde de la transmettre telle quelle, au lieu de la recopier à nouveau à l'encre chimique, du moment qu'il s'agissait de la faire parvenir à quelqu'un comme Mratchkovsky, habitant à quelques 4000 kilomètres et se trouvant là où il était à la suite d'une mesure de déportation, et, par cela même, sous la surveillance de la police soviétique. Je n'hésite pas à déclarer que jamais un cas comme celui-ci n'a pu se produire dans un mouvement révolutionnaire illégal, soit sous les tsars, soit plus tard, car il aurait été élémentaire, j'insiste là-dessus, de recopier la lettre à l'encre chimique après lecture, ce qui n'aurait pas permis à Mratchkovsky de reconnaître l'écriture de Trotsky. Selon moi, il ne fait pas de doute que cette lettre n'a jamais existé et que toute cette histoire n'a été contée et enregistrée que pour forger une preuve fausse contre mon père en me mêlant moi aussi à toute cette affaire. A l'égard du contenu de la lettre et en-dehors du désaccord que, selon moi, on peut retrouver entre le prétendu texte de cette lettre tel qu'il est enregistré à la page 21 du compte rendu français et le résumé qui est mis dans la bouche de Mratchkovsky, à la page 43 de ce même compte rendu, Dreitser aurait dû être frappé du fait que, dans cette lettre, si le résumé donné par Mratchkovsky est exact, mon père aurait adopté une ligne de conduite défaitiste en cas de guerre, laquelle ne va nullement d'accord avec les idées bien connues de mon père à ce sujet. »

M. Mathé tient à faire remarquer à Sedov que, dans ses déclarations au sujet des rapports qu'il a eus avec Smirnov, Holzmann et Olberg, il y a des points qu'il a de la difficulté à retenir comme exacts. Sedov a dit et répété que, dans de tels rapports, il n'a recherché que des contacts, pour ainsi dire subalternes, se bornant notamment à obtenir des renseignements sur ce qui se passait en URSS, ou des menus services. Or, précise M. Mathé, les informations auraient pu être demandées, mieux qu'à Smirnov qui était, et ne s'en cachait pas, un adversaire, aux propres adhérents du mouvement à l'intérieur et à l'égard d'Olberg, il est encore moins concevable qu'on ait eu recours à lui pour de menus services après qu'on avait eu sur son compte des renseignements rien moins que rassurants. Notamment pour les achats de livres pour son père, Sedov aurait bien pu s'adresser à quelqu'un de ses camarades; et surtout pour la correction des épreuves qui constitue toujours une tâche assez délicate, on ne voit pas pourquoi Sedov a préféré Olberg à d'autres¹⁷. Evidemment, précise encore M. Mathé, on ne peut pas tirer des remarques qu'il vient de faire, la conclusion que Sedov ait préparé avec les autres personnes ci-dessus indiquées des actes terroristes, mais il est difficile de croire que ses rapports avec eux aient été aussi anodins que Sedov l'a dit. Sur quoi Léon Sedov répond :

17. Fin 1932, les frères Sobolevicjus (Well et Senine) = agents du GPU infiltrés tentèrent à travers des corrections d'épreuves de falsifier un appel de Trotsky.

« A l'égard des informations que nous avons toujours tâché d'avoir sur ce qui se passait à l'intérieur de l'URSS, il faut distinguer entre la période antérieure à 1931-32 et la période qui a commencé en 1931-33. Dans la première de ces périodes et naturellement après notre installation à l'étranger en 1929, il nous a été assez facile d'être renseignés par nos camarades eux-mêmes et surtout par ceux qui se trouvaient dans les lieux de déportation, car, à ce moment, la GPU n'avait pas encore tellement perfectionné son organisation de façon à pouvoir empêcher ces rapports entre nous et nos camarades. A partir de 1931-32, cette situation a radicalement changé, dans le sens que ces rapports, entre nous, à l'étranger, et nos camarades à l'intérieur, sont devenus complètement impossibles, et alors il nous a fallu nous contenter de ce que pouvaient nous dire soit les personnes qui rentraient de Russie, fussent-elles des nôtres, des sympathisants ou des demi-sympathisants soit même des étrangers. Nous avons même utilisé alors les lettres anonymes et c'est avec tout ce matériel que nous avons donné, dans notre bulletin, les renseignements qui, à notre jugement, étaient à retenir. Et à ce sujet, je tiens à faire observer que, surtout pour Trotsky, c'était assez facile de faire le tri des communications que nous recevions des sources que je viens d'indiquer. Pour ce qui est de Smirnov, je tiens à dire de nouveau que, tout en étant notre adversaire, il n'était pas tout aussi acharné que d'autres et que, pour ma part, je ne trouve rien d'extraordinaire à ce qu'on ait eu recours à lui étant donné surtout qu'il était certes parmi les mieux renseignés. Et en fait Smirnov n'a pas refusé de s'entretenir avec moi sur les questions qui nous intéressaient : ce qui prouve que, comme adversaire, il était tel que je l'ai qualifié et pas, par exemple, comme Piatakov qui me tourna le dos dès que je le rencontrai. Et il ne faut pas oublier enfin que les rencontres avec Smirnov se sont (produites) justement au commencement de la période dans laquelle nos rapports directs avec nos camarades de l'intérieur commençaient à être très difficiles, si même ils n'étaient pas déjà devenus impossibles. Toujours au sujet des informations et des sources dont avons dû nous contenter dans la deuxième période que je viens d'indiquer, on n'a qu'à consulter notre bulletin pour y trouver qu'à maintes reprises nous avons publié des sollicitations à tous ceux qui rentraient d'URSS pour qu'ils se mettent en rapports avec nous, soit personnellement, soit par lettre, justement pour nous renseigner.

A l'égard de mes relations avec Olberg, j'insiste sur l'opinion qu'il n'y a pas de contradiction entre ce que je pensais d'Olberg et les contacts que j'ai eus avec lui, AVANT TOUT parce que je me suis toujours bien gardé d'entretenir Olberg, non pas seulement sur les propos terroristes que l'accusation me prête et que je n'ai jamais tenus ni pu tenir, mais pas même sur les choses et propos qui avaient trait au plus important de notre mouvement. Et je ne lui ai demandé que des services que l'on peut demander à qui que ce soit, car ils n'impliquaient pas, de la moindre façon, que j'aie en Olberg une confiance comme on doit l'avoir avec quelqu'un avec lequel on fait un travail politique et surtout illégal. Par exemple, pour l'achat des livres, la chose est évidente : je tiens à ajouter que je ne me suis pas adressé seulement à Olberg, mais à bien d'autres, notamment à mes camarades, lesquels n'étaient que des libraires allemands et auxquels je ne pouvais demander de s'occuper de l'achat de livres russes, ce qui, au contraire, pouvait être fait par Olberg qui connaissait le russe. De même pour les épreuves, car il s'agissait des épreuves de l'*Histoire de la Révolution russe* écrite par mon père et publiée en russe en Allemagne. En plus de cela, je tiens à répéter aussi que, pendant un certain temps — et je l'ai déjà dit — je n'ai pas cru qu'Olberg fût un agent de la GPU, même s'il l'est probablement devenu plus tard. En fait, j'ai voulu avoir avec lui des entretiens même pour me faire une opinion à ce sujet, comme cela se fait de la part de gens dans notre

situation dans toutes les émigrations. Je conclus donc qu'il ne me semble pas qu'on puisse douter des explications que j'ai déjà fournies au sujet de mes rapports avec Olberg. »

Etant donné l'heure, la Commission suspend ses travaux à 18 heures 15 et les renvoie au 7 de ce mois à 5 heures.

Septième Session

La Commission rogatoire s'est réunie aujourd'hui 7 juin 1937 à 17 h. 30 dans une salle de la Mutualité avec la présence de Mme Chabrun, de M. Mathé et de Me Modigliani.

Le Président demande à Sedov de vouloir bien exposer ce qu'il a à dire sur les affirmations de Piatakov à son égard, telles qu'elles ressortent du compte rendu de l'édition française. Sur quoi Sedov répond ce qui suit :

« Je n'ai jamais eu d'entretien avec Piatakov après 1927. Il a été l'un des premiers à quitter l'Opposition de gauche, à peine quelques semaines plus tard que Zinoviev et Kamenev. A la suite, il s'est rallié à la tendance Radek, laquelle, comme on le sait, a été la plus acharnée contre nous. Et il a été publié dans le bulletin de juillet 1929 de notre mouvement que justement Piatakov avait déclaré presque textuellement que « Staline était la seule personne que l'on pouvait encore écouter et suivre ». Dans ce même numéro de notre bulletin, on peut lire de même que Piatakov déclarait aussi que Rykov et Boukharine se trompaient lorsqu'ils croyaient qu'ils auraient été les successeurs de Staline, tandis qu'à son avis cette succession échoierait à Kaganovitch. Et dans ce cas, ajoutait Piatakov, je préfère Staline à Kaganovitch. J'ajoute encore que Piatakov était devenu un fonctionnaire du régime et que tout le monde le savait. Dans ces conditions, non seulement il n'a pu y avoir entre nous et il n'y a eu entre nous aucun entretien en 1931, mais j'ai pu par la suite me rappeler (je vais dire comment) que, l'ayant aperçu Unter den Linden à peu près au mois de mai 1931 ou 1932, il me tourna le dos, mais j'ai eu quand même le temps de lui lancer un mot désagréable tel que "traître" ou autre.

Il me serait facile, en analysant les allégations de Piatakov, de montrer tout ce qu'elles contiennent de contradictions et d'invéraisemblances, mais je préfère avant tout souligner que cette fable de ma rencontre avec Piatakov a été contée pour la première fois lors du procès de Novosibirsk par Drobnis, mais, à ce moment, Drobnis n'a pas parlé d'une rencontre entre moi et Piatakov, mais d'une conférence à trois entre moi, Piatakov et Smirnov. Cette contradiction est déjà une réfutation de ce que Piatakov aurait dit au procès de janvier 1937. Mais je tiens à souligner aussi que dans la *Pravda* du 23 novembre 1936, l'éditorial, en commentant les déclarations de Drobnis au procès de Novosibirsk, relatait telle quelle la version de la conférence à trois. Et ce n'est que plus tard qu'on en est arrivé, contre toute vérité, bien entendu, à la version donnée par Piatakov. Lorsque le procès de Novosibirsk a eu lieu, c'est-à-dire avant le procès de janvier 1937 dans lequel Piatakov a fait ces déclarations, mon père, qui était alors en Norvège, dès qu'il connut les déclarations de Drobnis, s'empressa d'écrire le 16 novembre 1936 à son avocat en lui contant que ma mère se souvenait d'avoir reçu une lettre de moi, en

1931, dans laquelle je lui contais cette rencontre fortuite Unter den Linden avec Piatakov dans les termes même dans lesquels je viens de l'exposer. L'avocat de mon père m'adressa alors à son tour, le 30 novembre, une lettre dans laquelle il me demandait ce que j'avais à dire sur la conférence à trois qui aurait eu lieu, selon Drobniš. Au reçu de cette lettre, je répondis en niant cette fable, mais comme l'avocat n'avait pas fait la moindre allusion à l'incident d'Unter den Linden, je n'eus pas occasion de le rappeler. Au contraire, mon père m'écrivit de Norvège le 2 décembre 1936 en rappelant cet incident; et c'est alors que, le 11 décembre 1936, j'écrivis à l'avocat de mon père en lui contant cet incident, lequel prouve selon moi l'impossibilité morale de la rencontre inventée par Piatakov. »

En écoutant ce qui vient d'être enregistré, Sedov désire faire remarquer qu'il a donné aussi les précisions suivantes :

« L'éditorial de la *Pravda* dont j'ai parlé a paru dans le numéro du 23 novembre 1936 et il est remarquable que, dans cet éditorial, la *Pravda* ajoute de son cru que cette conférence à trois avait eu lieu sous l'aile de la Gestapo, alors qu'en 1931 il n'y avait pas encore de Gestapo en Allemagne, pour la simple raison qu'il n'y avait pas encore Hitler au pouvoir. Au moment où, en 1936, nous échangeons entre la Norvège et moi les lettres que je viens d'indiquer, il est bon d'indiquer que mon père vivait sous la surveillance la plus stricte de la police norvégienne, ce qui exclut de la façon la plus radicale toute possibilité de collusion entre moi et mes parents vivant en Norvège pour nous mettre d'accord sur ce qui s'était passé entre moi et Piatakov Unter den Linden. »

Le président demande à Sedov de déposer les deux lettres de l'avocat Puntervold et de son père auxquelles il vient de faire allusion : étant donné que, dans la première, on lit que l'avocat demandait des renseignements sur « une conférence que vous auriez eue avec Smirnov et Piatakov à Berlin », et étant donné aussi que, dans la lettre de son père écrite en français, le rappel de l'incident Unter den Linden est fait très génériquement de la façon suivante : « Maman a fait une déposition pour Puntervold sur ta rencontre avec Piatakov à Berlin (elle s'en souvient mieux que moi), il faut que tu donnes à Puntervold ta version à toi pour qu'on puisse faire la comparaison ». Sur quoi Sedov consent à livrer les deux documents en affirmant que l'un et l'autre sont les deux originaux. Et les deux documents dûment contresignés par le président sont acquis au dossier.

Après quoi, Sedov demande à faire les remarques suivantes, toujours sur les allégations de Piatakov :

« A la page 24 du compte rendu, édition française, du deuxième procès, on peut lire que j'aurais dit à Piatakov que Trotsky n'abandonnait pas une minute l'idée du renouvellement de la lutte contre la direction stalinienne, mais qu'il y avait eu "une accalmie momentanée qui s'expliquait en partie par les déplacements de Trotsky lui-même". Eh bien, à cette époque, Trotsky ne s'était encore jamais déplacé d'Istanbul. Un détail, mais qui en dit long sur la véracité de Piatakov. A l'égard des tripotages que j'aurais conseillés à Piatakov pour tirer de l'argent des commandes qu'il aurait eu à passer aux deux maisons allemandes Borsig et Demag, je tiens à déclarer que je n'ai jamais eu le moindre rapport avec ces deux maisons ni avec d'autres maisons commerciales et

industrielles d'Allemagne, mais que Piatakov lui-même, lorsqu'il a été interrogé là-dessus s'est bien gardé de donner le moindre détail sur la façon dont ces tripotages auraient dû se faire pour rapporter de l'argent.

Il ne faudrait quand même pas oublier que, si nous avions eu de telles ressources, nous n'aurions pas eu la vie administrativement si difficile qui ressort soit de nos comptes rendus maintes fois publiés, soit de l'irrégularité même avec laquelle paraissait notre bulletin ».

A la demande de Me Rosenthal, Sedov déclare ce qui suit :

« J'insiste sur ce j'ai déjà déclaré, que je n'ai vu Smirnov qu'une seule fois à la suite du rendez-vous pris la première fois que nous nous sommes vus à Berlin.

Il est donc tout à fait faux que Smirnov ait été l'intermédiaire avec moi et qui que ce soit. Je tiens à faire remarquer que Smirnov lui-même, dans le premier procès, n'a jamais parlé ni de son entremise pour que je me rencontre avec Piatakov, ni de l'autre entremise qu'on lui prête dans le deuxième procès pour que je rencontre Chestov. Je pense quant à moi qu'on s'est servi du nom de Smirnov dans le deuxième procès, de même que dans le procès de Novosibirsk¹⁸, seulement parce que (dans l'intervalle)¹⁹, Smirnov avait été condamné et exécuté et il fallait avoir recours à un intermédiaire, parce que ni Piatakov ni Chestov n'auraient jamais pu donner mon adresse à Berlin, étant donné qu'ils l'ignoraient. Et c'est cette même raison (qu'il ne connaissait pas mon adresse) que Piatakov, lorsqu'il eut à parler de la rencontre prétendue qu'il aurait eue avec moi lors de son deuxième voyage à Berlin en 1932, ne fut pas à même d'indiquer de quelle façon j'avais provoqué notre rencontre, laquelle, naturellement, n'a jamais eu lieu ».

Après quoi, Sedov demande qu'on enregistre la déclaration suivante de sa part :

« A l'égard des allégations de Piatakov, je me suis borné aux faits sans m'attacher à discuter le fond des choses et des idées qu'il m'attribue, ce qui aurait pour moi une grande importance, mais qui n'est certes pas strictement nécessaire pour la réfutation des allégations de Piatakov, celle-ci devant ressortir des faits tels que je viens de les exposer ».

Invité par le président à dire ce qu'il juge devoir dire sur les allégations de Chestov, Sedov répond ce qui suit :

« Je n'ai jamais connu et je n'ai jamais rencontré Chestov. Je tiens à faire remarquer qu'avant d'être un des accusés du deuxième procès, Chestov a été entendu comme témoin dans le procès de Novosibirsk, et, à ce moment-là, Chestov, tout en déclarant qu'il avait reçu des directives terroristes de Piatakov à Berlin en 1931, n'a pas dit un seul mot de moi. Cela ressort d'un compte rendu du procès paru dans la *Pravda* du 22 novembre 1936 et d'un article publié dans la *Pravda* du 24 suivant, avec la signature de Roginsky, substitut procureur en URSS et dans lequel l'auteur reproduit le passage le plus marquant du compte rendu sus-indiqué. Dans ce passage, pas un mot à mon égard. J'ai donc le droit d'en conclure que les allégations de Chestov dans le deuxième procès en janvier 1937 sont une trouvaille imaginée après le procès de Novosibirsk. A noter

18. Sedov fait allusion au procès qui avait eu lieu du 16 au 22 novembre 1936 à Novosibirsk. Voir son article sur le procès dans les *Cahiers Léon Trotsky* n°14, pp. 142-158.

19. Nous avons substitué cette formule à celle qui est utilisée dans l'original, « en attendant ».

que, encore une fois, c'est toujours Smirnov qui aurait été (voir page 246 du compte rendu du deuxième procès) l'intermédiaire entre moi et Chestov. Sur le rôle de Smirnov comme intermédiaire, j'en ai dit assez. Inutile d'ajouter que je n'ai jamais connu la maison Delmann, Fröhlich et Klüpfel, que je n'ai jamais présenté un homme habillé en garçon de restaurant à Chestov au restaurant Baltimore et que je n'ai jamais été avec Chestov au restaurant Nikolai. Pas un mot de ce qui me regarde n'est vrai dans les déclarations de Chestov ».

A ce point, le président demande à Melle Limbour, laquelle accepte, de bien vouloir se charger de convoquer les témoins Pfemfert et Bauer que Sedov a demandé à faire entendre.

Huitième Session

La Commission d'enquête s'est réunie aujourd'hui 10 juin 1937 à 17 heures 30 dans une salle du Café Voltaire avec la présence de Mme Chabrun, M. Mathé et Me Modigliani.

Sur la demande de Melle Limbour au nom du Comité français pour l'Enquête, la Commission décide que, dès que l'interrogatoire de Sedov sera terminé, les originaux des procès-verbaux avec leurs annexes seront délivrés au Comité français de l'enquête (duquel la Commission rogatoire tient son mandat) pour qu'ils soient expédiés à la Commission internationale d'Enquête à New York. C'est le président Modigliani qui est chargé de délivrer les originaux et leurs annexes contre un reçu qu'il gardera. Aux soins du Comité français d'Enquête, il sera mis à la disposition de la commission rogatoire une copie conforme aux procès-verbaux.

Avant que de nouvelles demandes lui soient adressées, Sedov offre en communication à la Commission son Livret scolaire de la Technische Hochschule de Berlin qu'il affirme avoir retrouvé parmi ses papiers dernièrement, et il fait remarquer que, dans ce cahier, par trois fois, à la dernière page, à la deuxième et à la quatrième, on peut lire que Sedov a obtenu la signature du professeur Hanner, à la date du 23 novembre 1932, ce qui prouve, selon Sedov, qu'à cette date il était vraiment à Berlin comme il l'a toujours dit et non pas à Copenhague comme on l'a prétendu. La Commission décide ce retenir ce livret pour qu'il soit envoyé comme annexe au procès-verbal à la Commission internationale de New York, en constatant que les dates indiquées sont effectivement marquées par un cachet aux dates ci-dessus précisées.

En poursuivant, Sedov demande à déclarer ce qui suit :

« Selon Chestov (page 33 du compte rendu, édition française), il m'aurait rencontré à Berlin en janvier 1931. Or, à cette date, j'étais à Istanbul comme cela pourra être prouvé par mon passeport. Je suis arrivé à Berlin le 25 février 1931. A noter par ailleurs (p. 245 du même compte rendu) que Chestov place son arrivée en Allemagne au mois de

mai 1931 et presque à la même époque notre rencontre. Tous ces détails contiennent autant de preuves que les affirmations de Chestov sont controvées. En plus de cela, je tiens à faire remarquer une autre contradiction dans laquelle Chestov est tombé dans ses affirmations (ce n'est certainement pas la seule), là où il déclare, p.31 du compte rendu et p. 32, qu'il est parti de Berlin au début de novembre pour se rendre en Russie et plus tard en Sibérie où il serait arrivé le 20 novembre, tandis qu'à la page 252-253, le même Chestov affirme que, vers la mi-novembre 1931, il se trouvait en Angleterre. »

Invité par le président à s'expliquer sur les déclarations de Mouralov au deuxième procès, Sedov répond ce qui suit :

« Mouralov est un vieux-bolchevik qui resta l'ami de mon père tant que celui-ci ne partit pas pour la déportation, dans laquelle je le suivis en Asie centrale, puis à Istanbul. Mouralov est le seul de nos anciens amis mêlés aux deux procès lequel, tout en renonçant à son activité politique, n'a pas fait une déclaration publique de vouloir renoncer à notre mouvement. Il a été par la suite un employé du régime et moi je n'ai plus eu d'occasion de le voir à partir de la fin 1927; à partir de la fin 1928, toutes les relations épistolaires ont été rompues entre nous ²⁰. Il est tout à fait absurde de supposer que j'aie pu avoir recours à Chestov pour entrer en rapports avec Mouralov.

A l'égard de la lettre que, selon l'accusation, j'aurais fait parvenir à Mouralov par l'entremise de Chestov, je tiens à faire remarquer avant tout que les déclarations de Mouralov ne sont nullement d'accord avec celles de Chestov. Selon Mouralov, Chestov lui aurait remis une lettre de moi, rédigée par moi, ce qui lui aurait permis de constater que ma lettre n'était pas apocryphe (p. 228 du compte rendu). Au contraire, Chestov (p. 255 du compte rendu) dit que Mouralov aurait eu, en plus, de lui deux lettres, dont une, très courte, de Trotsky, et l'autre, dont il ne précise pas quel serait l'auteur, infiniment plus longue et tellement difficile à déchiffrer que Mouralov aurait renoncé à la déchiffrer lui-même et que c'est lui, Chestov, qui aurait employé trois jours pour y parvenir.

La contradiction me semble évidente. De même Mouralov n'est pas d'accord avec Smirnov sur un autre point. En effet à la page 227 du compte rendu, on peut lire que, selon Mouralov, celui-ci aurait rencontré au début de 1931 à Moscou Smirnov de qui il aurait appris que ce dernier avait eu l'occasion de me rencontrer auparavant à Berlin. Or on a déjà vu que, selon Smirnov, cette rencontre aurait eu lieu en été 1931 et moi-même j'ai déjà eu l'occasion de préciser avoir rencontré Smirnov à Berlin en juillet 1931. Et je veux aussi faire remarquer qu'à la page 228 du compte rendu, Mouralov se laisse aller à une affirmation qui n'a pas une très grande importance, mais laquelle établit à mon avis un manque de sincérité de sa part. M'ayant connu lorsque j'étais jeune, il avait pu constater que, jusqu'à un certain âge, je louchais d'un oeil, ce qui lui a fait dire que Chestov lui avait signalé ce défaut physique de moi. Or, à la date où tout cela se passait ou aurait dû se passer entre Chestov, Mouralov et moi, j'étais complètement guéri de ce défaut : ce qui prouve que l'affirmation de Mouralov se rattache non pas à ce qui s'est vraiment passé alors, mais à un souvenir qui l'a fourvoyé. Et, en plus de cela, il est peut-être amusant de remarquer que, selon le compte-rendu, c'est justement la connaissance de ce défaut physique chez moi qui aura rendu plus facile l'identification de l'authenticité de ma lettre (page 228). Comprenez qui pourra !

20. La mémoire de Sedov le trahit. Mouralov a signé - avec trois autres dont Rakovsky - la déclaration de l'Opposition de gauche en URSS du 12 avril 1930, et sa dernière lettre à Trotsky dans les archives de Harvard est datée du 30 octobre 1930.

De même, il n'y a rien de vrai dans la transmission d'une deuxième lettre que, selon Mouralov, il aurait reçue de moi en 1932 par l'entremise de l'ingénieur Seidmann, que je n'ai jamais connu ²¹. De même, il n'y a rien de vrai dans la transmission d'une troisième lettre que j'aurais fait parvenir à Mouralov en 1933 par l'intermédiaire de Chestov qui aurait utilisé à cet effet un spécialiste allemand (page 238 du compte-rendu). »

Invité à dire ce qu'il a à dire au sujet des déclarations de Romm, entendu comme témoin et pas comme accusé au deuxième procès, Sedov répond ce qui suit :

« Je n'ai jamais connu Romm et je n'ai appris qu'au moment du procès qu'il existait et qu'il était même le correspondant de l'agence Tass et du journal *Izvestia* que je lisais très rarement, lui préférant la *Pravda*. Mon impression est qu'on a fait jouer le rôle de témoin à Romm pour se servir de sa qualité, vraie ou prétendue, je ne sais, de journaliste pour qu'il puisse relater sur des faits qu'il aurait eu à constater à l'occasion de voyages certes plus faciles pour un journaliste que pour tout autre. C'est pour la même raison qu'un autre prétendu journaliste, Boukhartsev, a été entendu comme témoin à charge contre Piatakov. Impossible de ne pas souligner avant tout l'in vraisemblance du témoignage que l'on reçoit de quelqu'un qui avoue avoir participé comme courrier et agent de liaison à une véritable conspiration terroriste et qui n'est pas sur le banc des accusés.

Sur les affirmations de Romm, je commence par souligner l'in vraisemblance du fait que ce soit Putna, attaché militaire à l'ambassade soviétique à Berlin — et que je ne connaissais personnellement pas ²² — qui ait eu l'idée d'envoyer un journaliste officiel chez moi pour qu'il se mette en rapports avec les ennemis du régime staliniste. En tout cas, il n'y a pas un mot de vrai dans cette histoire d'entrée en rapports de moi avec Romm, après quoi il est bon de souligner que, selon Romm, j'aurais commencé par laisser passer neuf mois sans rien faire et sans profiter de ses bons services et qu'après ces neuf mois je n'aurais su mieux faire que de lui envoyer par la poste une lettre de mon père de la plus haute importance et qu'évidemment on n'envoie pas par la poste si on désire l'envoyer et encore moins en l'adressant au bureau de l'agence Tass au risque qu'elle soit lue par un remplaçant quelconque du destinataire.

Mais Romm est bien forcé d'inventer ce moyen de transmission du moment qu'il était dans l'impossibilité absolue de donner mon adresse ou d'indiquer un moyen quelconque de communiquer entre nous.

Pour en venir à ce que Romm conte page 149 à l'égard d'une lettre de Radek qu'il m'aurait envoyée après l'avoir glissée dans le dos de la couverture d'un livre allemand, inutile de dire que c'est aussi une pure fable. A noter en plus que le livre voyagea par la poste encore une fois, mais cette fois il est adressé à un bureau auquel je n'ai jamais fait envoyer mon courrier et par-dessus le marché, poste restante, avec toutes les possibilités

21. Nous ne savons rien de cet ingénieur. En revanche, cette année-là, Sedov utilisa comme courrier avec l'URSS un ingénieur américain nommé Becker.

22. Vitovt Putna (1895-1937), un des meilleurs généraux de l'Armée rouge avait été effectivement membre de l'Opposition de gauche avant 1927. Il devait être fusillé avec Toukhatchevsky et les autres chefs de l'Armée rouge. *Voprosy Istorii*, dans son numéro 1 de 1989 a publié un article sur lui d'I.E. Kouskine, pp. 125-132.

de le voir s'égarer que l'on connaît, surtout lorsqu'il s'agit d'une adresse pas nominative mais conventionnelle ».

A ce point, étant donné l'heure, la séance est renvoyée à mardi prochain 15 juin à 20 heures 30.

Neuvième Session

La Commission rogatoire s'est réunie ce soir 15 juin 1937 à 21h. dans une salle de la Mutualité. Le président invite Sedov à s'expliquer sur ce qui a été dit, selon le compte rendu, par le témoin Romm, au sujet d'une rencontre au Bois de Boulogne, avec la présence de Mme Chabrun, de M. Mathé et de Me Modigliani. Sur quoi Sedov déclare ce qui suit :

« Je commence par souligner que Romm ne pouvant donner aucune précision sur le moyen par lequel il serait entré en rapports avec moi, commence par inventer que c'est moi qui lui aurait téléphoné. Encore une fois, elle prouve que Romm n'avait, même s'il avait été à Paris, aucun moyen de se mettre en rapport avec moi. En tout cas, il n'y a rien de vrai dans les rencontres dont Romm parle selon le compte rendu.

Il est à retenir avant tout que Romm, sur demande, a précisément indiqué (page 150 du compte rendu du procès, édition française) que sa rencontre avec mon père et moi au Bois de Boulogne se serait réalisée « fin juillet 1933 ». Or je suis à même de prouver que, fin juillet, non seulement mon père, mais moi non plus, n'étions pas à Paris. Et voilà les précisions que je suis à même de donner. Sachant que mon père allait arriver en France le 14 juillet (et je peux préciser cette date, car je me souviens que j'aurais désiré être à Paris pour la première fois de ma vie à cette date et assister aux fêtes populaires, et qu'au contraire je n'y étais pas), je suis parti avec deux de mes amis pour aller à la recherche d'une localité dans laquelle mon père aurait pu séjourner selon les accords qui avaient été pris avec les autorités françaises.

Au sujet de ces accords, nous avons été à même de produire à la Commission de New York une lettre du 29 juin de M. Chautemps qui était à ce moment ministre de l'Intérieur et de laquelle il ressort que le gouvernement français avait fini par consentir à ce que Trotsky puisse séjourner en France, mais à l'exclusion des grandes agglomérations urbaines et pourvu qu'il choisisse une localité, soit de la Corse, soit du Midi, soit du centre. En conformité avec ces instructions, nous avons commencé par nous rendre à Noirmoutiers et après à l'île d'Oléron où nous n'avons pas trouvé ce qui nous convenait. Nous nous sommes rendus alors à Royan où nous sommes descendus à l'Hôtel de l'Univers comme cela ressort de la lettre dûment légalisée que le patron nous a écrite à la date du 26 mars 1937 et de laquelle je verse copie à la commission. A la date du 18, nous avons conclu le bail de la Villa des Embruns (Saint-Palais sur Mer) avec comme propriétaire M. Pillot. Le 19, nous sommes partis par la route, comme nous étions venus et nous nous sommes rendus à Marseille où nous sommes arrivés le 20 après avoir dormi à Toulouse, ainsi que l'ont témoigné dans des déclarations envoyées à New York, les deux amis qui m'accompagnaient. Le 21, nous étions à Marseille et un troisième témoin nous a rejoints et en a rendu témoignage pour la Commission de New York.

J'étais renseigné que mon père devait arriver à Marseille par mer le matin du 24 et, comme déjà entretemps *l'Humanité* avait lancé des appels pour que les dockers de Marseille fassent des démonstrations hostiles à mon père, nous avons décidé de prendre les mesures nécessaires pour éviter ces incidents : d'autant plus que nous avions été renseignés de la possibilité que des Russes blancs prissent eux-mêmes l'initiative de quelque chose de désagréable. A la suite de quoi, nous nous arrangeâmes de façon que le bateau *Bolgar* sur lequel voyageait mon père s'arrête avant Marseille à la hauteur de Cassis-sur-Mer, de manière à être accosté par un canot automobile préparé par moi et sur lequel mon père aurait pu s'embarquer comme il l'a fait. Et je pense que, à ce sujet, aucune contestation n'est possible car tous ces faits ont été copieusement relatés par la presse à ce moment. Je me rappelle entre autres que le propriétaire du canot, alarmé du fait que nous n'avions pas l'air de touristes, voulait à la dernière minute se refuser à partir et qu'il a fallu une grande histoire pour le persuader, sur quoi il a donné à l'époque une interview à des journalistes.

Dès que mon père et ma mère eurent débarqué, ils montèrent avec moi et les trois amis dont j'ai déjà parlé dans deux voitures par lesquelles nous entreprîmes le voyage par Marseille, Montpellier, Bordeaux et Royan. A la tombée de la nuit, nous nous arrêtons dans une localité que nous n'avons pas tout de suite identifiée et dans laquelle nous évitâmes autant que possible de donner nos noms à l'hôtelier qui nous hébergeait et ce qui n'a pas permis par la suite d'obtenir de sa part une déclaration tout à fait précise. Mais, comme, sur mes indications, la localité a été retrouvée depuis (il s'agit précisément de Tonneins et du Grand Hôtel du Centre), il a été possible d'obtenir du propriétaire de l'hôtel une déclaration prouvant que, dans la nuit du 24 au 25, les chambres dans lesquelles nous avons passé la nuit avaient été louées à des personnes non précisées. A noter que, dans la déclaration de l'hôtelier, le nombre de ses clients est diminué d'une unité parce que nous avions loué un lit en moins étant donné que le long de la nuit, tour à tour, (nous) les jeunes, nous avons monté la garde.

Nous sommes partis de Tonneins le 25 et nous sommes arrivés à Royan le même jour dans l'après-midi et, par un pur hasard, notre arrivée à Royan a pu être prouvée de la manière la plus sûre parce qu'au moment de notre arrivée un petit incendie avait éclaté et notre arrivée fut donc remarquée, même par le capitaine des sapeurs-pompiers de Saint-Palais, qui a laissé une déclaration en ce sens, versée au dossier de New York et de laquelle je dépose une photographie à la commission. A noter encore que, lorsque mon père, par la suite, fut obligé de quitter la France, M. le notaire A. Bardou, notaire et journaliste de la localité, envoya un article au *Journal* de Paris relatant l'arrivée de mon père à Saint-Palais au moment de l'incendie. Cet article a paru dans le *Journal* à la date du 25 avril 1934. Dans cet article, l'auteur indiquait comme date de l'arrivée de mon père le 18 parce que, comme il l'a dit lui-même depuis, il a fait erreur sur la date du bail de la villa et la date exacte de l'arrivée de Trotsky à la villa des Embruns. Ce qui a eu comme conséquence que, ayant été prié de vérifier ce souvenir, M. Bardou a rendu une déclaration envoyée à New York dans laquelle il rectifie son article en indiquant que l'arrivée de mon père est à placer exactement le 25 juillet 1933.

A partir de cette date et jusqu'au 9 octobre 1933, mon père ne s'est jamais éloigné de Royan, comme il devrait être facile de l'établir en s'adressant à la police, parce que mon père n'aurait pu quitter Royan, sauf pour de courtes promenades dans les alentours, qu'avec la permission de la police, permission qu'il n'a pas demandée. Mais en dehors des attestations que l'on pouvait obtenir de la police, il nous a été possible d'envoyer à New York en plus d'une déclaration de la fille du propriétaire de la villa précisant que l'arrivée s'effectua effectivement le 25 juillet, une quarantaine de déclarations, soit par

des amis qui ont monté la garde continuellement pour la protection de Trotsky, soit par des visiteurs de mon père : déclarations qui suffisent à établir d'une façon péremptoire que Trotsky n'a pas quitté Royan avant la date que je viens d'indiquer. Ce qui établit d'une manière définitive que toute l'histoire de la rencontre au Bois de Boulogne fin juillet 1933 est complètement inventée, soit par Romm soit par quelqu'un qui la lui a suggérée. »

Invité à s'expliquer sur les autres rencontres dont parle Romm, Sedov déclare ce qui suit :

« Je désire avant tout ajouter que, même s'il l'avait voulu, mon père n'aurait pas pu se rendre à Paris parce que, à son arrivée à Royan, il souffrait d'un lumbago à ce point douloureux que, au cours du même mois d'août, il a fallu recourir à un médecin. Nous avons même envisagé, mais pour y renoncer par la suite, la possibilité de l'amener à Bordeaux pour se soigner. Pour ce qui est des autres rencontres absolument controuvées que j'aurais eues en avril, mai 1934 et en novembre 1933, je crois pouvoir me dispenser de toute réfutation du moment que j'ai apporté la preuve définitive du mensonge de Romm sur le plus important de ses déclarations. Je tiens quand même à faire noter que les affirmations de Romm sont particulièrement ridicules au sujet de l'importance qu'auraient eues, selon mon père, les relations soviéto-américaines pour le déclenchement d'une action anti-stalinienne, et je tiens à noter aussi que, si vraiment j'avais rencontré Romm en avril et mai 1934, il est tout à fait invraisemblable que je ne l'aie pas entretenu sur le fait que, justement à cette époque, mon père a dû quitter Barbizon. Lui-même, Romm, aurait dû m'en parler car la presse a fait sur cet événement, comme tout le monde se le rappelle, le plus grand tapage. Or il n'y a pas un mot de tout cela dans la déposition de Romm. Et enfin, il est tout simplement invraisemblable que j'aie donné à Romm, pour qu'il corresponde avec moi, mon adresse poste restante à la Poste centrale de Paris, étant donné que, justement à cette adresse, je recevais le courrier de mon frère habitant en URSS. Ce qui veut dire que cette adresse était certainement connue du GPU et que j'aurais été bien nigaud en me faisant adresser à cette même adresse les communications clandestines et conspiratives ».

A ce point, Sedov, dûment interpellé, déclare n'avoir rien à ajouter, pour le moment, pour réfuter ce qui a été allégué contre lui et signe le procès-verbal comme suit. (Suit la signature de Sedov)

Melle Limbour déclare à ce moment que, conformément à ce qui a été décidé dans une des précédentes séances, elle a convoqué pour aujourd'hui les témoins suivants : Victor Serge, M. et Mme Pfemfert, M. Bauer.

La commission décide de passer à l'examen des témoins auxquels le président adresse un avertissement dans le sens que, sans les inviter à prêter serment, la commission fait appel à leur honneur pour être sûre qu'ils diront toute la vérité et rien que la vérité.

Le premier témoin est Victor Serge, écrivain, âgé de 46 ans, demeurant à Paris.

A la requête du sous-comité de Paris, il est entendu que Victor Serge devra dire ce qui est à sa connaissance au sujet de la façon dont se passent les ins-

tructions judiciaires en URSS. Le président l'ayant invité à déposer sur cette question, Victor Serge déclare ce qui suit :

« J'ai appartenu à l'Opposition de gauche de 1923 à 1936. Je connais donc toute la vérité sur son activité et si la Commission le voulait, je serais à même d'apporter la réfutation la plus précise et la plus complète au sujet de ce que je n'hésite pas à appeler l'imposture des deux procès de Moscou. Mais comme on m'a posé une question précise, c'est à celle-ci que je vais répondre sur la base de mon expérience personnelle.

En URSS, j'ai été arrêté deux fois : en 1928, à la veille du 1er mai, et en 1933, au mois de mars, le 7 ou le 8. La première fois, je n'ai été en prison que pendant six semaines à peu près et cette fois le traitement que j'ai eu à subir ne fut pas particulièrement sévère. Les choses se passèrent tout autrement la deuxième fois. Aucune des deux fois, il ne m'a été signifié aucune accusation, ni oralement ni par écrit, et même les personnes auxquelles j'étais amené à répondre, commençaient par me déclarer qu'ils n'étaient pas, au sens strict du mot, des fonctionnaires de l'ordre judiciaire, mais des représentants armés du parti. C'est-à-dire que s'il ne s'agissait pas de prime abord d'une discussion sur des points de fait et de droit ayant un caractère juridique, mais bien plutôt d'une discussion politique qui était amorcée en me demandant mon avis sur la ligne générale du parti. Inutile de dire que, surtout la deuxième fois, j'ai été mis au secret de la manière la plus stricte, c'est-à-dire en cellule, sans possibilité de correspondre avec qui que ce soit, privé de livres et de promenades, de façon que, pendant trois mois, rien ne m'a été donné qui puisse satisfaire aux besoins d'activité intellectuelle d'un homme encore moins cultivé que moi. C'est pendant ces trois mois que j'ai été interrogé une dizaine de fois. Sauf deux fois, dans lesquelles l'interrogatoire fut fait pendant le jour, les autres fois les interrogatoires s'effectuaient la nuit. Je dis la nuit parce qu'après que nous avions été obligés de nous coucher à l'heure prescrite, c'est-à-dire à 21 heures, on nous réveillait brusquement — tout au moins on m'a réveillé brusquement après 23 heures en me sommant de me lever pour me rendre à l'interrogatoire. Pour me rendre à l'endroit où l'interrogatoire devait se tenir, on ne m'a jamais fait prendre le plus court chemin, mais on m'y menait au contraire par de longs détours dans les couloirs, de manière à donner des impressions pas toujours agréables, soit, lorsqu'on passait brusquement du couloir obscur à d'autres très fortement éclairés, soit parce qu'on nous faisait passer devant des sentinelles et même devant les cellules dans lesquelles on pouvait présumer que se trouvaient les condamnés à mort.

L'interrogatoire commençait par prendre l'allure d'une conversation psychologique beaucoup plus que celle d'un examen judiciaire, c'est-à-dire que non seulement on ne me donnait pas de précisions sur les inculpations, mais on s'efforçait d'établir une atmosphère soit de confiance, soit de menace, pour m'amener, non pas à préciser tel ou tel autre fait, mais à m'expliquer d'une façon très générale sur ma vie et mes idées. On disait : « Racontez votre vie, de manière qu'il soit possible d'établir la vérité à votre égard ». Naturellement, lorsque je me refusais à de tels procédés, on est arrivé soit à la tentative de m'apitoyer sur le sort des personnes qui m'étaient chères, soit à des menaces. Mais je tiens à souligner que, pendant ces entretiens, je n'ai jamais eu à mes côtés un défenseur et je n'ai jamais vu un greffier dresser un procès-verbal, ou même prendre des notes. Il n'y avait pas de greffier, ce qui n'empêche pas que, très probablement dans une chambre à côté ou autrement, on devait prendre des comptes rendus et même très précisément, car une fois le juge a été à même de rappeler un détail d'un interrogatoire précédent.

Pendant ces interrogatoires, je ne dois pas cacher que je me demandais continuellement de quelle façon on allait s'y prendre pour m'amener à des déclarations dans le sens désiré, soit à me faire comprendre au moins ce qu'on attendait que je déclarasse. Et voilà comment on y arriva : une fois, après d'autres fonctionnaires, j'eus à faire avec Routkovsky²³, lequel m'aborda en me disant, sans plus, que j'étais perdu, mais qu'il voulait quand même me sauver et me tendre une planche de salut. La planche de salut consistait en ceci : il se mit à lire une déposition prétendue de la belle-soeur Anita Rousakova, dans laquelle celle-ci, d'une façon tout à fait abracadabrante, aurait énuméré toute une série de personnes (avec qui je serais entré en relations tandis que je n'en connaissais aucune) Connaissant ma belle-soeur et entendant ce que j'entendais, je compris tout de suite qu'il s'agissait d'une pièce forgée. Mais à un moment je fus frappé du fait que, parmi les personnes avec lesquelles j'aurais dû être en relations, il y en avait une qui habitait dans une cité militaire. Ce détail, tout aussi faux que le reste, me fit penser qu'on voulait en arriver à une décision capitale, soit contre moi soit contre ma belle-soeur. C'est alors que, sans plus me contenir, je laissai éclater dans des termes très crus mon indignation, me refusant de plus même à entendre tout autre lecture de ce prétendu interrogatoire; et je conclus en exigeant au contraire une confrontation avec ma belle-soeur. Routkovsky comprit qu'il n'y avait rien à tirer de moi, m'offrit un verre d'eau et m'invita à me calmer. L'interrogatoire prit fin. Par la suite, tous les matins, selon que cela était permis, j'écrivis au procureur du GPU en exigeant toujours sans me lasser la confrontation avec ma belle-soeur. Ce qui eut comme conséquences ce que je vais exposer.

Un beau jour, Routkovsky me fit conduire en sa présence et comme si rien ne s'était passé auparavant, il m'adressa toute une série de demandes anodines à l'égard de personnes que j'avais connues ou pas connues et au sujet desquelles on me demandait de dire si j'avais eu avec elles telle ou telle autre relation, sans conséquences. Il va sans dire que je fus très surpris de la conduite de Routkovsky et je lui posai alors la question de ce qui allait se passer au sujet de la prétendue déposition de ma belle-soeur. A quoi il répondit qu'on s'était bien gardé d'attribuer à cette déposition la moindre importance. J'insistai pour savoir si cette déposition avait été abandonnée même à l'égard de ma belle-soeur. Routkovsky me répondit par l'affirmative et j'ai donc compris que cette fois tout était fini pour ma belle-soeur et en effet elle fut libérée et à mon égard on se limita à m'envoyer en déportation à Orenbourg.

Je dois préciser que je suis absolument convaincu que ma belle-soeur n'a jamais fait la déclaration qu'on m'a lue parce que, si vraiment elle l'avait faite, elle ne s'en serait pas tirée à si bon compte et deuxièmement, parce qu'il est inadmissible qu'elle ait déclaré ce qu'on pouvait dire dans son prétendu interrogatoire et lorsque, à mon passage à Moscou, j'allais avoir la possibilité de me rencontrer avec elle, et de tirer au clair la vérité au sujet de sa déclaration, je ne fus nullement surpris d'apprendre que, juste à ce moment-là, on l'avait déportée à Vork(out)a car, pour moi, il ne fait pas de doute que cela fut fait justement pour m'empêcher de savoir par ma belle-soeur la vérité sur ce qu'elle avait dit ou pas dit dans l'instruction, ce qui n'empêche pas qu'elle soit encore aujourd'hui en train de faire ses cinq années de déportation.

En plus de ce qui a trait à l'instruction dont j'ai été l'objet, je crois devoir montrer de quelle manière les choses se passent dans une cellule dans laquelle j'ai rencontré un dénommé P. (je pense qu'il ne convient pas d'enregistrer le nom) qui était pour ainsi

23. L'hypothèse a été émise que l'homme, sous le nom de Berman, avait été plus tard l'un des dirigeants du parti et de l'Etat polonais.

dire mon confrère ayant appartenu lui aussi à un syndicat d'écrivains. Il était au secret depuis plusieurs mois, et il m'a raconté qu'on tâchait de l'amener à des aveux, toujours par la même méthode, c'est-à-dire en lui faisant croire que des amis à lui avaient avoué et qu'il n'avait désormais rien d'autre à faire que de se rallier à ses aveux. Naturellement, il ne manqua pas de me dire qu'il était parfaitement convaincu que ces aveux n'existaient pas et, de mon côté, je fis de mon mieux pour lui remonter le moral. A Moscou, j'ai été dans la prison de la Loubianka et c'est la seule fois où je n'ai pas été en cellule, car on me plaça dans une cave dans laquelle se trouvaient une trentaine d'autres prisonniers. Comme j'étais très fatigué, un de ceux-ci me prêta quelque chose pour m'étendre et j'entrai en conversation avec lui. J'appris ainsi de lui qu'il était professeur et avait fait l'objet d'une longue instruction au cours de laquelle il avait fini par avouer tout ce qu'on voulait et même plus. De telle façon que le juge lui-même avait fini par n'y plus rien comprendre. Et c'est ainsi qu'on en était arrivé à l'expédier avec le juge et un autre des accusés, jusqu'à Moscou pour tâcher de débrouiller l'imbroglio des aveux compliqués et invraisemblables que tout aussi bien lui que le co-accusé avaient fini par faire. En voyageant dans ce but et avec son juge, il avait été traité le mieux du monde, bien logé et bien nourri. Et le plus drôle ce fut que l'un des jours suivants, je rencontrai l'autre des co-accusés, un vétérinaire, qui me confirma lui aussi, en s'amusant énormément, avoir fait des aveux ridicules tellement ils étaient invraisemblables. Il riait surtout du fait qu'il avait lui-même avoué avoir déclenché des épidémies qui paraissaient être, à son avis, tout à fait impossibles, ce qui me confirma dans l'opinion que le système des aveux qui ne sont pas des aveux était pratiqué à ce moment (1933) bien avant donc les deux procès dont il est question à présent.

Je tiens aussi à renseigner la commission sur ma rencontre à Orenbourg de deux militants du mouvement trotskyste qui devaient y purger, l'un quatre et l'autre cinq ans de déportation et lesquels certainement n'ont pu rien faire à ce moment qui devait leur valoir d'être inculpés en rapport avec l'assassinat de Kirov et d'être condamnés l'un comme l'autre à encore cinq ans de prison.²⁴ Et je ne tairai pas le fait qu'un autre trotskyste, Eleazar Solntsev, a été condamné par les mêmes méthodes. Ce militant, après avoir été condamné à trois ans, a vu augmenter sa peine de deux ans encore. Lorsque celle-ci fut terminée et sans jugement, après quoi il fut déporté et au moment de l'assassinat de Kirov, il fut de nouveau arrêté et condamné encore une fois à cinq ans de prison, qu'il ne fit pas, pour la simple raison qu'il préféra la grève de la faim — et en mourut. Et il est bon que l'on sache qu'on avait pris soin de déporter sa femme et son fils chacun dans un autre endroit. »

La séance est levée à minuit.

24. Il s'agit vraisemblablement de Pankratov, ancien marin de Cronstadt, puis tchékiste et de Pevzner, ancien officier de l'Armée rouge et grand mutilé.

Débat autour de la Commission

Nous publions ci-dessous des extraits de la discussion qui s'est déroulée en 1937-1938 dans les colonnes de l'hebdomadaire nord-américain Common Sense autour des travaux de la commission Dewey et des procès de Moscou. Le directeur de la revue, Selden Rodman, avait interviewé Trotsky dans sa maison de Coyoacán en septembre. Son article provoqua des réactions diverses, significatives des clivages qui apparaissaient sur cette question dans l'opinion « libérale » aux Etats-Unis. On sera frappé de l'actualité de certains thèmes, Selden Rodman développant par exemple la théorie en vogue aujourd'hui, du côté des historiens gorbatchéviens, des « deux ours », Staline et Trotsky étant mis sur le même plan.

Rodman

[...] L'auteur [...] est arrivé aux conclusions suivantes :

— Trotsky certainement et les accusés de Moscou probablement n'étaient coupables ni de terrorisme ni de complot avec des puissances étrangères.

— Les procès de Moscou, qu'on les appelle, si on veut, des impostures, ne sont pas essentiellement des manifestations de quelque sorcellerie récente connue sous le nom de stalinisme, mais le résultat direct de la philosophie marxiste-léniniste selon laquelle la fin justifie les moyens.

— On peut légitimement assurer que Trotsky et les oppositionnels auraient agi de la même façon s'ils en avaient eu la possibilité.

— La commission elle-même, étant composée de deux admirateurs ardents de Trotsky, deux libéraux et un Herr Doktor inaudible, ne pouvait finalement rien prouver.

— L'un des libéraux a été tellement exaspéré par les partisans et l'incapacité innée de Trotsky à répondre à une question sans faire un discours, qu'il a posé des questions déloyales et a provoqué sa propre démission, portant ainsi — délibérément ou non — un coup sérieux à l'impartialité de la commission, mais ne se révélant pas par là lui-même comme « stalinien ».

— L'autre libéral avait raison et manifestait son courage en demandant que Trotsky soit entendu, mais hésitait devant la philosophie commune qui ne conduisait qu'en apparence à des actions différentes.

— La question ne sera jamais tranchée et prouvée parce que, si une Eglise véritable ne peut pas se tromper, une deuxième non plus.

Les traits les plus intéressants du témoignage publié, au moins pour l'auteur de cet article, sont les exemples d'un raisonnement marxiste *a priori* ahurissant de la part de l'accusé : Trotsky : « Une grève ? Qu'est-ce qu'une grève ? C'est l'embryon d'une révolution. ». Trotsky : « Pour la classe ouvrière de tous les pays, une organisation internationale est parfaitement naturelle. »

Qu'importe à Trotsky si aucune Internationale n'a jamais réalisé une révolution victorieuse nulle part, et surtout pas en Russie ? Il soutient la dernière, sa propre 4e Internationale, sur la base *a priori* de ce qu'une révolution ouvrière *doit* être guidée par une Internationale. Quand le Dr Dewey lui demande s'il n'est pas exact que, depuis la guerre, le prolétariat a eu un état d'esprit plus national qu'international, partout, il ré-

pond froidement : « Le capitalisme pousse les ouvriers à la révolution [...] En Europe, les nations sont plus liées les unes aux autres [...] Je peux prédire que la révolution en France entraînerait immédiatement, à d'autres initiatives, ou provoquerait une révolution dans l'Allemagne de Hitler ». Et ainsi de suite. Des preuves ? La révolution en Russie a-t-elle apporté plus que des révolutions avortées n'importe où ailleurs ? Peu importe. C'est dans la Bible. La classe ouvrière a une « mission historique ». CQFD.

[...] Dans ces audiences, on a posé à Trotsky une question plus sérieuse. Qu'aurait-il fait à Staline et à ses amis si c'était *lui* et non Staline qui l'avait emporté. Les aurait-il éliminés ?

Trotsky : « Vous savez la première chose que je ferais ? Ce serait d'exclure du parti tous les gens corrompus, comme Vychinsky, Iagoda et autres, qui sont des ennemis de la classe ouvrière et ne travaillent que dans leur propre intérêt matériel. Pas les gens qui ont des opinions différentes des miennes. C'est différent. Et je ne les exclurais pas. Je convoquerais une conférence ouvrière : "Choisissez entre les gens honnêtes et les gens malhonnêtes dans le parti". Je veux dire des ouvriers d'usine sans ambitions de carrière. Je suis certain qu'ils feraient un bon choix ».

Cette réponse est extraordinairement révélatrice.[...] Y a-t-il la moindre raison de supposer que le prétendu choix des ouvriers selon Trotsky pour juger ses ennemis ferait un tribunal avec moins de préjugés que la presse du parti en Union soviétique qui demande les têtes des trotskystes avant même qu'ils se soient assis sur le banc des accusés ? Comme tous les religieux fanatiques depuis l'aube de l'humanité. Les adversaires de Trotsky ne sont pas des gens avec des *opinions* différentes. Oh non ! Ce sont des gens qui ne travaillent que pour « leur intérêt matériel, personnel ». L'accusateur est toujours « désintéressé », « honnête », « incapable d'intriguer » ; l'adversaire est toujours « intéressé », « mercenaire », « comploteur confirmé ».[...] Les trotskystes décrivent Staline non seulement comme « cynique », mais comme « pourri ».

Depuis la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917 — en fait plus tôt — la philosophie du marxisme a été modifiée afin de justifier non seulement la dictature d'un parti minoritaire, mais *l'usage de la terreur*. Trotsky lui-même a dit dans sa déclaration pour l'interview que « le parti bolchevique dans les années de la guerre civile, considérait la terreur comme une arme temporaire inévitable accompagnant toute révolution, ainsi que le montre l'Histoire. L'objectif de cette terreur était de libérer la nation des vieilles chaînes qui l'enserraient et d'ouvrir la voie au développement d'une société socialiste. » Mais quand il arrive à l'usage de la terreur dans les procès de Moscou, Trotsky ne met que trop en valeur l'aspect double de cette arme : « La terreur actuelle de la bureaucratie stalinienne a un caractère réactionnaire, pas révolutionnaire ». Mais qui, au juste, doit faire cette distinction ? [...] C'est incontestablement le devoir de tout groupe désirant le changement social que d'étudier l'origine de cette philosophie et de justifier dans quelle mesure, après tout, la fin justifie les moyens.

[...] Il est vrai que la plupart des révolutions se sont accompagnées de terreur et que peu ont échappé à la dictature, mais le moment est venu pour les radicaux américains de cesser de jongler avec les mérites comparés du trotskysme et du stalinisme et de déterminer les conséquences de la philosophie et de la tactique qui sont derrière l'un comme l'autre.

Max Eastman

Je partage la conclusion de Selden Rodman selon laquelle il faut remonter pour la désastreuse situation en Russie « au début même du pouvoir bolchevique en 1917 ». J'ajouterais qu'il faut remonter plus loin, à Marx et au-delà à Hegel, dans la philosophie « dialectique » duquel la morale de Staline, entre autres prodiges, a sa source théorique.

[...] C'est le devoir des hommes intelligents de faire la distinction entre un emploi réactionnaire et un emploi révolutionnaire de la terreur comme de la plume et de l'encre. Le fait que Rodman ne croit pas à l'emploi de la terreur dans quelque sens que ce se soit, ne le dégage pas de cette obligation.

[...] C'est pour le moins un manque de générosité que d'inférer d'une croyance dans la même philosophie abstraite que tout autre individu accumulerait le palmarès de crimes sanglants qui est celui de Staline. Staline a sa place avec Ivan le Terrible et Gengis Khan parmi les plus cruels assassins de leurs propres amis et des masses de toute l'Histoire. Si Rodman peut affirmer sur la seule base de la même croyance dans la théorie dialectique de la morale et de la terreur révolutionnaire que Trotsky serait un monstre semblable, il peut faire la même démonstration pour toute autre personne partageant ces croyances [...] y compris Karl Marx. Car Rodman se trompe quand il dit que « la philosophie du marxisme a été modifiée [...] pour justifier l'usage de la terreur ». Marx défendait en termes tout à fait explicites la terreur révolutionnaire.

Ces procès étaient une conspiration non seulement contre leurs victimes, non seulement contre la révolution, mais contre le trésor du développement de la compréhension de la société dans le monde. Il est psychologiquement vrai que quiconque enfourche la question des procès, quiconque, pour une raison d'organisation ou une raison politique, veut tenir les accusés pour coupables, assurer que s'ils avaient été coupables ils auraient été jugés et condamnés de cette façon, relève, pour une raison ou pour une autre, du progrès de l'état d'esprit totalitaire. C'est cet esprit, qu'il vienne de Russie, d'Italie ou d'Allemagne, qui menace d'extinction notre civilisation. [...] Ce n'est pas de l'absolutisme que de dire à un aveugle qu'il est arrivé à un carrefour.

John Dewey

Je suis d'accord avec l'essentiel de l'article de M. Rodman et je crois que les radicaux américains (et j'ajouterais le peuple américain en général) doivent recourir à de tout autres tactiques et une tout autre philosophie que celles de la lutte de classes marxiste-léniniste violente et doivent aussi étudier ce qui s'est passé et ce qui se passe en URSS en rapport avec cette philosophie. Je me bornerai à quelques affirmations que M. Rodman fait au passage et qui me paraissent tout à fait imprudentes.

[...] Il n'est pas vrai que deux membres de la sous-commission sont ou ont été « partisans » de Trotsky. Cette affirmation a été proférée [...] afin de discréditer toute occasion pour Trotsky de présenter des éléments de fait pour répondre aux accusations contre lui dans les procès de Moscou. [...] Le membre de la commission qui a démissionné a fait des déclarations mensongères [...], à savoir qu'on l'avait empêché de poser des questions. [...] Il a eu toute possibilité de les poser et je lui ai dit, à la fin de l'audience qui précédait sa démission (envoyée le lendemain matin), qu'il aurait la possibilité entière de continuer à poser ses questions [...].

En troisième lieu, il assure que la commission « n'a finalement rien pu trancher ». La raison d'une telle affirmation, il la donne lui-même quand il écrit : « La question ne sera jamais tranchée et prouvée parce que, si l'Unique Eglise véritable ne peut pas se

tromper, la deuxième non plus ». En outre, il fait référence au fait qu'un membre de la commission (qu'il identifie comme libéral) « hésitait à identifier cette philosophie commune qui ne conduit qu'en apparence à des actions différentes » L'unique implication possible de ces passages est que le travail de la commission est, ou aurait dû être, d'examiner les philosophies respectives du régime existant en Russie et de Trotsky et d'atteindre quelque conclusion concernant leurs mérites communs ou leurs démérites respectifs.

C'est une conception complètement fautive de la fonction que la commission avait ou pouvait avoir. Nous sommes allés au Mexique avec un objectif précis, entendre les éléments que Trotsky avait à opposer aux accusations lancées contre lui à Moscou, et d'examiner et de soupeser ces éléments en relation avec ceux qui ont été réunis par la sous-commission européenne en France. M. Rodman [...] a abouti à la conclusion que Trotsky n'était pas coupable. Arriver à une conclusion sur cette question était l'objectif intégral et unique de l'enquête qui a été menée par la commission. La conclusion est une conclusion sur les faits reposant d'un côté sur le témoignage des procès de Moscou et de l'autre sur les éléments écrits et oraux, documentaires, réunis par la commission.

C'est une question intéressante que de se demander, comme le fait M. Rodman, si « Trotsky et les oppositionnels se seraient comportés de la même façon s'ils en avaient eu la possibilité ». Mais en premier lieu il s'agit de discussion, non de faits, et, en second lieu, cette question est tout à fait extérieure à la mission de la Commission.

Que la commission, au cours de ses audiences, ait mis au jour des matériaux portant sur la question de savoir si la théorie marxiste-léniniste de prise du pouvoir par la force, effectuée par une classe particulière, tend à produire une époque de falsification et de terrorisme, c'est, selon mon jugement personnel, tout à fait positif, à condition que ce matériel conduise les radicaux à considérer plus sérieusement qu'ils ne l'ont fait dans le passé la philosophie alternative du changement social qui est sous-jacente aux différentes stratégies et tactiques.

Benjamin Stolberg

Dans son interview de Trotsky, Selden Rodman s'est comporté comme le reporter pour animaux qui va interviewer la girafe dans le zoo. Il s'est bien amusé avec Trotsky. Mais comme Trotsky n'est pas une girafe mais appartient à la compagnie historique des Cromwell, Robespierre et Lénine, j'ai plutôt envie de rire de Rodman. Cela ne signifie bien entendu nullement que Rodman, moi ou qui que ce soit ne puisse critiquer Trotsky. Il me semble qu'il faut critiquer Lénine et lui sur des questions tout à fait fondamentales. Mais cela veut dire qu'on ne peut pas balayer Trotsky. [...]

Je m'élève contre le ton de Rodman. Et je le fais parce qu'en journalisme sain, rien n'est aussi fatal à la vérité d'un tableau qu'une atmosphère fautive, spécialement de condescendance déplacée. Un ton faux provoquera des erreurs de fait et des jugements rapides même chez l'écrivain qui ne s'y adonne pas ordinairement.

[...] Le cœur de l'article de Rodman, qu'il ne développe pas, est que les fondateurs du stalinisme étaient contenus dans le régime dictatorial, totalitaire et finalement terroriste de Lénine et de Trotsky. [...]

Trotsky, pour lui, ce n'est qu'un autre Staline, qui a perdu, et Staline, en gros, fait ce que Trotsky aurait fait à sa place. Tout cela est arrivé parce que Trotsky n'était qu'un médiocre politicien par rapport à Staline. Je crois que Trotsky est un piètre politicien. Mais nous savons qu'en 1923 il contrôlait complètement l'armée et que ses amis le supplièrent de l'utiliser contre la *troïka*. Il ne l'a pas fait parce qu'il n'était pas Staline. La

théorie suivant laquelle ils étaient semblables est une pétition de principe. La question n'est pas pourquoi Lénine et Trotsky d'un côté, Staline et Vorochilov de l'autre avec des gens comme eux. *Ce n'est pas ça*. La question est : pourquoi un Lénine a-t-il été suivi par un Staline ? Pourquoi les révolutions ont-elles des Thermidors ? Ainsi, je crois profondément que le christianisme primitif avait en lui les germes de l'Inquisition. Mais je crois également profondément que cela n'a absolument pas de sens d'identifier Saint-Paul et Torquemada.

Sidney Hook

[...] Il y a au moins trois questions distinctes que M. Rodman mélange dans sa discussion. Ce sont :

1. Trotsky est-il innocent ou coupable et quelles sont les conséquences morales et politiques ayant une portée immédiate, qui découlent de la réponse ?

2. Trotsky (et Lénine puisque Rodman les met ensemble) aurai[en]-t-il[s] fait la même chose que Staline s'il [si ils] était[en] resté[s] au pouvoir ?

3. Ce que Staline a fait (ou ce que Trotsky et Lénine auraient pu faire) est-il une conséquence directe de la philosophie marxiste ?

1. M. Rodman reconnaît que Trotsky est innocent sans l'ombre d'un doute des accusations lancées contre lui. Qu'est-ce qui en découle ?

[...] Ce qui découle de la réponse de Rodman à sa première question est ceci. Le régime de Staline et ses disciples et partisans à travers le monde, sont prêts à utiliser les méthodes de l'imposture judiciaire et du meurtre contre leurs adversaires politiques. [...]

[...] Il en découle aussi que la campagne stalinienne contre « les trotskystes » et « les agents trotskystes » comme « fascistes cachés » — qui est nécessaire à leur politique de guerre et qui divise la classe ouvrière en Espagne, France et ailleurs — est une extension des procès de Moscou. La conséquence la plus importante dans l'immédiat donc, du fait que les procès de Moscou étaient des impostures est que *la vérité à leur sujet doit être diffusée dans le monde entier*.

2. Trotsky aurait-il fait la même chose que Staline s'il avait été au pouvoir ? [...] Les éléments sur lesquels reposent les conclusions sont les écrits de Trotsky et, plus important encore, ses actions passées. [...] La question est donc de savoir si les actions passées de Trotsky permettent la probabilité d'une inférence d'une façon ou d'une autre. Les actions passées de Trotsky, dans la mesure où elles ont été citées, sont à ranger dans deux catégories : a - les actions judiciaires auxquelles il a été mêlé directement ou non quand il était au pouvoir, b - d'autres dont il a été tenu pour responsable pendant la guerre civile.

Nous allons examiner d'abord la première. Partout les accusations comportent celles de dureté et de brutalité. Je crois que beaucoup sont vraies, mais il n'y en a pas une seule qui permette d'inférer que Trotsky aurait recouru à l'imposture judiciaire. Incontestablement, Lénine et Trotsky ont été coupables de dureté et de brutalité, comme l'ont été dans tous les pays du monde les dirigeants d'une révolution et d'une guerre civile (Cromwell, Sherman, etc.) [...] Mais seuls ceux qui se sont opposés en tout temps et en toutes circonstances à l'usage de la violence - chrétiens authentiques et tolstôïens - ont le droit de condamner globalement Lénine et Trotsky. En tant que révolutionnaires, ils devaient employer des méthodes révolutionnaires. [...]

L'autre preuve, et de loin la plus solide, doit être tirée de la nature des procès contre des opposants politiques conduits par le régime russe quand Lénine et Trotsky

étaient au pouvoir. Le seul procès public a été celui des social-révolutionnaires en juillet 1923. C'était après l'assassinat de Volodarsky et d'Ouritsky, la blessure de Lénine et les attentats répétés contre la vie de Trotsky. A ce procès, les social-révolutionnaires ne se sont pas repentis, se sont comportés comme des hommes à principes et ont défendu leurs idées et leurs actions contre les bolcheviks sur un terrain politique.

On a permis aux accusés d'avoir des avocats étrangers.

Il n'y a pas eu d'exécutions. La sentence était contingente, dépendant de la poursuite de la campagne terroriste contre les dirigeants bolcheviques. [...]

Ceux qui disent que Trotsky aurait agi de la même façon que Staline doivent avoir à leur disposition plus d'éléments que ce qui a été publié. Jusqu'à ce qu'ils puissent les produire, la conclusion provisoire, sur la base de ce qui a déjà été examiné, ne peut être que l'improbabilité de cette éventualité.

3. Les impostures de Staline sont-elles une conséquence de la philosophie marxiste, comme M Rodman semble le suggérer ? Le simple fait que Staline s'intitule marxiste ne prouve pas cela plus que le fait que ceux qui ont été responsables de la mort de Sacco et Vanzetti s'intitulaient eux-mêmes libéraux et démocrates, ne prouve que leur imposture judiciaire découlait de leur philosophie du libéralisme démocratique. Torquemada se disait disciple du Christ, Franco aussi. Seuls ceux qui n'ont pas lu Marx peuvent assurer qu'il croyait a - que la fin justifie les moyens, b - en une dictature d'un parti politique minoritaire sur le prolétariat, c - dans la dictature du secrétariat ou d'un disciple bien aimé sur le parti, le prolétariat ou la population entière. [...] Comme je n'ai pas la place de développer longuement ma position là-dessus, je souhaite seulement formuler ici ma conclusion :

1. Si l'on comprend dans quelle mesure Marx était attaché à l'éthos démocratique, il est impossible d'attribuer à sa pensée ce qui est arrivé en Russie dans les quinze dernières années.

2. L'analyse économique marxiste du développement capitaliste est pour l'essentiel encore valable. Il en est de même du matérialisme historique interprété *méthodologiquement*.

3. Ni Lénine ni Trotsky ne sont responsables de la dégénérescence de la révolution russe sous Staline et sa bureaucratie.

4. Tant Lénine que Trotsky sont indirectement responsables de toute une série d'institutions, pratiques et habitude de pensée qui ont facilité la prise du pouvoir par des hommes comme Staline. Les premiers ont fait des erreurs politiques capitales tandis que le dernier est coupable et moralement responsable des pires crimes dans l'histoire du mouvement socialiste.

5. L'erreur fondamentale de Lénine et de Trotsky a été de sous-estimer l'importance des *processus démocratiques*, même dans la période de la révolution et de la guerre civile.

6. Si le marxisme doit avoir quelque avenir dans ce pays et ailleurs il faut qu'il soit réinfiltré par un esprit démocratique authentique (et non par l'espèce frauduleuse dont parle le parti communiste); il doit être explicitement scientifique tant dans ses affirmations formelles que dans son concept de vérification; et il doit développer une conception du socialisme non seulement comme un programme d'action économique mais comme une façon de vivre.

7. Pour réaliser cela, il lui faut assimiler dans sa formulation quotidienne, particulièrement en Amérique, ici et maintenant, la philosophie expérimentale telle qu'elle a été exprimée dans les principaux ouvrages de John Dewey.

P. Broué

En marge de la Commission Dewey

L'espion de Staline

La Commission d'enquête sur les procès de Moscou a siégé et conclu sans avoir eu connaissance du rôle joué dans la préparation des procès par un espion de Staline, « planté » par ses services auprès de Léon Sedov, M. Zborowski — qui vient de mourir le 30 avril 1990.

Mordka, dit Mark, Zborowski, était né à Uman, dans l'empire des tsars, le 21 janvier 1908, de parents russes qui émigrèrent en Pologne en 1921, s'installant à Lodz pour fuir la révolution russe. Lui-même, très jeune, tenta sa chance en Occident et essaya de faire des études en France tout en travaillant, commençant ses études de médecine à Rouen en 1928. Revenu en Pologne après une année d'études, il ne regagna la France que bien plus tard. Il y vécut à Grenoble, d'abord polisseur de pierres tombales puis veilleur de nuit dans un hôtel. C'est ainsi qu'il fit la connaissance en 1933 d'un Soviétique du nom d'Afanassiev, à qui il confia sa déception et son amertume et s'ouvrit de son désir de « revenir au pays » pour pouvoir faire des études. L'homme était du GPU.

Zborowski entra donc dans le « carrière » vraisemblablement en 1934. Dans un premier temps, il fut mis en contact avec l'Union pour le Rapatriement, association de Russes blancs aux mains du GPU, à Paris où il s'était installé. Ses nouveaux patrons le dirigèrent d'abord vers les trotskystes français, puis pensèrent à utiliser sa connaissance du russe pour lui demander de se rapprocher de Lev Sedov, ce qu'il fit avec succès, au début 1935, après avoir rencontré la compagne de Sedov, Jeanne, qui le lui présenta, comme il l'avait escompté. Il fut dès lors, avec Lola Estrine, une ancienne menchevik, de l'entourage immédiat du fils de Trotsky.

Collaborateur de L. Sedov à la fois dans le « groupe russe » de Paris et pour la rédaction du *Biulleten Oppositsii*, connu dans le mouvement sous le pseudonyme d'Etienne, il eut connaissance de nombre d'éléments d'information susceptibles d'intéresser le GPU auquel il rendait compte régulièrement. Il faut cependant se méfier de la version « sensationnaliste » selon laquelle il aurait été informé « de tout » par L. Sedov : ce dernier, malgré son jeune âge, était un militant clandestin expérimenté qui ne confiait à ses collabo-

rateurs que le strict nécessaire. On peut supposer, de ce point de vue, que des « bavardages » de Sedov auraient permis au GPU de réaliser un meilleur montage de l'accusation que ce ne fut le cas en 1936 et 1937. Il reste que Sedov demeura sourd aux avertissements et soupçons de Pierre Naville, qui exprima très tôt son absolue méfiance à l'égard de Zborowski. Selon des confidences ultérieures de Zborowski, en effet, ses supérieurs lui avaient demandé de chercher particulièrement des éléments d'information sur les liens entre Sedov et ceux qui allaient être bientôt les accusés du premier procès.

Il leur apporta cependant des informations précieuses, dont certains assurent que Staline personnellement fit grand cas : sur la réaction de Sedov fondant en larmes à la nouvelle de l'exécution du verdict de Moscou en août 1936, sur la défection de l'agent soviétique Ignace Poretski (dit Reiss), rompant avec Staline et cherchant le contact avec Trotsky. C'est sur la base des renseignements qu'il avait donnés que des agents du GPU vinrent loger tout près de chez Sedov, rue Lacreteille, et que les tueurs de Reiss attendirent vainement, pour l'enlever, assura-t-il, le fils de Trotsky à l'Hôtel de la Gare à Mulhouse où il devait se rendre. C'est lui qui signala aux gens des services le dépôt à l'annexe parisienne de l'Institut d'Amsterdam d'une partie des archives de Trotsky dont ils organisèrent le cambriolage dans la nuit du 6 au 7 novembre 1936. En 1937, il signala le départ pour l'Espagne de l'ancien secrétaire de Trotsky, Erwin Wolf, qui devait y disparaître, arrêté puis enlevé. C'est également lui qui signala aux hommes de Staline l'hospitalisation de Sedov à la clinique Mirabeau de Paris où il allait mourir dans des conditions très suspectes.¹ Des agents des renseignements américains, qui ne prennent pas la peine d'écrire ni de citer leurs sources, assurent aujourd'hui qu'il assassina Sedov en lui donnant une orange empoisonnée.²

Après la mort de Sedov, Zborowski continua à s'occuper du *Biulleten* et du « groupe russe » et fut délégué par ce dernier à la conférence de fondation de la IVE Internationale à Périgny en septembre 1938. Une lettre à Trotsky de l'agent soviétique Orlov, au lendemain de sa défection, le 27 décembre 1938, le dénonça avec force détails³, mais la demande d'enquête adressée par Trotsky à ses camarades européens via New York et Cannon le 1er janvier 1939⁴, ne semble pas avoir eu de suite. Une simple filature aurait sans doute suffi pour repérer les rendez-vous de l'espion avec les visiteurs de l'ambassade dans des lieux publics. Zborowski et sa famille, sa femme et son fils de trois ans, gagnèrent le midi de la France en 1940 et demeurèrent à Vic-en-Bigorre sans y être inquiétés jusqu'à l'été 1941, où ils parvinrent à rejoindre les Etats-Unis : Lola Estrine et son nouveau mari, le menchevik David Dallin, leur servirent de caution pour les autorités américaines d'immigration. Il reprit immédiatement

1. Voir les deux numéros spéciaux 13 et 14, de 1983, des *Cahiers Léon Trotsky*, ainsi que le volume qui les reproduit aux éditions La Pensée sauvage.

2. S. Schwartz, « Mark Zborowski. He Spied for Stalin », *San Francisco Chronicle*, 12 mai 1990.

3. *Papiers Trotsky*, Houghton Library, 6137.

4. L. Trotsky, *Œuvres 20*, pp. 29-30.

contact avec le GPU, s'impliqua d'abord dans le travail du « groupe russe » de New York qui poursuivait l'édition du *Biulleten* et collabora avec le « groupe français » qui éditait *La Vérité*. C'est sur instruction de ses supérieurs du GPU qu'il prit également contact avec Victor Kravtchenko au moment de sa défection.

En 1955, Zborowski fut dénoncé par les aveux complets d'un des agents soviétiques aux Etats-Unis, Abram Sobolevicius, qui avait été, sous le nom de Sénine, un des agents de Staline au sein de l'Opposition de gauche. Le 28 septembre 1955, Alexandre Orlov déposa à son sujet devant la commission sénatoriale d'enquête⁵. Lui-même, qui était sans doute alors depuis des mois aux mains du FBI, eut à déposer le 29 février 1956 devant la même commission et semble n'avoir reconnu que le strict nécessaire, à savoir ce qu'il ne pouvait nier⁶. Le 8 décembre 1958, il fut condamné pour « parjure » par un tribunal de New York à cinq ans de prison : le tribunal n'avait pas été plus curieux que la commission sénatoriale sur les activités criminelles de Zborowski contre les trotskystes et l'on peut imaginer que sa discrétion fut acceptée en échange des informations qu'il avait apportées, depuis son arrestation, sur ses compagnons des services aux Etats-Unis.

Par une singulière ironie de l'histoire, cet homme responsable et complice de plusieurs crimes fut défendu comme s'il était une innocente victime de la « chasse aux sorcières » et un malheureux démocrate persécuté, par une poignée d'intellectuels en tête desquels se distingua la célèbre anthropologue Margaret Mead qui lutta pour sa libération puis pour sa réinsertion.

A sa sortie de prison, elle lui procura du travail comme psycho-sociologue à l'hôpital Mount Zion de San Francisco où il se spécialisa dans l'étude des aspects culturels de la douleur, notamment à travers des interviews de mourants. Il écrivit sur ces questions plusieurs ouvrages et articles. Il se disait fermement anticommuniste. Sa femme, Rynka, dite Regina, Levi (née en 1912) l'a accompagné dans ce long trajet et leur fils George, né peu avant la mort de Sedov, à l'époque de la traque de Reiss, vit en Israël. M. Zborowski était à la retraite depuis quelques années quand il fut frappé d'une crise cardiaque.

Michel Lequenne avait probablement raison quand il écrivait qu'il n'était sans doute qu'« un agent de la plus médiocre espèce, dépourvu de toute motivation idéologique qui pouvait lui servir d'excuse minimum ».⁷

C'est probablement dans le Fonds Staline au Kremlin à Moscou que se trouvent ses rapports des années trente et les « secrets » que les services américains n'ont vraiment pas trop cherché à connaître et qu'il a réussi à garder jusqu'à sa mort.

5. *Hearing Before the Subcommittee to investigate the Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws of the Committee on the Judiciary United States Senate*. 87e congrès, 28 septembre 1955, pp. 1 sq.

6. *Ibidem*, 87e congrès, 2e session, 29 février 1955, 4e partie, pp. 77-100.

7. M. Lequenne, « Les Demi-aveux de Zborowski », *Cahiers Léon Trotsky* n°13, 1973, p. 39.

Le C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

88 rue Saint-Denis - 75001 Paris - Tél. 42 33 47 92

Un centre de documentation pour les chercheurs

ouvert les lundi, mercredi, vendredi de 13 h à 18 h.

Archives

Journaux, revues, bulletins intérieurs, tracts, affiches et photos d'organisations révolutionnaires.

Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. bulletin trimestriel

A ce jour 56 numéros parus et comportant des catalogues, répertoires ou reproductions de textes ou brochures, anciens, pour la plupart épuisés et pour certains inédits.

Abonnement annuel à la consultation archive _____ **60 frs**

Abonnement annuel aux Cahiers du CERMTRI (4 n°) _____ **60 frs**

Abonnement annuel couplé (consultation + Cahiers) _____ **90 frs**

Le C.E.R.M.T.R.I. vend des documents anciens qu'il possède en plusieurs exemplaires (journaux, revues, brochures, tracts d'organisations révolutionnaires).

Vente de livres pour la plupart épuisés (se renseigner auprès du C.E.R.M.T.R.I.)

Il reste quelques livres de la Librairie du Travail (originaux d'avant-guerre) :

L'abominable vénalité de la presse (1931) de A. Raffalovitch
d'après les documents des archives russes. (1897-1917)

Monsieur Poincaré et la guerre de 1914 (1935) de Gustave Dupin.

Ces deux derniers livres au prix exceptionnel de 40 frs (frais d'envoi compris).

Règlement par chèque à l'ordre du C.E.R.M.T.R.I.

Départ

Hippe Oskar (1900-1990)

Oskar Hippe est mort à Berlin le 13 mars 1990. Il était né à Lützkendorf le 1er avril 1900.

Douzième enfant d'une famille d'ouvriers — son père travaillait sur les voies de chemins de fer —, il a été apprenti à l'âge de 14 ans et a travaillé comme manuel toute sa vie, dans des usines ou des mines, le plus souvent comme serrurier. Amené par un de ses frères, il a participé à la manifestation illégale contre la guerre, autour de Karl Liebknecht place de Potsdam à Berlin, le 1er mai 1916. En octobre de la même année, il a rejoint la Ligue Spartakus qui était alors à l'intérieur du parti social-démocrate indépendant (USPD). Militant activement pendant la grève de janvier 1917 à Berlin, il a perdu son emploi et a dû quitter la capitale et travailler dans le Geiselstal. Partageant son temps entre Leipzig et Berlin, il a pris part à la révolution de novembre 1918 et aux combats ultérieurs, adhérant au KPD dès sa fondation. Il a fait son premier long séjour en prison après avoir été arrêté comme organisateur d'une manifestation en défense d'un conseil ouvrier. Un des premiers organisateurs des JC, il a été membre d'une centurie prolétarienne et a combattu contre le putsch de Kapp, ce qui lui a valu de nouveau un assez long séjour en prison. A partir de 1924, il a connu de très longues périodes de chômage car il était inscrit sur les listes noires du patronat, et n'avait aucune chance de devenir « permanent », puisqu'il était partisan de l'Opposition unifiée dès 1926.

Il a été ensuite, à Charlottenburg et Berlin, l'un des inspirateurs de l'Opposition de gauche allemande. Allié à Well et Senine contre Trotsky sur la question des « syndicats rouges » en 1932, il a rompu avec ses alliés quand il s'est aperçu qu'ils travaillaient en réalité au compte du GPU et a été l'un de ceux qui ont réorganisé l'Opposition à Berlin — une bonne centaine de membres — après la crise provoquée par la trahison de ces hommes et la première vague de répression hitlérienne à partir de février 1933. Cette activité lui a valu d'être arrêté en janvier 1934, condamné pour haute trahison à une lourde peine de travaux forcés en novembre de la même année. Libéré au printemps de 1936, il a poursuivi avec la prudence nécessaire des activités militantes pendant les années de domination de l'Allemagne par les nazis, pendant la guerre notamment. A la fin de celle-ci, il organisa de nouveau les trotskystes berlinois dans la capitale: une cinquantaine cette fois. Mais le

stalinisme ne pouvait tolérer l'existence d'un homme qui incarnait cette continuité révolutionnaire. Arrêté sur ordre du GPU en 1948, il est resté en prison, puis en camp, jusqu'en juillet 1956 où il fut libéré. Il reprit alors son activité militante à Berlin-Ouest dans les rangs de la section allemande de la IVe Internationale. Il écrivit ses mémoires, traduits en français par les éditions La Brèche sous le titre *Et notre drapeau est rouge* et, malgré son grand âge, ne cessa de se considérer comme participant à la lutte pour l'émancipation de l'humanité et la fin de l'oppression de l'homme par l'homme. Ses amis n'oublieront pas la joie qu'il éprouva d'avoir suffisamment vécu pour voir les gigantesques manifestations ouvrières de RDA et la chute du mur de Berlin à la fin de l'année dernière. Avec lui, c'est l'un des plus solides militants allemands et aussi toute une époque qui s'en va.

Oskar s'était marié en 1926 avec une jeune ouvrière qui fut dès lors la compagne de sa vie comme de son combat militant, Gertrud Mankowski. Il l'a suivie de près dans la mort puisqu'elle l'avait quitté le 12 février précédent.

Deux places restent vides.

Pierre Broué nous communique

P.Broué à L.Maitan

5 juin 1990

Camarade Livio,

Lors du colloque Trotsky à Wuppertal, tu m'as annoncé l'intention de ton organisation de publier en français les communications et tu m'as demandé le texte français de la mienne. Je te l'ai adressé, comme c'était normal.

Je dois te dire que je suis extrêmement surpris de voir que cette communication a été utilisée dans un autre cadre sans mon autorisation. Elle est en effet reproduite dans *Quatrième Internationale* n°36, avec un certain nombre d'autres textes dont certains ont la même origine et d'autres sont des articles. J'aurais probablement accepté de faire un article sur le thème de cette revue, comme j'avais accepté que ma communication soit publiée dans un recueil. Mais je n'accepte pas qu'on me force la main, que ma communication soit présentée sans que rien indique qu'il s'agissait d'une communication et sans que j'ai eu la possibilité moi-même de décider si elle devait ou non être publiée sous forme d'article. Tu n'as pas respecté ton engagement.

Je souhaite que vous fassiez paraître un rectificatif public afin qu'il soit bien clair que cette publication sous cette forme a été faite sans mon accord.

Fraternellement

Pierre Broué

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN JUILLET 1990
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
LIENHART & C^{ie} A  AUBENAS D'ARDÈCHE

DÉPÔT LÉGAL : Juillet 1990
N° 4648. Imprimé en France

OEUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *OEuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IVe Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des OEuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris (10e) et de la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky □ Institut Léon Trotsky